Pour en finir avec la tyrannie

GUIDE PRATIQUE DE LA RÉSISTANCE CIVILE AU 21E SIÈCLE

PETER ACKERMAN

Autres publications de Peter Ackerman

Strategic Nonviolent Conflict: The Dynamics of People Power in the Twentieth Century
(with Chris Kruegler)
PRAEGER – 1994

A Force More Powerful: A Century of Nonviolent Conflict
(with Jack DuVall)
ST. MARTIN'S GRIFFIN – 2000

How Freedom is Won: From Civic Resistance to Durable Democracy
(with Adrian Karatnycky)
FREEDOM HOUSE – 2005

Preventing Mass Atrocities: From a Responsibility to Protect (RtoP) to a Right to Assist (RtoA) Campaigns of Civil Resistance
(with Hardy Merriman)
ICNC PRESS – 2019

La photo de couverture a été prise lors du conflit nonviolent qui a mis fin au règne de terreur d'Omar al-Bashir et de ses alliés militaires au Soudan, et qui avait duré trois décennies. Cette victoire a étonné les experts du monde entier, car les dissidents soudanais ont habilement conçu et mis en œuvre une stratégie gagnante fondée sur la connaissance de campagnes de résistance civile antérieures qui avaient été victorieuses.

Photo credit: Lana Haroun

Pour en finir avec la tyrannie

GUIDE PRATIQUE DE LA RÉSISTANCE CIVILE AU 21E SIÈCLE

PETER ACKERMAN

ICNC PRESS

The Checklist to End Tyranny: How Dissidents Will Win 21st Century Civil Resistance Campaigns

by Peter Ackerman
First edition: September 2021
Published by ICNC Press
Publication Design: Nestor Bonilla

International Center on Nonviolent Conflict
600 New Hampshire Ave NW, Suite 710
Washington, D.C. 20037 USA

www.nonviolent-conflict.org
CONTACT: icnc@nonviolent-conflict.org

© 2021 Peter Ackerman
All rights reserved.

ISBN: 978-1-943271-50-4

Pour en finir avec la tyrannie

Remerciements / 1

1 **Introduction / 4**
De la résistance civile dans la lutte contre la tyrannie

2 **Surmonter la peur et la confusion / 23**
Cinq notions clés pour la résistance

3 **Renforcer la résistance civile / 49**
Checklist des questions une à quatre

4 **Comment les dissidents gèrent-ils les conflits / 89**
Checklist des questions cinq à huit

5 **Comment un mouvement peut-il gagner en confiance / 131**
S'exercer à la checklist

6 **Un choix historique / 145**
Acquiescer à la tyrannie ou déclencher une quatrième vague de démocratisation

Annexe / 159
Évaluations des ateliers et des cours en ligne

Liste des tableaux / 166

Liste des figures / 167

Crédits photos / 168

Photo: Les premiers jours de la Révolution de Jasmin, qui a renversé le Président Ben Ali en Tunisie, en 2010.

Remerciements

OUTRE GENE SHARP, DÉCÉDÉ en 2018, une seule personne m'accompagne depuis le premier jour de ce long périple : Joanne Leedom-Ackerman, depuis 50 ans mon épouse. Toutes ces années, elle n'a cessé d'insister sur l'importance de faire connaître le conflit nonviolent, lequel est essentiel à la promotion et à la défense des droits fondamentaux ainsi qu'à la gouvernance démocratique, valeurs que nous partageons depuis toujours.

Aux encouragements essentiels de Joanne s'ajoutent également des contributions cruciales sans lesquelles ce livre n'aurait pu voir le jour, notamment celles de Hardy Merriman, président et directeur général du International Center on Nonviolent Conflict (ICNC, ci-après le «Centre»). On trouve une version antérieure de ce guide pratique dans un chapitre co-rédigé avec Hardy et publié dans un ouvrage de l'Atlantic Council intitulé, *Is Authoritarianism Staging a Comeback?*[1] Son accompagnement intellectuel, son apport ont rehaussé plusieurs segments du livre. Hardy a notamment veillé à ce que cet ouvrage soit prestement publié par ICNC Press. Nous tenons à remercier tout particulièrement Maciej Bartkowski, Bruce Pearson, Alice Wren et Lillian Hathaway pour leur travail de révision sur de nombreuses versions.

Je souhaite remercier plusieurs universitaires et spécialistes dont je cite les travaux dans le livre et dont les conseils m'ont été précieux, notamment Maria Stephan, Erica Chenoweth, Stephen Zunes, Jonathan Pinckney et Ivan Marovic.

Au nombre de celles et ceux qui ont relu le texte, mentionnons Aaron Lobel, Reuben Brigety et Hans Binnendijk.

Ensemble, tous auront affiné les idées présentées ici, permet-

1 Article offert en traduction sous le titre La "checklist" pour mettre fin à l'oppression. Voir: https://www.nonviolent-conflict.org/resource/checklist-ending-tyranny-french.

tant de cerner certaines contradictions et des omissions importantes. Leurs multiples contributions ont grandement enrichi le résultat présenté ici[2].

À gauche: La campagne du "NON" en opposition à Augusto Pinochet au Chili, 1988.

2 NDT: L'auteur de cet ouvrage, Peter Ackerman, est décédé en avril 2022. Ce livre est le dernier opus de son oeuvre imposante consacrée aux conflits nonviolents et à la résistance civile

1

On croit généralement que les tyrannies se maintiennent au pouvoir parce qu'elles disposent du monopole de l'usage de la force. Pourtant, des populations opprimées utilisant des tactiques nonviolentes – telles que les grèves, les boycotts, et les manifestations de masse – sont souvent les artisans les plus puissants de leur propre libération.

Chapitre 1

1

INTRODUCTION:

De la résistance civile dans la lutte contre la tyrannie

On suppose généralement que les tyrans[3] se maintiennent au pouvoir grâce au monopole du recours à la force. Or, si la violence à l'encontre de ses citoyens permet au despote de s'imposer temporairement, le phénomène trouve une meilleure explication : la tyrannie persiste aussi longtemps que les citoyens ignorent les moyens qui s'offrent à eux de saper l'appui dont jouit le dirigeant autoritaire, de le chasser ainsi du pouvoir, et ce, sans avoir recours à la violence. Les populations opprimées qui apprennent à manier les tactiques nonviolentes[4] comme les grèves, les boycotts, les mobilisations de masse et autres formes de perturbation de l'ordre social, réussissent généralement à se faire les artisans de leur propre libération.

Cette bonne nouvelle, on la voit aujourd'hui se répandre chez les dissidents et autres personnes soucieuses de voir progresser les droits fondamentaux et une gouvernance démocratique, libre de corruption. Malheureusement, le potentiel de la résistance civile

3 NDT : Les termes tyran, despote, autocrate et dirigeant autoritaire, ainsi que les régimes autoritaires appelés tyrannie, dictature, autoritarisme et despotisme sont autant de synonymes que nous utiliserons de manière indifférenciée au long de cette ouvrage. Voir le glossaire présenté au Tableau 1, ci-dessous.

4 NDT : Répercutant un choix largement opéré il y a déjà plusieurs décennies dans la langue anglaise moderne et pour les mêmes raisons d'émancipation sémantique vers la reconnaissance d'un phénomène distinct de la simple opposition à la violence, nous favorisons la graphie sans trait d'union du qualificatif « nonviolent » et du substantif « nonviolence ». Il s'agit en effet de marquer l'évolution du concept au-delà de la simple négation de la violence, vers une notion positive reflétant le choix d'une stratégie de lutte aussi appelé « résistance civile », avec une histoire et des dynamiques distinctes de la lutte armée. Par ailleurs, la graphie traditionnelle française du substantif fait appel au trait d'union (non-violence), tandis que la forme adjectivale demande l'espace (résistance non violente). Cette exigence mal connue est source de confusion et de nombreuses erreurs grammaticales. Comme des exceptions existent déjà à la règle du trait d'union avec le préfixe non- (nonchalance, nonobstant, nonpareil), le néologisme se justifie amplement pour nous du fait de la clarification sémantique et de la simplification orthographique qu'il apporte. Nous en souhaitons vivement l'adoption à travers la francophonie.

reste largement méconnu parce que sa connaissance remet fondamentalement en cause les postulats classiques de ce qu'est le pouvoir. Les décideurs, les universitaires, les journalistes et autres observateurs surestiment trop souvent dans quelle mesure les régimes autoritaires peuvent s'appuyer sur la violence pour manipuler la population, qu'on suppose entièrement sous contrôle. De fait, on sous-estime la capacité qu'ont les gens ordinaires de miner le pouvoir tyrannique et de conquérir leurs droits par une utilisation stratégique de tactiques nonviolentes.

Cette perspective m'est apparue il y a près d'un demi-siècle. Depuis lors, je m'efforce de transmettre ces notions aux activistes et aux groupes pro-démocratie, afin qu'ils puissent s'ouvrir aux possibilités infinies qu'ils ont de vivre dans une société plus libre.

Dès la première moitié des années 1970, alors jeune doctorant en études stratégiques à la Fletcher School of Law and Diplomacy de l'université Tufts, l'échec des forces militaires américaines au Vietnam a fait naître en moi l'intérêt pour la guerre asymétrique. Je voulais étudier comment des adversaires possédant des moyens militaires nettement inférieurs pouvaient s'engager dans un conflit avec des stratégies et des tactiques hautement différenciées, faisant intervenir des facteurs économiques, culturels et psychologiques. L'un de mes cours sur la théorie stratégique était dispensé par Thomas Schelling, professeur à Harvard et plus tard Prix Nobel d'économie (2005). Schelling était alors considéré comme le plus éminent spécialiste en matière de communication des intentions entre les États-Unis et l'Union soviétique afin de réduire la menace d'une guerre nucléaire accidentelle.

À la fin d'un cours, j'ai approché le professeur Schelling pour discuter de la manière dont des protagonistes aux capacités militaires inférieures pouvaient l'emporter dans un conflit les opposant à des adversaires aux capacités militaires supérieures. Il m'a répondu par ce défi : si vous souhaitez étudier comment des protagonistes aux ressources militaires inférieures peuvent l'emporter, pourquoi ne pas étudier comment des protagonistes ne disposant d'aucune ressource militaire peuvent réussir?

Le professeur Schelling m'a présenté Gene Sharp, alors sur le point de publier sa célèbre étude en trois volumes, The Politics of Nonviolent Action. Au cœur de la réflexion de Gene Sharp résidait une théorie du pouvoir remontant au 16e siècle, issue de l'œuvre

d'Étienne de La Boétie qui, dans son Discours sur la servitude volontaire, publié en 1576, écrivait :

> *Soyez résolus à ne plus servir [le tyran], et vous voilà libres. Je ne vous demande pas de le pousser, de l'ébranler, mais seulement de ne plus le soutenir, et vous le verrez, tel un grand colosse dont on a brisé la base, fondre sous son poids et se rompre.*[5]

Gene Sharp a proposé une version plus contemporaine de la même intuition:

> *En termes politiques, l'action nonviolente repose sur un postulat très simple : les gens ne font pas toujours ce qu'on leur dit de faire. Ils agissent même parfois d'une manière qui leur a été interdite. Les sujets peuvent désobéir à des lois qu'ils rejettent. Les travailleurs peuvent cesser de travailler, ce qui peut paralyser l'économie. La bureaucratie peut refuser de suivre les instructions. Les soldats et les policiers peuvent tempérer la répression, voire se mutiner. Lorsque tous ces phénomènes se produisent simultanément, les personnes avec statut de «dirigeants» redeviennent de simples citoyens. Une telle dissolution du pouvoir peut se produire dans une gamme étendue de conflits sociaux et politiques.*
>
> *Lorsque des gens refusent de coopérer ou d'aider tout système de pouvoir, gouvernement ou système hiérarchique, et persistent à lui désobéir et à le défier, ils lui retirent l'assistance et la coopération nécessaires à son fonctionnement. Si les gens sont assez nombreux à désobéir et pendant assez longtemps, ce gouvernement ou système hiérarchique n'aura plus le pouvoir. Voilà le postulat politique fondamental de l'action nonviolente.*[6]

La découverte des travaux de Sharp constitue le tournant de ma vie intellectuelle et la source de mon engagement indéfectible à l'étude de l'action nonviolente au cours des cinq décennies qui ont suivi. Je n'ai encore jamais eu l'occasion d'en contester l'exactitude, non plus que la portée révolutionnaire.

Toutes ces années m'ont enseigné l'importance d'une terminol-

---

5 Etienne de La Boétie, "Discours de la Servitude Volontaire," Oeuvres Complètes d'Etienne de La Boétie (Paris: J. Rouam & Cie, 1892): 12–14, cité par Gene Sharp, *The Politics of Nonviolent Action, Part One: Power and Struggle* (Boston, MA: Porter Sargent Publishers, 1973), 34.

6 Gene Sharp, *The Politics of Nonviolent Action, Part One: Power and Struggle* (Boston, MA: Porter Sargent Publishers, 1973), 63.

ogie précise, capable de bien communiquer la nature du phénomène. Sharp utilisait le terme «action nonviolente», mais je préfère le terme «résistance civile». Nous parlons de la même chose, mais la raison pour laquelle je préfère le terme «résistance civile» tient entre autres au fait qu'il réduit le risque de confusion avec le concept de «nonviolence». Le terme «nonviolence» fait référence à une posture morale, tandis que «résistance civile» fait référence à une stratégie de conflit faisant usage de méthodes nonviolentes.

La "nonviolence" est un concept qui se réfère le plus souvent à une position morale, tandis que la "résistance civile" se réfère à une stratégie de conflit faisant usage de méthodes nonviolentes.

Un autre exemple de confusion terminologique dans ce domaine est l'utilisation de l'expression «mouvements de protestation» comme synonyme de résistance civile. On ignore ainsi le fait que la résistance civile intègre de nombreuses tactiques autres que les manifestations de masse — notamment les grèves et les boycotts — qui ont joué un rôle décisif dans l'histoire de l'action nonviolente (voir Tableau 1, Petit glossaire expliqué de l'action nonviolente).

Une innovation de Gene Sharp allait s'avérer d'une grande utilité à notre compréhension de la résistance civile. Le second volume de son ouvrage fondamental *The Politics of Nonviolent Action* s'intitule *The Methods of Nonviolent Action (les méthodes de l'action nonviolente),* lequel se consacre entièrement à la présentation de 198 méthodes (ou tactiques).[7] Sans cette liste (et les autres qui l'ont précédée), l'action nonviolente resterait un concept abstrait offrant peu d'utilité pratique aux militants pro-démocratie engagés dans de véritables conflits.[8]

Dans le monde aujourd'hui, onze des tactiques énumérées par Sharp sont probablement les plus aptes à entraver la capacité de contrôle d'un tyran :

- Pétition de groupe ou de masse
- Assemblées de protestation ou de soutien

7 Gene Sharp, *The Politics of Nonviolent Action, Part Two: The Methods of Nonviolent Action* (Boston, MA: Porter Sargent Publishers, 1973).

8 Voir Krishnalal Shridharani, *War Without Violence: A Study of Gandhi's Method and Its Accomplishments* (New York: Harcourt, Brace and Co., 1939); et Martin Oppenheimer and George Lakey, *A Manual for Direct Action: Strategy and Tactics for Civil Rights and all other Nonviolent Protest Movements* (Chicago, IL: Quadrangle Books, 1965).

TABLEAU 1

PETIT GLOSSAIRE EXPLIQUÉ DE L'ACTION NONVIOLENTE

Les termes les plus fréquemment utilisés comme synonymes d'action nonviolente sont **résistance civile** et **conflit nonviolent**. Au nombre des synonymes moins fréquemment utilisés on compte **pouvoir populaire**, **lutte nonviolente**, et **résistance nonviolente**.

Le terme "conflit nonviolent" illustre l'idée paradoxale que des stratégies et des tactiques nonviolentes puissent être utilisées avec succès dans le cadre de conflits impliquant des adversaires dotés d'une police et d'une armée bien équipées.

Depuis une dizaine d'années, le terme "résistance civile" est de plus en plus souvent utilisé comme synonyme de conflit nonviolent.

D'autres termes qu'on croit synonymes de campagnes de résistance civile sont en fait source de confusion. Il s'agit notamment de:

Opposition pacifique, terme qui comporte une connotation de tranquillité, alors que les tactiques nonviolentes sont conçues pour perturber le statu quo afin de délégitimer les tyrans.

Mouvement de protestation, terme qui évoque des images saisissantes de millions de personnes prenant la rue. Pourtant, aucune campagne de résistance civile ne réussit uniquement avec des manifestations. Il faut, au contraire, un ensemble de tactiques diverses agencées en une stratégie soigneusement conçue.

Nonviolence stratégique, terme qui suppose un précepte éthique, moral ou religieux qui rejette la violence et évoque souvent des leaders de grande conviction morale comme Mohandas Gandhi et Martin Luther King, Jr. Or, on trouve à la tête de campagnes de résistance civile bon nombre de personnes qui auraient pu avoir recours à des tactiques violentes, si elles avaient cru pouvoir servir ainsi la cause. Sauf qu'en évaluant bien la situation, ces têtes dirigeantes ont plutôt choisi de maintenir la discipline nonviolente comme élément clé d'une stratégie gagnante.

Mouvement pour la justice sociale, terme qui comprend l'emploi des mêmes tactiques, mais conçues pour toucher l'opinion publique sur des questions précises comme le changement climatique, une réforme de la justice, la lutte contre le racisme ou le mariage entre conjoints de même sexe. Leur victoire ne conduit pas nécessairement à un réaménagement permanent des rapports de force. En revanche, l'objectif de toutes les campagnes de résistance civile est de défaire des adversaires bien précis en sapant la base de leur pouvoir, notamment lorsqu'ils contrôlent une population entière.

Le présent ouvrage utilise de manière interchangeable les termes **mouvement de résistance civile** et **campagne de résistance civile** car tous deux traduisent une mobilisation dans un but commun, se déroulant en plusieurs étapes sur une période donnée. Le terme **dissident** désigne des citoyens en lutte contre les effets néfastes de l'oppression autoritaire, incluant la perversion de l'État de droit, la corruption, l'érosion des droits fondamentaux et autres injustices systémiques portant atteinte à la vie et à la liberté. Ces personnes sont aussi appelées **activistes ou militants pro-démocratie**, termes qui seront utilisés ici de manière interchangeable.

Le mot **tyrannie** est utilisé de manière indifférenciée avec les termes **dictature**, **autoritarisme**, et **despotisme**. Les dirigeants de ces systèmes politiques sont appelés **tyrans**, **dictateurs**, **dirigeants autoritaires**, ou **despotes**. Ces régimes autoritaires ont en commun de contrôler les leviers de pouvoir de la société, entraînant la violation systématique des droits de leurs citoyens.

Il est utile ici de faire la distinction entre **campagnes de résistance civile**, **tactiques**, et **stratégies**. Une **campagne de résistance civile** suit tout le déroulement d'un

TABLEAU 1

PETIT GLOSSAIRE EXPLIQUÉ DE L'ACTION NONVIOLENTE

conflit nonviolent du point de vue des mouvements dissidents. Les **tactiques** décrivent les actions entreprises par les protagonistes violents ou nonviolents, à un moment et à un endroit déterminés. La **stratégie** est l'enchaînement des tactiques de manière à produire un impact cumulatif optimal sur l'adversaire.

Pour en savoir davantage sur les termes de l'action nonviolente, voir *Glossary of Civil Resistance*, de Hardy Merriman et Nicola Barrach-Yousefi, disponible en téléchargement sur le site du Centre ICNC et traduit en français: https://www.nonviolent-conflict.org/icnc-glossary-key-terms-french/

- Retrait de certaines institutions civiles
- Boycott par les consommateurs de certains biens et services
- Inefficacité délibérée et non-coopération sélective d'entités gouvernementales
- Boycott par les producteurs (refus des producteurs de vendre ou de livrer leurs propres produits)
- Refus de payer des frais, cotisations ou contributions
- Grève tournante (un poste de travail ou un lieu de travail à la fois; arrêts de travail partiels)
- Fermeture de l'économie (les travailleurs entrent en grève, tandis que les employeurs cessent toute activité économique)
- Grève-occupation ou grève sur le tas (occupation du lieu de travail)
- Surcharge (débordement) des appareils administratifs

J'ai rédigé ma thèse de doctorat sous la supervision de Gene Sharp. Intitulée *Strategic Aspects of Nonviolent Resistance Movements*, j'ai soutenu cette thèse avec succès en 1976.

Le sujet de ma thèse était inspiré d'un essai du professeur Schelling publié il y a plus de soixante ans dans le livre *Civilian Resistance as a National Defence: Non-violent Action Against Aggression.* Schelling y faisait l'observation suivante :

> *Le tyran et ses sujets se trouvent dans des positions à peu près symétriques. Les sujets peuvent refuser au tyran à peu près tout ce qu'il veut; ils le peuvent, c'est-à-dire, s'ils disposent d'une organisation disciplinée permettant de lui refuser leur collaboration. En retour, le tyran peut refuser aux sujets à peu près tout ce qu'ils veulent; celui-ci peut le leur refuser par l'usage de la force sous son commandement [...]. Nous avons là une posture de transaction où chacune des parties, pourvu qu'elle soit bien disciplinée et organisée, peut refuser à l'autre ce qu'elle veut; il reste à savoir qui des deux gagnera.*[9]

Prenant appui sur la perspicacité de Schelling, j'espérais élargir le champ de la recherche sur la résistance civile en la faisant passer

9 Thomas C. Schelling, "Some Questions on Civilian Defence," in *Civilian Resistance as a National Defence: Non-violent Action Against Aggression*, ed. Adam Roberts (Harrisburg, PA: Stackpole Books, 1968), 304.

de l'étude du pouvoir (c'est-à-dire d'un regard porté sur la partie la mieux dotée) à l'étude de la stratégie (soit chercher à voir quelle partie fait les plus grands gains). Je voulais mieux comprendre qui l'emporte dans les campagnes de résistance civile et pourquoi. L'objectif n'a jamais été de créer un modèle prédictif, mais de mettre en évidence les caractéristiques qui peuvent jouer en faveur de l'un ou l'autre camp. Ma thèse comparait deux cas d'action nonviolente qui ne pouvaient être plus différents : d'abord la révolution russe de 1905 à 1907, puis le mouvement pour l'indépendance de l'Inde, avec un intérêt particulier pour la période de 1929 à 1931.

La première révolution russe était le fait d'un soulèvement de masse spontané et nonviolent, sans direction claire. Elle a remporté sa première victoire contre le tsar avec la création de la première Douma d'État (parlement). Malheureusement, le mouvement a été récupéré par les bolcheviks et les mencheviks. Il a ensuite dégénéré en actes de violence sporadiques à Moscou et à Saint-Pétersbourg, gestes qui ont été facilement réprimés par les forces du tsar, avant que la Douma ne soit dissoute.

Je voulais mieux comprendre qui l'emporte dans les campagnes de résistance civile et pourquoi.

Le mouvement pour l'indépendance de l'Inde était dirigé par Mohandas Gandhi, une figure charismatique possédant la rare capacité d'unir les efforts des hindous et des musulmans pour forcer les Britanniques à quitter l'Inde. Grâce à son leadership créatif, la marche du sel de 1930 a mobilisé plus de 250 millions d'Indiens. Avec d'autres actions de perturbation, comme le raid nonviolent sur les dépôts de sel de Dharasana, le mouvement a forcé le vice-roi à négocier directement avec Gandhi.

Les résultats très différents dans chacun des deux cas relèvent de trois décisions distinctes prises par chaque groupe de dissidents, à savoir s'il fallait s'unifier, s'il fallait planifier et déployer une variété de tactiques, et enfin s'il fallait maintenir une discipline nonviolente.

Dans le cas de la révolution russe, la réponse fut "non" à ces trois questions, tandis que dans le mouvement pour l'indépendance de l'Inde, on a répondu "oui" aux trois questions. Ces décisions ont été celles, librement consenties, des forces dissidentes, et non celles de leur adversaire autoritaire. En outre, il est impossible de déterminer qui, des deux dirigeants autoritaires, le tsar

russe ou le vice-roi britannique, a été le plus apte à protéger son statut, car tous deux ont été extrêmement désorientés par les événements. Par conséquent, il semble juste d'en conclure deux choses : premièrement, les compétences des Indiens en matière de conflit nonviolent étaient supérieures à celles des Russes, et deuxièmement, le professeur Schelling avait raison de dire que la partie dissidente, si elle est "bien disciplinée et organisée" vis-à-vis de son adversaire autoritaire, a les meilleures chances de gagner.

Voilà qui permet d'éclairer un peu le débat ayant cours dans le domaine des sciences sociales quant à l'issue d'une lutte : qu'est-ce qui est le plus déterminant, la structure (c'est-à-dire les conditions) ou la capacité d'agir (c'est-à-dire les compétences)?

Je crois que nous sommes devant l'illustration convaincante que lors d'affrontements entre activistes et régimes tyranniques, les compétences sont le facteur déterminant du camp victorieux dans un conflit nonviolent. Chez ceux qui se disent réalistes en matière politique, l'écrasante majorité trouve une telle conclusion ridicule devant le monopole des armes dont dispose le régime. Songez pourtant à ce que cela implique: si les conditions matérielles de départ parviennent mal à prédire le succès ou l'échec des mouvements dissidents, c'est donc que le savoir-faire dans la conduite des campagnes de résistance civile revêt une importance décisive. Les activistes peuvent en fait redéfinir les limites qui leur sont en apparence imposées, depuis la période précédant le début du conflit nonviolent jusqu'au moment où il prend fin. C'est pourquoi j'ai entrepris de faire connaître des faits aussi encourageants aux militants pro-démocratie et autres milieux intéressés, et en ai fait un engagement majeur de ma carrière.

Dans le combat entre dissidents et tyrans, ce sont les compétences qui déterminent qui sera le vainqueur.

Les preuves à l'appui de ce point de vue ne manquent pas. De l'époque de Mohandas Gandhi au mouvement des droits civiques aux États-Unis, des luttes pour la démocratie en Europe de l'Est datant de l'époque de la guerre froide à la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, de multiples campagnes de résistance civile ont façonné l'histoire des nations. Ces dernières décennies ont vu l'accélération d'une nouvelle génération de mouvements et de leaders dans des pays comme l'Algérie, l'Arménie, le Bahreïn, le Burkina Faso, l'Égypte, la Géorgie, le Guatemala, Hong Kong, l'Iran, le Liban,

le Myanmar, le Népal, le Nicaragua, le Pakistan, la Pologne, la Russie, la Serbie, la Slovaquie, le Soudan, le Togo, la Tunisie, l'Ukraine, le Venezuela et le Zimbabwe.

Dans bon nombre de ces pays, des mobilisations populaires nonviolentes sont parvenues à éroder la puissance de régimes autoritaires, à renverser des tendances de recul démocratique, à réduire la corruption, à renforcer la résilience de la société et à faire progresser les droits fondamentaux des femmes, des minorités et d'autres groupes menacés. Bien que tous les mouvements ne triomphent pas ou n'arrivent pas toujours à consolider leurs acquis (au Bahreïn ou en Égypte, par exemple), tandis que d'autres poursuivent leur lutte (par exemple : en Iran, au Myanmar, au Venezuela et au Zimbabwe), on voit s'accumuler les preuves historiques que des mouvements de résistance civile sont le principal agent de transitions démocratiques arrivant à supplanter des régimes autoritaires. Les despotes ne l'admettront pas publiquement, mais c'est là le scénario qu'ils craignent le plus. Leur talon d'Achille demeure celui d'une résistance civile dotée d'une stratégie bien pensée, largement suivie et soutenue dans la durée, issue des populations qu'ils tentent de dominer et de réprimer.

Gene Sharp avait la conviction, une conviction que je partage toujours, que la résistance civile est pertinente et continuera de l'être dans les luttes contre le despotisme aux quatre coins du monde. En 1983, nous avons fondé l'Albert Einstein Institution (AEI) pour diffuser les connaissances liées à ce domaine d'étude auprès de dissidents engagés sur le terrain et exposés à la répression.

Reconnaissant que la meilleure option était de transmettre des connaissances générales et des enseignements divers sur la manière de mener efficacement des campagnes de résistance civile, nous nous sommes bien gardés de prodiguer des conseils tactiques précis. Dire aux dissidents "faites d'abord ici, puis allez manifester là" était trop périlleux. La stratégie et la tactique propres à chaque conflit nonviolent sont façonnées de manière singulière par la culture, la religion, l'économie et d'autres variables qui appartiennent en propre à chaque pays, des facteurs que seul un leadership local peut mesurer. Avant de donner des conseils, nous avons donc rappelé notre ignorance du champ de bataille, y compris des intentions et des capacités des adversaires répressifs et violents auxquels les dissidents étaient confrontés.

De gauche à droite: Peter Ackerman, Gene Sharp, et le ministre lituanien de la défense Andrius Butkevičius, à Vilnius, 1991.

Néanmoins, en de rares occasions, nous avons pénétré dans des zones de conflit pour apporter notre aide aux protagonistes nonviolents. Une expérience pour moi mémorable a été notre visite en Lituanie en 1991 pour y rencontrer le premier ministre et son ministre de la défense. Les troupes russes venaient d'entrer dans le pays. Un affrontement à la principale station de télévision de Vilnius avait fait plus de 150 victimes lituaniennes. L'opposition cherchait une stratégie de rechange à la défense armée pour contrer l'invasion à grande échelle dont elle craignait l'imminence.

Aujourd'hui, le gouvernement lituanien a en place un plan élaboré de résistance civile de masse contre une éventuelle occupation étrangère.

Comme prolongement de l'œuvre de l'Albert Einstein Institution, j'ai également soutenu la production de plusieurs films sur la résistance civile, dont la série documentaire *Une force plus puissante*, (version française de la série *A Force More Powerful),* sélectionnée aux Emmy Awards, pour laquelle j'ai agi en tant que principal conseiller en matière de contenu. La série, diffusée sur la chaîne nationale de télévision publique américaine (PBS) en septembre 2000,

fait le récit de six mouvements de résistance nonviolente:

- Le mouvement pour l'indépendance de l'Inde contre la domination britannique dans les années 1930
- Le mouvement américain des droits civiques dans les années 1960
- La lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud au milieu des années 1980
- La résistance danoise à l'occupation nazie au début des années 1940
- L'opposition des travailleurs chiliens au régime du général Augusto Pinochet dans les années 1980
- Le mouvement polonais *Solidarité* en faveur de syndicats indépendants et de droits démocratiques en 1980

Le message qui sous-tend *Une force plus puissante* est celui d'une histoire commune à tous ces conflits se déroulant pourtant sur des décennies différentes et sur différents continents. On y voit comment les tactiques nonviolentes peuvent s'enchaîner en une stratégie cohérente capable de désintégrer le pouvoir de régimes autoritaires, même des plus répressifs.

Le deuxième film que j'ai co-produit, *Le renversement d'un dictateur,* (version française de *Bringing Down a Dictator*), a été diffusé sur PBS en 2002. Il raconte comment Slobodan Miloševic, le "boucher des Balkans," a été chassé du pouvoir par une résistance civile populaire bien organisée. Contrairement à une opinion répandue, la désintégration de ce régime s'est produite sans qu'un seul coup de feu ne soit tiré.

Le renversement d'un dictateur a remporté en 2002 un Peabody Award, prix d'excellence pour documentaire. La même année, le film a été sélectionné par l'International Documentary Association comme meilleur documentaire de l'année. Associés à deux autres documentaires primés sur la résistance civile, ces films ont été traduits dans plus de 20 langues et dialectes.[10] Ces productions ont été vues par des millions de personnes dans plus de 100 pays.

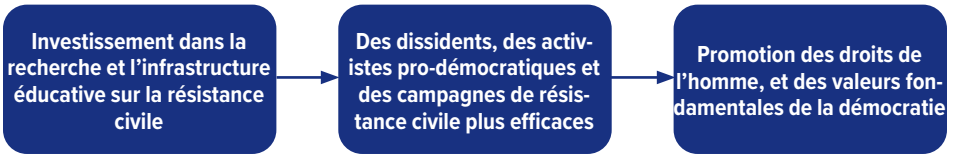
Le succès de tous ces films a confirmé que la demande pour des

10 *Orange Revolution* relate les événements de 2004 en Ukraine et *Egypt: Revolution Interrupted?* documente les événements en Égypte dans les années précédant et suivant la révolution égyptienne de 2011. Tous les films peuvent être visionnés gratuitement à partir du site https://www.nonviolent-conflict.org/icncfilms/.

connaissances sur la résistance civile dépassait largement celle à laquelle l'Albert Einstein Institution (AEI) était prête à répondre. Gene Sharp voulait que l'AEI se concentre principalement sur son travail. Je voulais plus d'audace dans la création et la distribution d'un savoir destiné aux activistes pro-démocratie. En 2002, j'ai fondé l'International Center on Nonviolent Conflict (ICNC, Centre international sur le conflit nonviolent) pour soutenir des travaux de recherche originaux et partager largement les connaissances en ce domaine, de manière à faire progresser la gouvernance démocratique, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme.

La théorie du changement du Centre ICNC se fonde sur un modèle en trois parties:

FIGURE 1: La théorie du changement du Centre ICNC



Ce modèle fait valoir que l'existence de mouvements dissidents et d'activistes pro-démocratie mieux informés est essentielle au progrès de l'humanité. Il reconnaît également que la tyrannie doit être affrontée et contestée si l'on veut la transformer. Le despotisme produit les conditions les plus inhumaines que l'on puisse imaginer, entraînant violence généralisée, morts, catastrophes, maladies non traitées, pauvreté, ignorance, corruption. On ne peut s'attaquer à de tels problèmes que par une reconfiguration du rapport de force entre le pouvoir arbitraire et les citoyens.

La résistance civile permet aux populations de lutter contre l'autoritarisme d'une manière qui optimise leurs chances de succès, tout en minimisant les pertes potentielles en vies humaines. Des études solidement étayées sur un grand nombre de cas et de données démontrent que la résistance civile offre le plus grand potentiel de transition démocratique stable, agissant comme un vecteur de développement politique, social et économique.

En outre, les campagnes de résistance civile sont beaucoup plus fréquentes qu'on ne le pense généralement, avec plus de 150 nouvelles campagnes répertoriées depuis l'an 2000, dont 95 seulement

FIGURE 2: Nombre des campagnes nonviolentes (de résistance civile) comparées au nombre de campagnes violentes (insurrections armées), par décennie (1900-2019)

Source: Erica Chenoweth, "The Future of Nonviolent Resistance," *Journal of Democracy* 31, no. 3 (July 2020): 69–84.

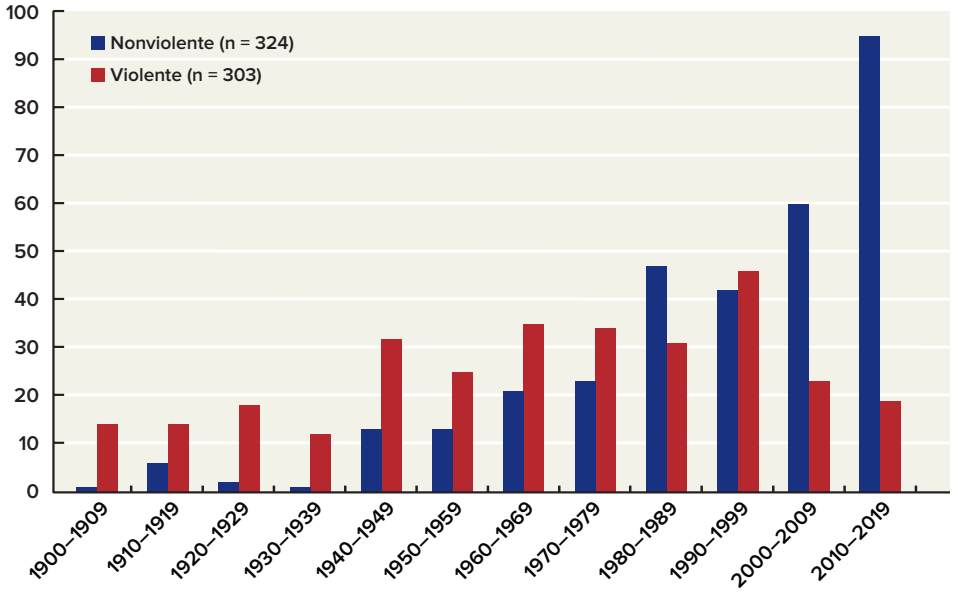
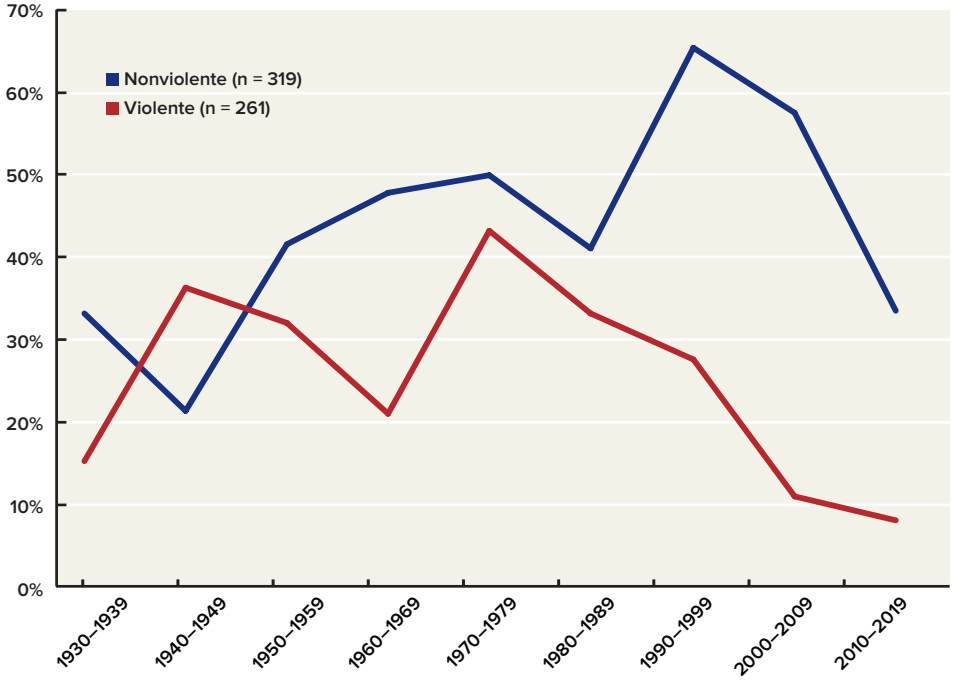


FIGURE 3: Taux de réussite des campagnes de résistance civile, nonviolentes, comparé à celui des insurrections armées, par décennie (1930-2019)

Source: Erica Chenoweth, "The Future of Nonviolent Resistance," *Journal of Democracy* 31, no. 3 (July 2020): 69–84.



entre 2010 et 2019. Au cours de cette même période, le nombre de nouvelles campagnes de résistance civile a largement dépassé le nombre de nouvelles insurrections violentes (Figure 2).

On voit toutefois apparaître un paradoxe : même si la résistance civile est devenue la stratégie de libération de choix dans le monde entier, ses taux de réussite ont considérablement diminué (Figure 3).

Une des raisons de ce déclin tient au fait que les dirigeants autoritaires ont amélioré leur moyens d'affronter et de contrecarrer la contestation de leur pouvoir par les activistes pro-démocratie. Par exemple, les dictateurs sont devenus plus habiles à saper l'unité des dissidents et à inciter la violence dans leurs rangs, réduisant d'autant la participation du public au conflit nonviolent. Ils ont aussi davantage accès à des technologies de pointe permettant d'envahir la vie privée, de surveiller les communications et de restreindre les libertés individuelles.

Une autre raison de cette baisse du taux de réussite est que l'offre d'éducation et de formation aux personnes qui s'engagent dans la résistance civile n'a pas suivi la demande, étant donné le rythme accéléré d'émergence de telles campagnes. Pouvoir se renseigner sur les campagnes de résistance civile demeure un atout toujours aussi précieux pour les activistes, car le plus grand obstacle reste la confusion et l'incertitude quant à la façon de planifier et de déployer une stratégie gagnante face aux régimes autoritaires.

Malheureusement, le nombre d'activistes ayant accès aux connaissances utiles sur la résistance civile ne représente qu'une infime fraction de la demande actuelle.

Or, les professionnels de carrière, comme les médecins ou les soldats, suivent un enseignement intensif pour affiner leurs compétences et leur expertise. Cette formation leur permet de bien performer et réussir, malgré des conditions éminemment stressantes et conflictuelles. En revanche, les activistes et les militants pro-démocratie ne sont membres d'aucune profession reconnue, avec peu ou pas de soutien en termes d'infrastructures d'éducation ou de formation professionnelle.

Il est donc indispensable de trouver de nouveaux moyens d'élever le savoir-faire des activistes s'ils veulent lutter à armes égales contre leur oppresseur autoritaire. Le présent ouvrage est consacré au renforcement du rôle essentiel du dissident qui s'oppose

au pouvoir des régimes autoritaires et de leurs alliés. Mon souhait est que *Pour en finir avec la tyrannie : Guide pratique de la résistance civile au 21e siècle* offre des moyens novateurs de grossir les rangs de ces activistes pro-démocratie capables de mener à bien des campagnes de résistance civile. Ainsi pourra-t-on rééquilibrer le rapport de force entre dissidents et tyrans, élément clé pour une déferlante de mouvements victorieux en faveur de la démocratie à travers le monde.

A droite: une manifestation à Kyiv, Ukraine, pendant la Révolution Orange, 2004.

УКРАЇНА
Вірю Знаю
Так!
Так!
Так!

Les conflits nonviolents doivent se concevoir comme une compétition pour le pouvoir, entre les dissidents et les tyrans. A la fin d'une campagne de résistance civile, il y aura un vainqueur et un vaincu et l'issue du conflit dépendra des compétences des deux parties.

2

Chapitre 2

SURMONTER LA PEUR ET LA CONFUSION:

Cinq notions clés pour la résistance

Depuis près de vingt ans, le Centre ICNC accélère la diffusion du savoir sur la résistance civile à travers le monde. En proposant des films, des ateliers, des conférences et en valorisant la recherche, nous avons collaboré avec nombre d'activistes, d'universitaires, de professionnels des médias, de spécialistes en matière de politique étrangère, de fonctionnaires et de responsables du milieu des organisations non gouvernementales internationales (ONGI) . Notre site web (www.nonviolent-conflict.org) s'impose comme une référence mondiale sur le thème de la résistance civile, avec des ressources traduites dans plus de 70 langues et dialectes, liste qui ne cesse de s'allonger (voir Tableau 2).

Plus important encore, nous avons pu nouer des liens avec des milliers de dissidents et d'activistes pro-démocratie dans plus de 100 pays, sur tous les continents (voir Figure 4).

Nous cherchons à démontrer que la diffusion élargie de connaissances sur la résistance civile permet de réduire la somme de violences et de morts en période de conflit et d'accroître la probabilité qu'émerge un régime démocratique exempt de corruption et respectueux des droits fondamentaux.

En reconnaissance de ces activités, le Centre ICNC a été sélectionné en 2014 pour le prix Nobel de la Paix. Parmi les signataires figuraient Lech Walesa, chef du mouvement Solidarité en Pologne et lui-même lauréat du prix Nobel de la Paix; Thomas Schelling, lauréat du Nobel d'économie en 2005; Larry Diamond, éminent spécialiste de

TABLEAU 2: Les 74 langues offertes au Centre de documentation ICNC

Afaan Oromo	Chinois	Hindi	Kurde	Norvégien	Tagalog
Allemand	Coréen	Hongrois	Letton	Ourdou	Tamoul
Amharique	Créole haïtien	Indonésien	Lingala	Ouzbek	Tatar de Crimée
Anglais	Croate	Italien	Lituanien	Pachto	Télougou
Arabe	Dari	Japonais	Luganda	Polonais	Thaïlandais
Arménien	Espagnol	Jinghpo	Macédonien	Portugais (brésilien)	Tibétain
Azeri	Estonien	Kannada	Malayalam	Portugais (continental)	Tigrigna
Baloutchi	Farsi	Karène	Malgache	Russe	Turc
Bengali	Français	Khmer	Maya	Serbe	Ukrainien
Biélorusse	Géorgien	Khyang	Môn	Sindhi	Vietnamien
Birman	Gujarati	Kirghize	Mongol	Slovaque	Xhosa
Bosnien	Hébreu	Kirundi	Néerlandais	Swahili	
Catalan		Kituba	Népalais		

l'état de la démocratie dans le monde; James Stavridis, premier officier de marine à devenir commandant suprême des forces alliées de l'OTAN en Europe; et le révérend James Lawson, stratège de premier plan au sein du mouvement américain pour les droits civiques et organisateur des sit-in aux comptoirs de restaurants de Nashville, en 1960 (voir Tableau 3).

En tant qu'activistes pro-démocratie, ils sont devant trois choix, dont deux sont inacceptables ou comportent trop de risques inconnus. L'activiste typique a déjà rejeté l'option de la passivité et de la résignation devant sa liberté perdue. À quelques exceptions près, on croit peu à la possibilité de mener à bien une insurrection violente. Plusieurs ont vécu une insurrection violente qui a échoué et sont maintenant en quête d'une stratégie de rechange.

Reste une troisième option, la résistance civile, devant laquelle les activistes nourrissent deux sentiments quelque peu contradictoires. On estime d'une part qu'une campagne de résistance nonviolente constitue probablement le dernier espoir de recouvrer liberté et droits fondamentaux. On se demande d'autre part si la singularité de la situation qui leur est propre ne rend pas futile toute campagne de résistance civile. Par-dessus tout, ces activistes pro-démocratie cherchent désespérément des idées auxquelles se raccrocher. Dans tout type d'affrontement, la confiance en soi joue un rôle déterminant. Il faut penser clairement, agir de manière décisive et rester résilient. Activiste ou despote, celui des deux qui a le plus confiance en sa stratégie—en supposant que celle-ci soit viable—, aura les

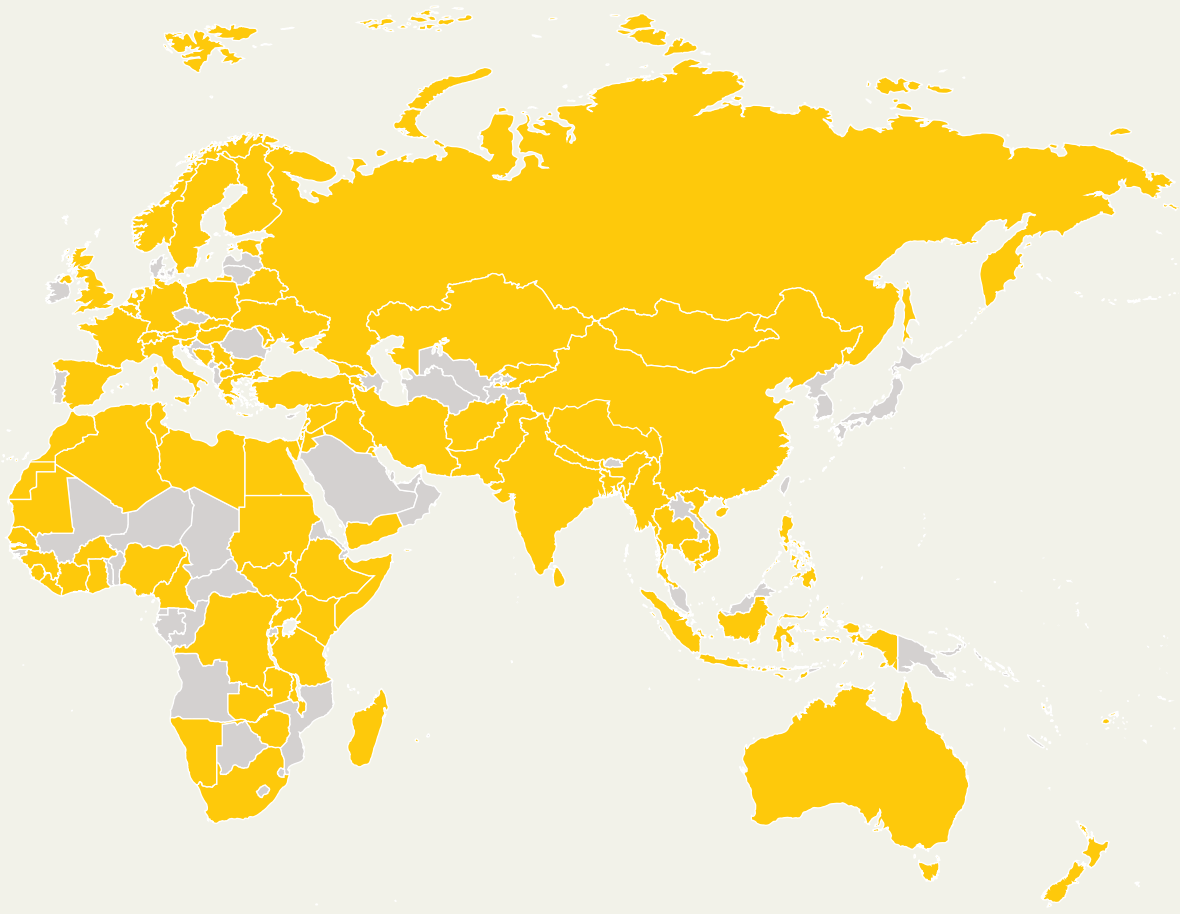
meilleures chances de l'emporter dans un conflit nonviolent.

D'où l'importance qu'au premier abord, cinq notions de base soient transmises afin de réduire la peur et d'ouvrir des perspectives qui font entrevoir la victoire contre l'oppresseur.

FIGURE 4: Pays dont proviennent les activistes pro-démocratie, universitaires, membres de partis politiques et journalistes qui ont reçu une formation du Centre ICNC

Cette carte indique (en jaune) la provenance géographique des activistes à qui le Centre ICNC a offert une formation en présentiel d'au moins 4 jours (au moins une personne par pays). Dans une large majorité de ces pays, le Centre ICNC a eu des engagements nombreux au cours des années avec plusieurs activistes.

Allemagne
Afghanistan
Afrique du Sud
Algérie
Argentine
Arménie
Australie
Autriche
Bangladesh
Belgique
Biélorussie
Bolivie
Bosnie Herzégovine
Brésil
Bulgarie
Burkina Faso
Burundi
Cambodge
Cameroun
Canada
Chili
Chine
Colombie
Côte d'Ivoire
Égypte
El Salvador
Estonie
Espagne
Etats-Unis
Ethiopie
Fiji
Finlande
France
Gambie
Georgie
Ghana
Guinée Conakry
Grèce
Guatemala
Haiti
Honduras
Hong Kong
Hongrie
Inde
Indonésie
Iran
Irak
Israël
Italie
Jordanie
Kazakhstan
Kenya
Kosovo
Koweït
Kirgizstan
Liban
Liberia
Libye
Macédoine
Madagascar
Malawi
Maldives



Maroc
Mauritanie
Méxique
Moldavie
Mongolie
Myanmar
Namibie
Népal
Nouvelle Zélande
Nicaragua
Nigeria
Norvège
Ouganda
Pakistan
Palestine
Papouasie occidentale
Paraguay
Pays-Bas
Pérou
Philippines
Pologne
République Démocratique du Congo
Royaume Uni
Russie
Sahara occidental
Sénégal
Serbie
Sierra Leone
Singapour
Slovaquie
Slovénie
Somalie
Soudan
Sri Lanka
Sud Soudan
Suède
Suisse
Syrie
Tanzanie
Thaïlande
Tibet
Tonga
Tunisie
Turquie
Ukraine
Uruguay
Vanuatu
Venezuela
Vietnam
Yémen
Zambie
Zimbabwe

FIGURE 4: ICNC'S GLOBAL REACH

Nous soussignés … proposons pour le prix Nobel de la Paix 2014 *la principale organisation consacrée à la dissémination de connaissances relatives aux moyens de lutter pour la* justice sans violence *— Ce groupe d'universitaires et d'activistes amplifie, approfondit et élargit depuis onze ans la diffusion d'informations* fiables et pratiques *fondées sur des données probantes, des études rigoureuses et de solides références historiques. En clair, nous désignons ici le groupe qui a démocratisé l'apprentissage de* l'action nonviolente *à travers le monde…. Les idées ne s'enseignent pas toutes seules. Les idées, leurs leçons pratiques s'apprennent plus facilement à l'aide de praticiens et de penseurs d'expérience, disposant du* meilleur matériel possible.

Depuis le début du XXIe siècle, le Centre ICNC a ouvert la voie *à l'étude systématique des mouvements de résistance civile et à l'enseignement à travers le monde de leurs dynamiques, de leurs* stratégies les plus efficaces *et de leurs pratiques les meilleures. Nous pensons que la rapidité avec laquelle les connaissances relatives à la* résistance civile *ont fait le tour du monde au cours de la dernière décennie est largement attribuable au travail original de cette organisation. Sans ses efforts, un front mondial et d'importance aussi vitale pour* l'avancement de la paix*, entre les nations, mais aussi en leur sein, n'aurait pu s'ouvrir de manière aussi organisée et soutenue.*

Signé par Lech Walesa, Thomas Schelling, Larry Diamond,
James Stavridis, James Lawson, entre autres

TABLEAU 3: NOMINATION DU CENTRE ICNC POUR LE PRIX NOBEL DE LA PAIX 2014

TABLEAU 4

5 NOTIONS QUE LA RÉSISTANCE DOIT CONNAÎTRE:

1 Les mouvements dissidents doivent se réjouir du fait historique qu'ils empruntent un chemin que beaucoup ont déjà emprunté et que beaucoup d'autres emprunteront à l'avenir.

2 Les mouvements dissidents doivent prendre conscience qu'aucune circonstance particulière du conflit ne peut en elle-même les empêcher de réussir.

3 Une stratégie fondée sur des tactiques violentes n'a qu'une faible probabilité de réussite, car son chemin vers la victoire est étroit. En revanche, le rejet des tactiques violentes et le maintien d'une discipline nonviolente ouvrent davantage de chemins vers la victoire.

4 Une campagne de résistance civile est le moteur le plus fiable vers une transition démocratique.

5 Le meilleur moyen d'augmenter ses chances de l'emporter est d'élargir ses compétences en matière d'organisation, de mobilisation et de résistance, de sorte qu'elles surpassent celles de l'adversaire, le régime autoritaire.

NOTION #1

Les mouvements dissidents doivent se réjouir du fait historique qu'ils empruntent un chemin que beaucoup ont déjà emprunté et que beaucoup d'autres emprunteront à l'avenir.

Les études de cas sur la résistance civile n'ont pas toujours été aussi faciles à trouver. En 1976, par exemple, ma dissertation se fondait sur l'étude comparative de deux cas. Seize ans plus tard, mon premier livre, *Strategic Nonviolent Conflict: The Dynamics of People Power in the Twentieth Century*, comparait six cas. En 2000, mon deuxième livre, *A Force More Powerful: A Century of Nonviolent Conflict*, n'étudiait que treize cas.

En 2007, le Centre ICNC a entrepris de soutenir un projet de collecte de données comparant les campagnes nonviolentes et violentes, ainsi que leurs résultats (*Nonviolent and Violent Campaigns and Outcomes, NAVCO*), projet qui a mené à la publication en 2011 du livre primé *Pouvoir de la nonviolence : Pourquoi la résistance civile est efficace* par Erica Chenoweth et Maria Stephan.[11] Après analyse de 106 cas de campagnes nonviolentes entre 1900 et 2006, les données quantitatives du livre confirment l'efficacité supérieure de la résistance civile par rapport à l'insurrection violente pour faire échec aux régimes autoritaires.

Depuis 2011, le projet NAVCO ne cesse d'ajouter de nouveaux cas de conflits nonviolents, si bien qu'il en répertoriait 325 à la fin de 2019. La base de données est publique et libre de droits. Les activistes pro-démocratie y trouveront facilement des cas similaires, avec des conditions qui leur sembleront comparables.[12] Le projet s'est depuis élargi pour inclure des observations faites au quotidien dans le cadre de campagnes contemporaines, permettant ainsi de mieux comprendre la façon dont les interactions à court terme peuvent influer sur l'orientation des campagnes. Au total, les entrées de données se comptent par millions.

La publication du livre *Pouvoir de la nonviolence: Pourquoi la*

11 Offert en traduction chez Calman-Lévy depuis 2021 *Pouvoir de la nonviolence: Pourquoi la résistance civile est efficace* est la version française de *Why Civil Resistance Works: The Strategic Logic of Nonviolent Conflict.* Cet ouvrage a remporté en 2012 le prix de la Woodrow Wilson Foundation décerné par l'American Political Science Association pour le meilleur livre sur le gouvernement, la politique ou les affaires internationales.

12 Le projet de données NAVCO est hébergé par l'Université de Harvard, à l'adresse suivante: https://dataverse.harvard.edu/dataverse/navco.

résistance civile est efficace a conféré une grande crédibilité et engendré beaucoup d'intérêt à l'échelle mondiale pour les conflits nonviolents en tant que domaine d'étude. En outre, les données recueillies confirment la pertinence du choix d'entamer une campagne de résistance civile, choix qui est d'ailleurs loin d'être rare.

NOTION #2

Les mouvements dissidents doivent prendre conscience qu'aucune circonstance particulière au conflit ne peut en elle-même les empêcher de réussir.

Un refrain familier, qu'on entend souvent chez les spécialistes en politique étrangère, veut que la résistance nonviolente ne puisse obtenir gain de cause qu'à l'encontre d'adversaires inoffensifs ou faiblement belliqueux, qu'elle soit autrement vouée à l'échec dans des sociétés pauvres ou marquées par des divisions ethniques. Or, on occulte ainsi systématiquement la défaite du régime de l'apartheid en Afrique du Sud, de la dictature de Pinochet au Chili, comme celle de la dictature de Marcos aux Philippines et du régime communiste en Pologne. Pour des exemples plus récents, citons la chute de Hosni Moubarak en Égypte, de Zine El Abidine Ben Ali en Tunisie et d'Omar el-Béchir au Soudan, ce dernier assurément l'un des dictateurs les plus sanguinaires du XXIe siècle. On ne peut certainement voir aucun de ces régimes comme modéré, inoffensif ou peu enclin à déclencher une répression féroce, voire à ordonner des massacres. Aucun de ces pays n'affichait une économie en croissance. On a également là des sociétés présentant une grande diversité ethnique et culturelle.

"Vous ne supposez quand même pas que des gouvernements aussi totalitaires que ceux des régimes nord-coréen ou chinois puissent tomber aussi facilement?" feront valoir les sceptiques. Primo, faire tomber une dictature n'a jamais rien de facile. Secundo, rappelons qu'aucun despote n'est aussi puissant qu'il en a l'air. Son pouvoir peut s'effriter alors même qu'il semble en total contrôle de la situation aux yeux des étrangers. Comme on le dit parfois, tant que durent les dictatures, elles semblent invincibles; ce n'est qu'une fois tombées qu'on voit tout à coup leur chute comme inévitable. Tertio, la longévité d'un régime autocratique dépend de sa maîtrise d'une stratégie de maintien au pouvoir. En ce qui concerne la Corée du Nord et la Chine, ces deux sociétés sont loin d'être statiques ou repliées sur

elles-mêmes — autrement, pourquoi ces régimes imposeraient-ils autant de mesures oppressives visant à perpétuer l'obéissance au sein de leur population ? Dans des sociétés aux dynamiques aussi fluides, les premières phases de la résistance civile peuvent commencer à desserrer l'emprise du régime sur sa population. Des vagues successives de conflits nonviolents peuvent dès lors augmenter la probabilité de victoire.

Ces quelques exemples qualitatifs sont étayés par des analyses quantitatives. En 2008, dans une étude intitulée, *Enabling Environments for Civic Movements and the Dynamics of Democratic Transition*, l'organisation Freedom House s'est penchée sur l'influence qu'ont exercée divers facteurs structurels sur des mouvements de résistance civile ayant produit 67 transitions d'un régime autoritaire à un régime démocratique entre 1975 et 2006.

> *Ni les facteurs politiques ni les facteurs structurels sociétaux examinés dans l'étude n'ont eu un impact statistiquement significatif sur le succès ou l'échec des mouvements de résistance civile... Ces mouvements ont autant de chances de réussir dans les pays moins développés et plus pauvres que dans les sociétés plus développées et plus riches. L'étude n'a pas trouvé non plus de preuves tangibles que la présence d'une polarisation ethnique ou religieuse ait un impact majeur sur la possibilité qu'émerge une opposition civique cohésive. Le type de régime ne semble pas non plus avoir une grande influence sur la capacité des mouvements citoyens d'obtenir un large soutien.*[13]

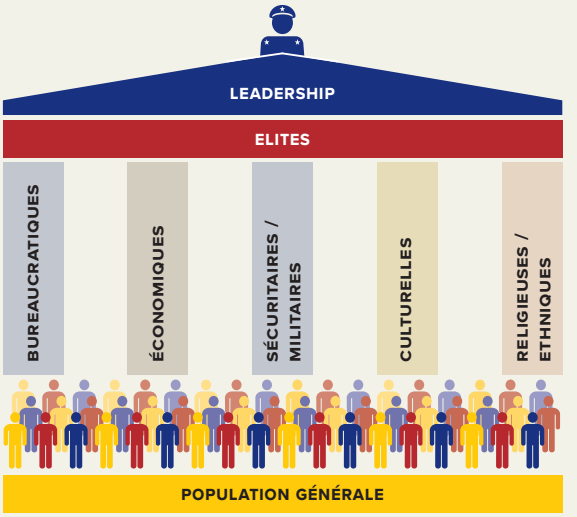
NOTION #3

Une stratégie fondée sur des tactiques violentes n'a qu'une faible probabilité de réussite, car son chemin vers la victoire est étroit. En revanche, le rejet des tactiques violentes et le maintien d'une discipline nonviolente ouvrent davantage de chemins vers la victoire.

Deux raisons sous-tendent une telle conclusion. L'une est structurelle, l'autre s'appuie sur des recherches quantitatives. En ce qui concerne la raison structurelle, voyez la Figure 5 qui montre une population répartie en quatre grands groupes. La première strate est celle des hauts dirigeants, les principaux bénéficiaires du régime despotique. La deuxième strate est celle des élites issues des différents secteurs de la société, lesquelles donnent aux dirigeants les leviers

13 Eleanor Marchant and Arch Puddington, *Enabling Environments for Civic Movements and the Dynamics of Democratic Transition* (Washington, DC: Freedom House, July 2008), 1.

FIGURE 5: Représentation du "champ de bataille" de la contestation

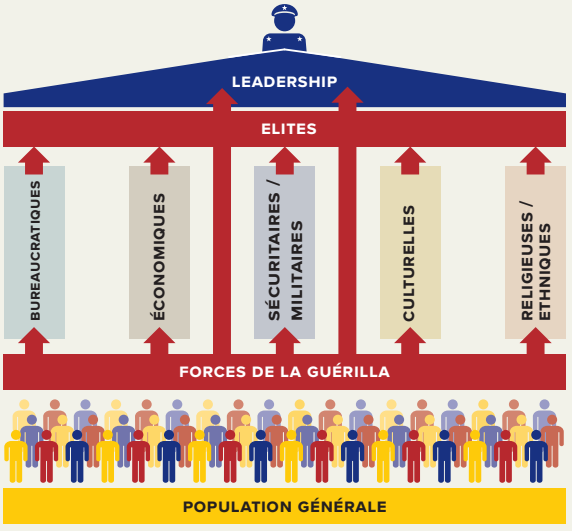


La même représentation du champ de bataille est utilisée dans la Question 1 de la checklist pour décrire la stratégie fondamentale de la résistance civile.

permettant d'exécuter les ordres autoritaires. La troisième strate est constituée de la main-d'œuvre et des gestionnaires au sein de chacun des piliers de soutien sur lesquels s'appuie le fonctionnement de la société. La nature des piliers varie selon les pays et les cultures, avec pour seule constante le pilier représentant les forces de sécurité. Le quatrième groupe est celui de la population en général, où on trouve des citoyens chargés de maintenir et de servir les piliers, et où d'autres encore travaillent dans des domaines plus informels de la société, donc plus difficiles à identifier et à contrôler.

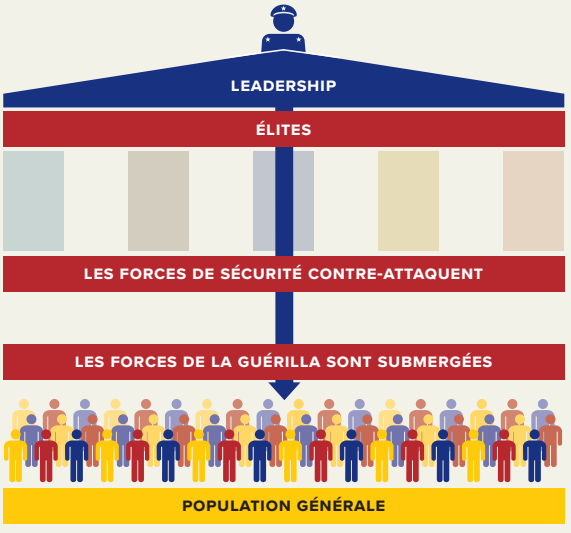
La théorie de l'insurrection violente (voir Figure 6) suppose que des forces de guérilla se mettent en action pour tuer des membres clés de la société qui maintiennent en place les piliers de soutien. Elles s'attaquent ensuite aux membres de l'élite jusqu'à ce que les forces de sécurité ne puissent plus protéger les hauts dirigeants. Règle générale avec le scénario de la violence, le groupe gouvernemental est décimé au point de ne plus pouvoir négocier un transfert de pouvoir. Devant la victoire de l'insurrection, le despote et ses acolytes fuient le pays pour sauver leur peau et les insurgés prennent le pouvoir.

FIGURE 6: La théorie de l'insurrection violente



La Figure 7 montre pourquoi l'insurrection armée s'avère une stratégie très risquée. Les insurgés violents lancent habituellement leurs opérations en posture de net désavantage militaire par rapport aux forces de sécurité du régime. À moins que les insurgés violents ne remportent rapidement des victoires décisives, leurs

FIGURE 7: Les risques de l'insurrection violente



capacités militaires se détériorent alors rapidement. Le temps jouant en faveur des forces de sécurité, celles-ci érigeront un rempart défensif pour protéger les principaux partisans du régime, tandis que leur contre-attaque visera à anéantir les insurgés violents.

Bien entendu, des répercussions néfastes se feront d'abord sentir sur la population, qui subira d'importants dommages collatéraux du fait de la lutte armée. De plus, l'échec d'une insurrection violente risque de réduire la population au silence pendant des années, la rendant réticente à tout geste de résistance, y compris à des tactiques nonviolentes d'opposition au régime.

L'analyse des données issues de nombreux cas d'étude corrobore le caractère relativement futile de l'insurrection violente. Plusieurs éléments méritent ici d'être pris en considération:

- Au cours des 120 dernières années, les conflits nonviolents affichent un taux de réussite au moins deux fois supérieur à celui des insurrections violentes.
- La durée moyenne d'une insurrection nonviolente couronnée de succès est de trois ans, contre neuf ans pour une insurrection violente victorieuse.
- Les massacres comptant un millier de résistants civils et plus sont environ trois fois plus fréquents lors d'une insurrection violente que lors d'une campagne de résistance civile.
- Une campagne victorieuse de résistance civile a jusqu'à neuf fois plus de chances de trouver une issue démocratique qu'un renversement résultant d'une insurrection violente.
- Même lorsqu'une campagne de résistance civile échoue, on note encore une probabilité de 35 % qu'une transition vers une issue démocratique survienne dans les cinq années suivantes. Une telle résilience tranche nettement avec l'échec d'une insurrection violente, qui n'a pratiquement aucune chance de réussir cinq ans plus tard.[14]

Ces données démontrent clairement l'aspect irrationnel de l'utilisation de la violence contre un régime tyrannique, alors

14 Pour plus de détails sur les données présentées ici, voir *La prévention des atrocités de masse: de la responsabilité de protéger (RdP) au droit d'assistance (DdA) des campagnes de résistance civile* (traduction de *Preventing Mass Atrocities: From a Responsibility to Protect (RtoP) to a Right to Assist (RtoA) Campaigns of Civil Resistance,* par Peter Ackerman et Hardy Merriman, que l'on trouve sur le site www.nonviolent-conflict.org.

NOTION #4

Une campagne de résistance civile est le moteur le plus fiable vers une transition démocratique.

qu'une campagne de résistance civile présente un rapport risque/résultat largement supérieur.

Le chercheur Jonathan Pinckney étudie l'état de la démocratie dans les périodes qui précèdent et qui suivent les conflits non-violents. Dans son étude intitulée *When Civil Resistance Succeeds: Building Democracy After Popular Nonviolent Uprisings,* le chercheur constate que les transitions politiques issues de campagnes de résistance civile sont les plus susceptibles d'aboutir à des résultats démocratiques, et ce, quel qu'ait été le type de gouvernance du pays avant la transition (voir Figure 8). Il affirme en conclusion:

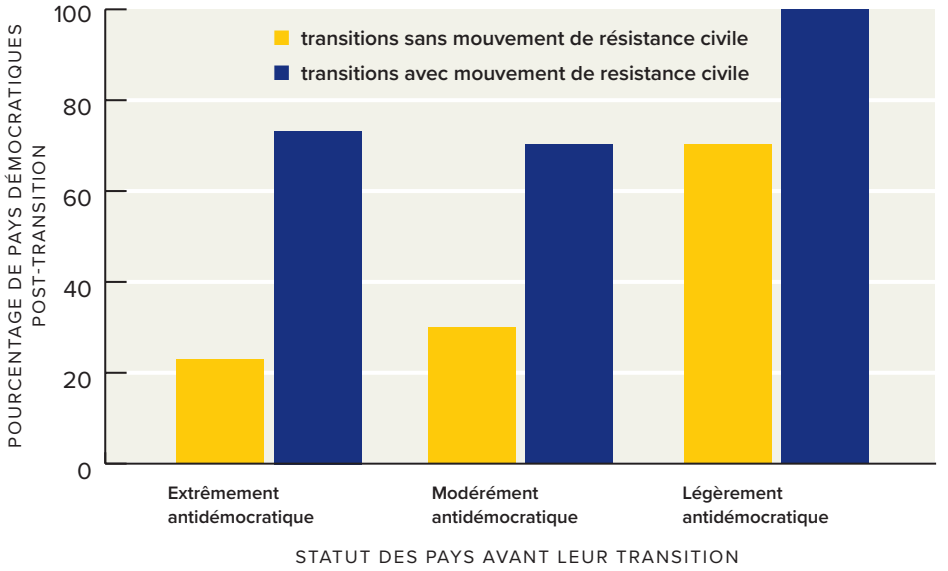
> *Les données statistiques confirment largement l'argument voulant que la résistance nonviolente joue un rôle important en matière de démocratisation, rôle qu'on ne peut expliquer par la présence de conditions favorables. On voit la résistance civile surgir et réussir sous certains des régimes les pires et les plus répressifs. La résistance civile n'est toutefois pas une panacée. Elle n'est pas non plus infaillible. Des facteurs tels que le contexte politique régional ou le niveau de développement socio-économique du pays jouent aussi un rôle important dans la probabilité d'une issue plus démocratique. Cependant, même dans des pays extrêmement antidémocratiques, la résistance civile façonne de manière spectaculaire la transition politique, améliorant de beaucoup les chances d'une démocratisation de la société.*[15]

C'est là une découverte inestimable pour les mouvements dissidents. Elle touche aussi la manière dont on perçoit à travers le monde les moyens de faire progresser la démocratie et de la protéger.

15 Jonathan Pinckney, *When Civil Resistance Succeeds: Building Democracy After Popular Nonviolent Uprisings* (Washington, DC: ICNC Press, 2018), 40.

FIGURE 8: Niveaux démocratiques avant et après une transition, avec ou sans résistance civile

Source: Jonathan Pinckney, *When Civil Resistance Succeeds: Building Democracy After Popular Nonviolent Uprisings* (Washington, DC: ICNC Press, 2018), 40.



NOTION #5

Le meilleur moyen d'augmenter ses chances de l'emporter est d'élargir ses compétences en matière d'organisation, de mobilisation et de résistance, de sorte qu'elles surpassent celles de l'adversaire, le régime autoritaire.

Pour comprendre ce qu'est une campagne de résistance civile, on peut s'imaginer une joute entre dissidents (et les populations qu'ils représentent) et despotes, dont l'enjeu est le pouvoir. Au terme du conflit nonviolent, il y aura ainsi un vainqueur et un vaincu, résultat de la supériorité d'un camp sur l'autre au plan stratégique et tactique.

Pensez à n'importe quel sport, que ce soit le tennis, la lutte, le basket-ball ou le football. Avec un désir intense de l'emporter de part et d'autre, les deux adversaires tenteront de se surpasser, en se préparant le mieux possible à l'affrontement. Dans tous les sports importants, des milliards de dollars sont investis pour donner aux athlètes et à leurs entraîneurs des installations adéquates.

Prenons la carrière exemplaire d'une sommité militaire comme James Stavridis, Amiral quatre étoiles aujourd'hui à la retraite. Ancien commandant suprême des forces alliées de l'OTAN, il a dirigé au combat un destroyer de la marine, une flottille de destroyers et un groupe de combat naval doté d'un porte-avions. Lorsque j'ai demandé à l'amiral le ratio des heures passées en entraînement et en formation par rapport à ses heures de commandement, sa réponse a été "6 contre 1." Les heures de formation et d'entraînement sont d'ailleurs presque entièrement concentrées en début et en milieu de carrière. L'amiral Stavridis est diplômé de l'Académie navale des États-Unis et autres prestigieuses académies militaires. Dans le cadre de sa formation, il a obtenu un doctorat en affaires internationales de la Fletcher School of Law and Diplomacy.

Qui osera prétendre que les activistes présentent un ratio similaire entre formation et terrain d'opération dans le cadre de leur carrière ? Où sont les établissements réputés chargés d'améliorer expressément le savoir-faire des militants tout au long d'un parcours professionnel bien établi ? La plupart des citoyens assument un rôle militant à l'extérieur de leur profession ou de leur emploi régulier, celui-ci le plus souvent sans rapport avec ce rôle. Où peut-on acquérir une expertise en leadership avant d'entreprendre une campagne de résistance civile ? Le plus grand atout du despote n'est pas sa puissance militaire, mais bien sa capacité à semer la peur et la confusion chez les activistes pro-démocratie. Devant ce déséquilibre s'installe souvent la passivité, alors qu'une campagne de résistance civile serait désespérément nécessaire.

En s'appropriant les cinq notions présentées dans ce chapitre, les activistes peuvent jeter les bases d'un apprentissage approfondi de la résistance civile.

Le Centre ICNC s'est imposé comme le chef de file dans la création d'outils et de projets de formation permettant aux activistes pro-démocratie de développer leur savoir-faire en matière de résistance civile. Le Centre a offert des ateliers de cinq jours et des cours en ligne sur sept semaines comme principaux supports pédagogiques interdisciplinaires à l'étude avancée de la résistance civile. Depuis 2006, nos formations ont ainsi admis des participants venant de plus de 130 pays et territoires (voir la figure 9, ci-contre).

Des activistes, des universitaires, des journalistes et des membres d'organisations non gouvernementales et de communautés

LIEUX D'ORIGINE DES PARTICIPANTS AUX COURS EN-LIGNE DU CENTRE ICNC

FIGURE 9: LIEUX D'ORIGINE DES PARTICIPANTS AUX PROGRAMMES EN LIGNE DE ICNC

politiques de tous les continents ont étroitement collaboré à nos séances de formation. Tous partagent cette volonté de mieux comprendre comment les mouvements de résistance civile se forment, s'organisent, se donnent des stratégies, se mobilisent, se coalisent, communiquent, choisissent des tactiques, négocient et impulsent le changement. Dispensés par des universitaires de renommée internationale et des vétérans de campagnes de résistance civile, ces programmes couvrent un large éventail de questions, par exemple le rôle que peuvent jouer des acteurs externes dans le soutien ou la suppression de la résistance civile, les défis liés aux transitions démocratiques et les stratégies utilisées par les mouvements pour répondre à la répression violente et aux insurrections armées.

La qualité de ces ateliers revêt une importance primordiale. Des années d'interaction avec de nombreux activistes nous amènent à constater que le plus grand atout dont dispose un despote n'est pas ses ressources militaires. Il s'agit plutôt de la confusion, de l'apathie et même des divisions auxquelles sont confrontés les groupes prodémocratie, face à la masse de variables sociales, économiques et politiques qu'ils ont à traiter, entraînant une inefficacité de leurs initiatives, au plus grand bénéfice du régime en place. L'environnement où opèrent les conflits nonviolents est complexe. Les mouvements de résistance — qui ont besoin d'une coordination coalisée et populaire pour pouvoir enchaîner des tactiques diverses en une stratégie victorieuse — sont souvent désorientés. Leur crainte, bien naturelle, de prendre de mauvaises décisions alors même que la vie, la liberté des gens est en jeu, peut les paralyser, induisant cette passivité que recherche le régime, laquelle renforce encore son apparente invincibilité.

C'est pourquoi les commentaires reçus par le Centre ICNC ont été déterminants pour comprendre comment réagissent nos anciens élèves aux connaissances et au soutien reçus. À cette fin, le Centre a recueilli des centaines d'évaluations écrites et orales de personnes ayant reçu sa formation, de bénéficiaires et de collaborateurs pour évaluer l'impact de ses programmes. En voici quelques conclusions:

TABLEAU 5: Principaux constats tirés des évaluations de nos programmes

- **Le Centre ICNC offre des programmes et contenus éducatifs uniques en leur genre dans le secteur des ONGs, à la fois très utiles et originaux en comparaison avec d'autres formations ou ateliers auxquels la plupart ont assisté.**
- **Selon les bénéficiaires, les programmes et subventions du Centre leur a permis:**
  a. **d'être plus engagés et efficaces en matière de résistance civile et d'organisation d'un mouvement;**
  b. **d'appliquer ce qu'ils ont appris dans leur domaine de pratique ; et**
  c. **de transmettre ces connaissances à d'autres.**
- **Des collaborations à long terme et des réseaux de solidarité sont nés de rencontres et d'apprentissages entamés dans le cadre d'activités du Centre.**
- **On a aussi vu des campagnes de résistance civile pour la défense de droits fondamentaux voir le jour grâce aux programmes et au soutien financier du Centre.**

Vous trouverez en annexe des données d'évaluation supplémentaires et un programme type de cinq jours.

Des marques de reconnaissance sont également venues d'experts de premier plan, dont le Dr. James Lawson, leader du mouvement des droits civiques aux États-Unis qui a organisé la campagne de sit-ins aux comptoirs des restaurants de Nashville, dans les années 1960. Le Dr. Lawson a formé des milliers de personnes depuis plus de 60 ans. Il a enseigné dans plusieurs universités et on lui a récemment décerné la médaille d'or du Congrès:

> *Voici un organisme que j'ai souvent appelé de mes vœux. Le Centre ICNC en a fait plus que tout autre sur plus d'un siècle pour diffuser, propager et transmettre les connaissances sur la lutte nonviolente, les actions nonviolentes, et la résistance civile. Le Centre en a fait davantage que quiconque pour amener les gens à envisager de nouvelles possibilités d'action face à leur situation, à découvrir que d'autres options existent quant à la manière de lutter et de résister au mal, pour démontrer que combattre autrement n'est pas un rêve utopique, mais bien le résultat du travail concret de millions, voire de milliards de personnes au cours des 120 dernières années....*

Prenant part à un atelier donné en 2016, le révérend Lawson déclarait que le travail du Centre ICNC accomplit "une œuvre de la plus haute importance pour mon propre pays et pour la civilisation occidentale."

Au nombre des raisons expliquant le succès de ces ateliers figurent sans aucun doute le cadre favorisant la proximité entre participants et formateurs (ou la profondeur de l'implication, pour les cours en ligne) et la rigueur du programme. L'apprentissage s'y trouve grandement renforcé du fait qu'on se retrouve avec d'autres personnes provenant de différents pays d'une même région, toutes confrontées à des espoirs et à des craintes similaires.

Mais que se passe-t-il une fois l'atelier ou le cours en ligne terminé, de retour dans son pays et dans le feu de l'action? On peut tirer une très grande satisfaction de l'expérience, mais on ne vient pas aux ateliers pour que les connaissances ne profitent qu'à soi-même. Selon les activités menées au retour, des centaines, voire des milliers de concitoyens peuvent s'appuyer sur les connaissances tirées de l'atelier. Les notions doivent par conséquent être claires et directes, de manière à pouvoir être transmises facilement et avec exactitude, puis utilisées avec efficacité par des personnes qui n'étaient pas présentes.

Il ne faudrait pas sous-estimer l'importance de cet enjeu pédagogique et des autres questions liées au partage et à l'application des connaissances. Nous vivons un moment charnière de l'histoire, avec la prolifération des régimes autoritaires, accompagnée de l'essor spectaculaire des mouvements nonviolents en faveur de la démocratie à travers le monde. L'existence en simultané de ces deux tendances explique l'explosion de la demande chez les activistes pour des outils de formation capables de renforcer l'influence de leurs mouvements.

D'où la nécessité de transmettre des informations sans que le Centre ait à intervenir directement et de rendre ces renseignements utiles au quotidien. Pour y arriver, on cherche à doter les activistes d'outils supplémentaires leur permettant de devenir leurs propres formateurs et accompagnateurs. L'exercice "Aide-mémoire pour la liberté" présenté au chapitre 5, offre un moyen novateur d'y parvenir. L'exercice s'appuie sur une checklist en huit questions déclinées aux chapitres 3 et 4.

Les questions de la checklist constituent une référence utile

pour les activistes, leur permettant d'évaluer la position concurrentielle de leur campagne. Elles aident à bien cerner les forces, les faiblesses de même que les sphères prioritaires exigeant une attention particulière ou des ajustements. Dans un environnement où les groupes pro-démocratie sont soumis à des exigences multiples, ce genre d'analyse permet de réduire considérablement les risques d'échec. La checklist vient ainsi en aide aux activistes qui se sentent désorientés, leur permettant de tracer avec davantage de confiance un chemin vers la victoire.

La checklist révèle comment et pourquoi la résistance civile échoue ou gagne et comment on peut identifier des chemins tactiques alternatifs.

Les huit questions de la checklist se répartissent ainsi en deux catégories: "Renforcement des capacités" et "Gestion du conflit". Elles sont conçues pour donner une réponse subjective qui porte moins sur l'état actuel des choses, que sur la trajectoire à venir. On répond à chaque question par "Oui" ou par "Non," avec des degrés d'intensité variables toutefois, au fur et à mesure que le conflit nonviolent évolue.

Pour y répondre, autant les activistes à titre individuel que les groupes organisés luttant pour la démocratie sont appelés à réfléchir attentivement.

On pourrait croire qu'avec tant de variables, une telle checklist pour en finir avec la tyrannie soit par trop réductrice. On fera valoir que les décisions à prendre dans le cadre d'un conflit nonviolent exigent que l'attention se porte essentiellement sur des facteurs appartenant uniquement au lieu en question et au moment de la prise de décision.

La checklist n'appelle pas à ignorer les facteurs spécifiques au conflit. Au contraire, elle encourage l'analyse de ces spécificités dans le contexte d'un cadre stratégique plus large. La liste met en relief comment et pourquoi la campagne de résistance civile peut connaître échecs ou succès, et montre d'autres voies tactiques à explorer.

L'élaboration d'une checklist à l'usage des campagnes de résistance civile dans leur lutte contre les régimes autoritaires n'est pas une mince affaire. Mal conçue, elle peut littéralement avoir des conséquences funestes.

Il n'en demeure pas moins que l'usage d'une checklist reste d'une utilité incontestable dans de nombreux domaines à haut degré

TABLEAU 6

LISTE AIDE-MÉMOIRE (CHECKLIST) POUR EN FINIR AVEC LA TYRANNIE:

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

1. La campagne de résistance civile réussit-elle à rallier les aspirations autour d'un leadership unitaire proposant une stratégie gagnante?

2. La campagne de résistance civile diversifie-t-elle ses choix tactiques tout en maintenant sa discipline nonviolente?

3. La campagne de résistance civile offre-t-elle une séquence de tactiques qui maximise l'impact perturbateur tout en minimisant les risques?

4. La campagne de résistance civile trouve-t-elle des moyens de valoriser le soutien extérieur?

GESTION DU CONFLIT

5. Les forces citoyennes défiant le régime sont-elles susceptibles de croître en nombre et en diversité?

6. La croyance du tyran en l'efficacité de la répression violente est-elle susceptible de diminuer?

7. Les défections potentielles parmi les principaux partisans du tyran ont-elles des chances d'augmenter?

8. L'ordre politique post-conflit qui émergera respectera-t-il les valeurs démocratiques?

de complexité, comme dans des projets immobiliers à usages multiples, ou quand il est question de vie ou de mort, comme dans l'aviation ou la médecine d'urgence.

Comme dans d'autres disciplines où on se sert de checklist, dans les conflits nonviolents, les risques sont élevés. Les personnes investies dans la résistance civile sont soumises à un très haut niveau de stress, car elles risquent leur vie, leurs biens, ce qui leur reste de liberté. La somme d'informations à traiter pour prendre de bonnes décisions peut sembler d'une complexité effrayante. La checklist permet de garder l'œil sur des variables décisives quant à l'issue du

Étudiants tenant un sit-in devant des comptoirs de restaurants pratiquant la ségrégation raciale à Nashville, États-Unis, 1960.

conflit à long terme, tout en relativisant l'importance de facteurs très visibles et émotifs, mais seulement à court terme.

À ce sujet, le chirurgien et auteur Atul Gawande, qui a étudié l'importance des checklists dans divers contextes, fait remarquer:

> *...les checklists semblent protéger de l'échec même les experts et ce dans beaucoup plus de tâches que nous ne le pensions. Elles constituent une sorte de filet cognitif. Elles empêchent de laisser passer les failles cérébrales inhérentes à chacun d'entre nous — failles de mémoire, d'attention et de rigueur....*[16]

> *...dans des conditions de réelle complexité — où les connaissances requises dépassent celles de n'importe quel individu et où l'imprévisibilité règne — ...[des checklists efficaces] doivent fournir un ensemble de vérifications pour s'assurer que les choses simples, mais essentielles ne sont pas négligées; et... s'assurer que les gens se parlent, se coordonnent... pour gérer les nuances et les imprévisibilités du mieux qu'ils peuvent.*[17]

Les huit questions de la checklist sont relativement génériques et applicables à tout conflit nonviolent. Cependant, on ne devrait jamais les considérer comme une recette miracle pour la réussite d'un mouvement. La checklist ne peut pas déterminer qui l'emportera des dissidents ou du tyran. La seule chose qu'elle puisse offrir c'est une batterie d'indicateurs essentiels pour comprendre comment les demandes faites par les citoyens pour plus de liberté sont capables (ou non) de surmonter le pouvoir retranché des régimes tyranniques.

Les questions génériques de la checklist peuvent conduire à des réponses très spécifiques, reposant sur la meilleure information disponible, que seuls les dissidents connaissent, et qui est souvent invisible aux observateurs extérieurs. De plus, selon les spécificités du conflit, les huit questions de la checklist n'auront pas nécessairement le même poids ni la même importance à des moments différents de l'évolution du conflit. L'importance de transformer la réponse à l'une des huit questions d'un "non" à un "oui" peut changer du tout au tout selon les défis spécifiques posés par le tyran. Ces questions de la checklist aident toute campagne de résistance civile à maximiser ses chances de gagner. Elles sont une invitation aux

16 Atul Gawande, *The Checklist Manifesto: How to Get Things Right* (New York: Picador, 2009), 47.

17 Gawande, 79.

dissidents quels qu'ils soient, individus ou groupes d'activistes pro-démocratie, à considérer toutes les dimensions du conflit et à faire très attention aux détails.

Ces questions peuvent servir de cri de ralliement afin de mobiliser la population en grands nombres, jusqu'à des millions de personnes. Afin de maximiser les chances qu'une telle mobilisation se produise, nous renvoyons au chapitre 5 "Comment un mouvement peut-il gagner en confiance: s'entrainer à la checklist pour la liberté". La valeur principale de cet entrainement est de créer un consensus parmi le peuple pour déterminer quelles sont les priorités de l'action. Cela permet de réduire le gaspillage des énergies et de garder l'espoir au plus haut point. Dans le même temps, plus la confiance en l'avenir est grande dans le peuple, moins le tyran peut compter sur l'apathie et le désespoir des masses.

Les stratégies de résistance civile sont victorieuses dans tout type de conflit. Les tyrans dépendent d'une obéissance largement partagée dans la population afin de se maintenir au pouvoir. Cependant, au cours du temps, de plus en plus de citoyens qui vivent sous le joug de la dictature refusent de rester apathiques indéfiniment.

3

Chapitre 3

Renforcer la résistance civile

CHECKLIST QUESTION #1

La campagne de résistance civile réussit-elle à rallier les aspirations autour d'un leadership unitaire proposant une stratégie gagnante?

L'unité est au cœur des campagnes de résistance civile qui remportent leur pari. Tout au long de l'histoire "diviser pour mieux régner" reste la maxime des tyrans, quels qu'ils soient. Là où règne la tyrannie, l'unité sera dans une certaine mesure fragmentée. La plupart des mouvements ont ainsi comme défi de découvrir le moyen d'unifier l'opposition de manière à placer le régime en mode défensif.

L'unité dans une campagne de résistance civile s'articule autour de trois axes:

- Les aspirations
- Le leadership
- La stratégie

LES ASPIRATIONS

Les personnes vivant sous une dictature ont deux choix : soit d'attendre passivement dans l'espoir que le régime s'améliore de lui-même, s'accrochant entre-temps à ce que vaut la vie sous les bottes de l'oppression, soit organiser une insurrection visant à démanteler la dictature, en utilisant des tactiques violentes ou nonviolentes.

Pour qui choisit l'insurrection, l'espoir d'une vie meilleure doit valoir les risques du conflit. De telles aspirations se nourrissent

des désirs d'être "libre de ne plus" et "libre de."

Être "libre de ne plus" consiste à être protégé des plus dangereux traits de la tyrannie, en particulier ne plus subir les accès de violence, la détention arbitraire, la saisie des biens et les menaces qui leur sont associées. Être «libre de» évoque toutes les possibilités de se découvrir et de s'épanouir comme être humain, avec notamment la liberté d'expression, le droit de voyager sans restriction, l'entreprenariat privé et la liberté religieuse.

On pourra vraisemblablement trouver un intérêt commun à être "libre de ne plus" subir les affres de la tyrannie au sein des différents groupes de la société. Des divergences risquent toutefois de se faire jour entre les manières et les degrés d'être "libre de", puisque chaque groupe culturel ou religieux et les individus qui le composent nourriront leurs propres aspirations quant à une vie meilleure. Trouver le moyen d'harmoniser toutes ces aspirations sera gage d'un taux de participation plus élevé quels que soient le sexe, l'âge, l'origine ethnique, le statut économique et la géographie.

Rallier les aspirations des militants pro-démocratie n'exige pas que toutes les aspirations soient identifiées ni que les opinions soient uniformes. Des groupes divers peuvent ne pas être tous aussi engagés dans une campagne de résistance civile, mais plus ils la soutiendront et y participeront, au moins dans une certaine mesure, plus la campagne aura d'envergure.

L'essentiel est que les aspirations des uns pour la société à venir ne s'opposent pas diamétralement aux aspirations des autres. Il ne s'agit pas d'uniformiser les aspirations, mais bien de tolérer les aspirations des uns et des autres.

Dans le feu de l'action, les gens sont appelés à collaborer avec d'autres qu'ils connaissent moins bien. Si certains activistes soupçonnent chez les autres des aspirations cachées qui représentent une menace, la campagne en pâtira. Dès lors que des tactiques nonviolentes seront déployées avec succès — ce qui nécessite de partager les risques et de coordonner les activités — la confiance grandira et contribuera à dissiper les soupçons.

■ LEADERSHIP

Le respect durable d'aspirations diverses repose essentiellement sur la loyauté qu'inspire au quotidien un leadership de confiance. Une des tâches prioritaires des têtes dirigeantes du mouvement sera

donc de motiver les différents groupes à soutenir l'effort collectif et commun que représente la résistance. Pour y parvenir, il leur faudra satisfaire les attentes de la population qui souhaite voir une stratégie capable de les conduire vers la victoire, justifiant ainsi les risques de mener la lutte nonviolente.

Ce qui peut rendre la tâche d'unifier l'opposition plus aisée est que la cruauté et la corruption associées au régime n'épargnent avec le temps que très peu de citoyens. De plus en plus de gens voient donc la nécessité de transformer le rapport de force et d'engager l'âpre combat avec le régime, puisqu'aucun autocrate ne renonce volontairement au pouvoir.

Les autocrates sont d'habiles praticiens dans l'art de "diviser pour régner". Qui veut les défier doit donc être d'autant plus apte à favoriser l'unité. Pour ce faire, les leaders de la résistance doivent très bien connaître les griefs et les valeurs des populations diverses qu'ils souhaitent mobiliser. Pour être efficaces, les communications de l'équipe dirigeante du mouvement doivent faire écho à l'expérience et aux sentiments personnels des gens ordinaires et les inciter à persévérer dans la résistance nonviolente, même lorsque les perspectives s'assombrissent.

Les décisions tactiques doivent être plannifiées et executées de façon proportionnée avec les risques que les citoyens sont prêts à assumer.

Contrairement aux armées en temps de guerre, les campagnes de résistance civile ne disposent pas d'une autorité officielle de commandement et de contrôle sur la population mobilisée. Par conséquent, les choix tactiques doivent être opérés et exécutés d'une manière que les citoyens jugent proportionnelle aux risques qu'ils sont prêts à assumer. Autre élément de complexité, des citoyens aux aspirations identiques peuvent afficher une tolérance au risque très différente. Les dirigeants doivent être conscients de cette dichotomie.

L'équipe dirigeante de chaque campagne de résistance civile doit forger son propre mode de fonctionnement. Certains styles de leadership seront plus hiérarchiques, d'autres plus décentralisés. La plupart offriront une combinaison des deux, reflétant différentes caractéristiques liées au type de leadership propre à chaque campagne de résistance civile. Pour chaque leader national officiel ou de type charismatique, de nombreux leaders locaux doivent être très

habiles à développer des coalitions, à négocier et à concilier les intérêts de différents groupes au nom de l'ensemble. C'est la capacité de ces différents leaders — à différents niveaux (local ou national), de différentes régions, de différents groupes — à travailler ensemble qui permettra de maintenir l'unité dans la durée.

Chaque style de leadership présente des aspects positifs et négatifs.

Le leadership charismatique de Gandhi était le seul moyen d'unir hindous et musulmans contre le Raj britannique. Ce rôle a également permis à Gandhi de suspendre unilatéralement la campagne du sel de 1930, quand les Britanniques ont exigé que cesse la résistance civile comme condition pour entamer des négociations. Gandhi se rendit alors à Lancaster, en Angleterre, pour négocier seul avec les Britanniques. Le leader du Congrès national indien, Jawaharlal Nehru, lui avait fortement déconseillé d'agir ainsi et avait prédit à juste titre que la suspension des opérations par Gandhi dissiperait l'élan et mettrait fin au potentiel de défections au sein de la police locale.

Contrairement à Gandhi, le mouvement vert en Iran et le mouvement pro-démocratie à Hong Kong ont tous deux adopté un style de leadership informel, imprimant une trajectoire semblable au cours de leurs premiers mois d'existence. Les deux ont pris leur envol à partir de manifestations de rue largement spontanées. Les activistes de Hong Kong avaient ce conseil aux résistants : "Soyons comme l'eau ! Nous sommes sans forme. Nous sommes sans structure. Nous pouvons ruisseler. Nous pouvons déferler. Nous sommes l'eau!"[18]

Il y a deux avantages évidents à ce type de leadership informel. Premièrement, le régime ne peut pas décapiter la campagne parce qu'il peine à en trouver la tête. Deuxièmement, la spontanéité de cette forme de leadership permet de capter l'énergie soudaine d'une étincelle pour enflammer et propulser l'indignation de toute une population.

Par contre, le problème d'un leadership informel est qu'il aura du mal à diversifier et à séquencer les options tactiques. Quand l'efficacité d'une tactique unique, comme les rassemblements de masse, s'amenuisera (résultat inévitable des défenses que développera le régime), aussi

18 Mary Hui, Twitter post, June 25, 2019, 11:07 p.m. https://twitter.com/maryhui/status/1143717367521824768.

s'amenuisera la confiance. Pire encore, le mouvement peinera à parler d'une seule voix pour s'opposer aux tactiques violentes, amplifiant la crainte et la frustration chez les manifestants.

Plus un conflit nonviolent se prolonge, plus le besoin d'un leadership structuré se fait sentir. À défaut, la campagne de résistance civile finit par s'étioler en gestes aléatoires sans réelle portée.

Les activistes pro-démocratie seront plus susceptibles de soutenir un leadership coordonné s'ils ont le sentiment que leurs meilleures idées sont acceptées et retenues par ce leadership. Les campagnes qui réussissent présentent une chaine de communication ouverte où les contributions de toutes les régions parviennent à l'équipe dirigeante. Cette chaine unissant les efforts et la confiance de tous les maillons du mouvement est essentielle.

Au plan national, il n'est pas possible, ni forcément souhaitable, que tous les partisans d'un mouvement tentent de décider de l'orientation stratégique centrale du mouvement. Inversement, il n'est peut-être pas judicieux que les principaux dirigeants décident quelles tactiques spécifiques s'appliquent dans une localité donnée.

Une campagne de résistance civile doit être conçue pour tenir compte de l'environnement, des menaces, des opportunités et des capacités propres aux différents acteurs du conflit. Au plan local, personne ne connaîtra mieux ces facteurs que les activistes qui vivent et s'organisent dans ces communautés.

L'influence de la base crée des opportunités et des défis pour une campagne. Elle permet à la campagne d'agir sur la base d'informations plus précises sur le terrain. Mais rien ne garantit que ces activistes prendront des décisions tactiques bien alignées sur les objectifs stratégiques globaux de la campagne. Ce problème affecte toutes les grandes organisations, qu'il s'agisse de gouvernements, d'armées ou d'entreprises. Contrairement à ces entités toutefois, les campagnes de résistance civile ne peuvent offrir des augmentations de salaire ou des promotions pour inciter les gens à obéir à une ligne donnée, non plus que des licenciements ou des pénalités en cas de désobéissance. Après tout, la résistance civile reste un effort volontaire dont les résultats peuvent rester incertains et dangereux pendant une période prolongée. En tant que telles, les campagnes de résistance civile dépendent d'incitations intangibles pour garder les gens unis et les guider dans l'action, le tout dans le cadre d'options qui s'inscrivent dans le plan général du mouvement vers sa

victoire.

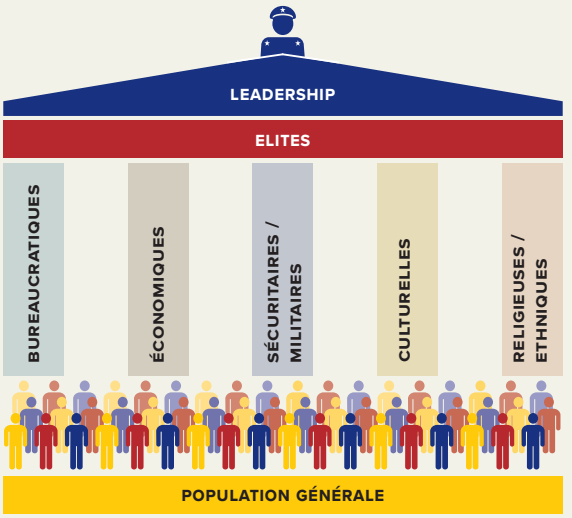
Plus important encore, chaque mouvement de résistance populaire est influencé par la culture de ses citoyens, y compris leurs préférences et leurs normes dans le domaine des arts, de la religion, leurs coutumes ethniques et leurs institutions sociales. La culture d'un mouvement est incroyablement importante pour déterminer comment une campagne de résistance civile peut faire pression sur le régime. La culture peut inciter au travail d'équipe, à l'inclusion, à la responsabilité et à la discipline, ouvrant la voie à une réflexion stratégique de qualité plutôt qu'à une action irréfléchie. La culture du mouvement est comme l'ADN. Elle donne la forme qui permet à une campagne nonviolente de fonctionner beaucoup plus facilement sans un commandement et un contrôle hautement centralisés. Les dirigeants doivent savoir comment tirer parti de ces tendances pour obtenir une participation maximale.

■ STRATÉGIE

Si l'unité exige une équipe de direction inspirante capable de répondre aux aspirations du peuple cherchant sa libération, elle nécessite tout autant le ciment d'une proposition sur la manière de gagner qui soit largement comprise et acceptée.

L'incidence des conflits nonviolents s'étant accélérée au cours de ce siècle, il est encore plus important que les activistes compren-

FIGURE 10: Représentation du "champ de bataille" de la contestation



nent ce qui fait la réussite ou l'échec des mouvements de pouvoir populaire. Le conflit nonviolent fonctionne malgré des contextes bien différents parce qu'il exploite deux réalités fondamentales : premièrement, les régimes autoritaires dépendent de l'obéissance à grande échelle des populations qu'ils oppriment afin de maintenir leur contrôle, et deuxièmement, les dictatures ne s'appuient pas sur des gens tous également déterminés à rester loyaux coûte que coûte. Le champ de bataille illustré à la figure 10 est identique à celui présenté au chapitre 2 pour décrire les risques d'une stratégie d'insurrection violente.

L'opportunité illustrée à la figure 11 a été décrite par Natan Sharansky, le célèbre refuznik qui fut emprisonné dans les goulags russes.

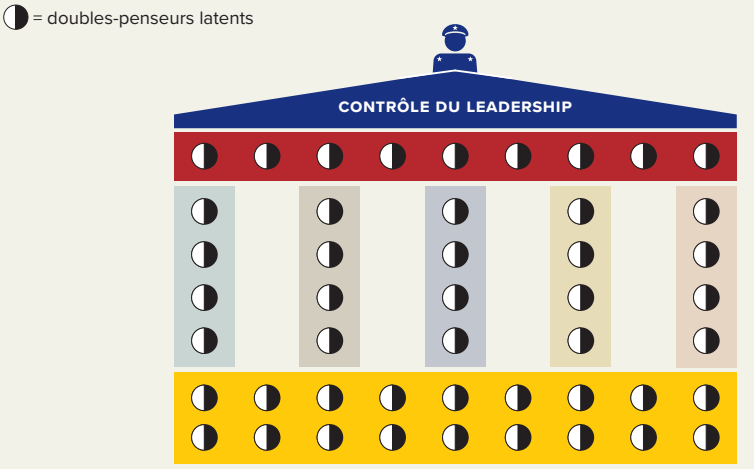
> *Toute société totalitaire se compose de trois groupes : les vrais croyants, les doubles-penseurs et les dissidents. Dans chaque régime totalitaire, quelles qu'en soient les circonstances culturelles ou géographiques, la majorité se convertit au fil du temps d'une croyance véritable au message révolutionnaire*[19] *à la double-pensée. Ils ne croient plus au régime, mais ont trop peur pour le dire. Viennent ensuite les dissidents, des pionniers qui osent franchir la ligne entre la double-pensée et tout ce qui se trouve de l'autre côté. Ce faisant, ils intériorisent d'abord, puis articulent et enfin agissent sur les sentiments les plus profonds de la nation.*[20]
>
> Les doubles-penseurs [21] peuvent passer de l'état de "latents" à "révélés" et devenir eux-mêmes des transfuges. Une campagne de résistance civile réussie perturbera la tranquillité et la légitimité du despote au plan intérieur. Grâce à ses nombreuses interventions tactiques, la résistance transforme les doubles-penseurs latents (ceux ayant des sympathies avec le mouvement de dissidence, mais qui ne veulent pas prendre de risques et restent le plus souvent cachés) en doubles-penseurs révélés (désormais

19 NDT: Sharansky se réfère ici au message révolutionnaire du régime soviétique c'est à dire à la propagande du régime. Il faut donc lire la phrase en ce sens: "la majorité se convertit au fil du temps d'une croyance véritable en la propagande du régime à la double-pensée."

20 Natan Sharansky, " Street Smart ", Los Angeles Times, 26 juin 2009. https://www.latimes.com/ archives/la-xpm-2009-jun-26-oe-sharansky26-story.html (consulté le 8 juillet 2022).

21 [NdT] Le concept de "double-pensée" est issu du roman 1984 de George Orwell, qu'il décrit ainsi: "Retenir simultanément deux opinions qui s'annulent alors qu'on les sait contradictoires et croire à toutes deux."

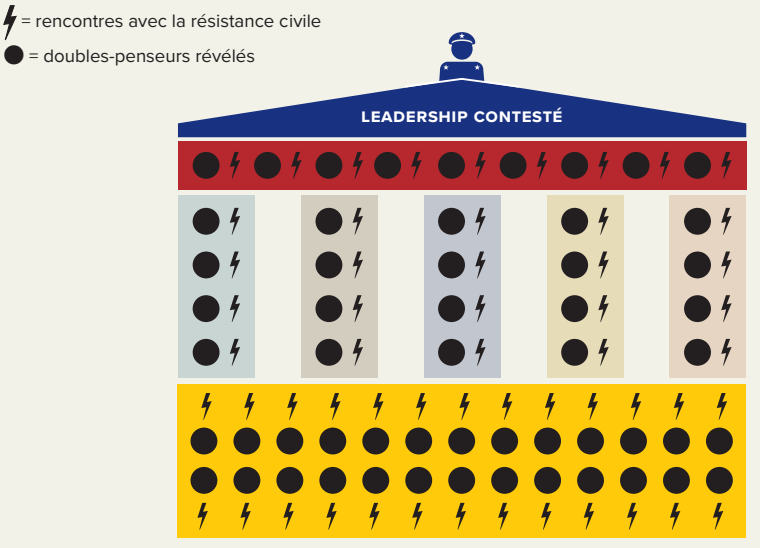
FIGURE 11: L'opportunité



identifiables comme n'étant plus entièrement loyaux au régime), puis en transfuges (devenus des alliés reconnus des activistes pro-démocratie).

Dans la figure 12, les tactiques de résistance civile perturbent le statu quo, et les doubles-penseurs passent de l'état latent à l'état

FIGURE 12: La résistance civile perturbe le statu quo



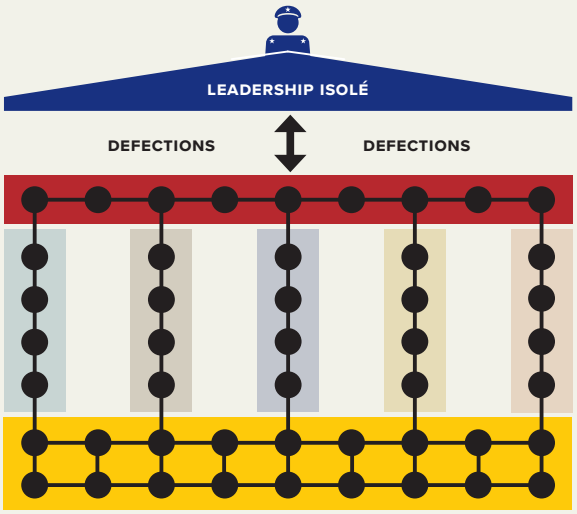
révélé. À mesure que cette tendance s'accélère, il devient plus difficile pour les tyrans de conserver leur aura d'invincibilité.

Dans la figure 13, la résistance civile l'emporte. Les doubles-penseurs prolifèrent et deviennent plus actifs, se liant à d'autres personnes partageant les mêmes idées. Les gens manifestent plus visiblement leur désaccord avec le despote, notamment en se ralliant à la campagne de résistance ou en la rejoignant. À mesure que les liens de sympathie se consolident et s'étendent, la probabilité de défection prend de l'ampleur. Finalement, l'autocrate et ses cadres dirigeants se trouvent à la dérive, entraînant avec eux une large part de légitimité et d'influence. En résulte soit le départ pur et simple du despote, soit l'ouverture de négociations pour un nouvel accord de partage du pouvoir.

Le conflit nonviolent touche la réussite quand les perturbations tactiques s'accumulent au point de provoquer des défections. Il existe une variété infinie d'options tactiques à chaque instant d'une campagne de résistance civile, ce qui laisse de nombreux chemins vers la victoire. En revanche, la sélection aveugle de tactiques sans tenir compte de leur impact brisera l'unité. La population n'accordera pas sa confiance à des dirigeants qui opèrent sans un processus

FIGURE 13: la résistance civile gagne

● = doubles-penseurs se connectent et s'engagent dans la défection; le leadership est à la dérive



de planification continu permettant d'évaluer les résultats et de corriger les faiblesses.

Comme la résistance civile est une méthode de lutte supérieure en efficacité à l'insurrection violente, aucune décision n'a de plus grandes répercussions que celle du choix des moyens d'affronter la cruauté d'un régime despotique. Se tromper de stratégie — comme ce fut le cas en Syrie de 2011 à aujourd'hui — peut coûter des centaines de milliers de vies et déplacer des millions de personnes.[22]

CHECKLIST QUESTION #2 | La campagne de résistance civile diversifie-t-elle ses choix tactiques tout en maintenant sa discipline nonviolente?

Dans le cadre d'une campagne de résistance civile, toute tactique se déploie pendant un certain temps pendant lequel elle cherche à occasionner des coûts au système de commandement et de contrôle du despote.

En matière de tactique de résistance civile, les possibilités ne sont limitées que par l'imagination. L'éventail est illimité, car il existe autant d'options tactiques que de manières de saper les attentes du despote en matière de comportement acceptable des citoyens, et ce, dans toutes les facettes de la société. Une mise en garde s'impose toutefois : les tactiques ayant pour but de blesser ou de tuer sont exclues du conflit nonviolent. Celles-ci procèdent plutôt d'une stratégie d'insurrection violente. Les tactiques nonviolentes peuvent renforcer les stratégies violentes, mais l'inverse n'est pas vrai.

La liste des 198 méthodes de Gene Sharp a été créée il y a cinquante ans, à une époque où tout était plus simple. Le monde d'aujourd'hui, beaucoup plus complexe et interdépendant, offre un nombre infini de moyens d'entraver les institutions commerciales et sociales normales que le dictateur espère contrôler. Le Centre ICNC a publié une liste de 346 tactiques compilée par Michael Beer, incluant les 198 tactiques originales de Sharp.[23]

Le tableau qui suit présente 41 campagnes de résistance civile, avec plusieurs exemples de tactiques nonviolentes.

---

22 Voir Maciej Bartkowski et Julia Taleb, "Myopia of the Syrian Struggle and Key Lessons". In Is Authoritarianism Staging a Comeback?, dirigé par Mathew J. Burrows et Maria J. Stephan (Washington, DC: Atlantic Council, 2015). https://www.nonviolent-conflict.org/wp-content/uploads/2016/01/Authoritarianism_Chapter10.pdf

23 Michael Beer, *Civil Resistance Tactics in the 21st Century* (Washington, DC: ICNC Press, 2021).

TABLEAU 7: 41 Campagnes de résistance civile et tactiques nonviolentes utilisées

1.	Révolution des sourires contre le président Abdelaziz Bouteflika	Algérie	2019–2020	Protestations et manifestations hebdomadaires ; grèves étudiantes (les étudiants boycottent les cours) ; grève générale ; les femmes lancent la «place des féministes» pour l'égalité des droits ; grèves ouvrières et paralysie du système de transport ; boycott massif de l'élection présidentielle.
2.	Campagne anti-extradition et pro-autonomie	Hong Kong	2019–2020	Manifestations de masse, rassemblements ; occupations d'espaces publics, dont campus universitaires et parcs ; grève générale ; grève ouvrière ; sit-in de masse à l'aéroport international de Hong Kong ; formation d'une chaîne humaine de 50 km appelée «Hong Kong Way» (inspirée de la célèbre « Baltic Way », chaîne humaine de 600 km organisée en 1989 dans trois États baltes pendant leur campagne nonviolente pour l'indépendance) ; organisation d'élections qui a conduit à une victoire écrasante du camp pro-démocratie lors des élections au conseil de district, avec un taux de participation record en novembre 2019.
3.	Révolution contre le président Omar el-Béchir	Soudan	2018–2019	Manifestations ; grève générale ; soldats protégeant les protestations contre les forces de sécurité du régime ; protestations en l'honneur des femmes qui ont mené le soulèvement ; marche vers le quartier général des forces armées ; sit-in ; grèves-occupations.
4.	Campagne des femmes contre le port obligatoire du hijab	Iran	2018–2019	Des femmes se tiennent debout sur des monuments ou des blocs et retirent leur hijab dans des lieux publics ; elles publient des photos de leurs actions sur les médias sociaux ; des hommes se joignent à la protestation en reproduisant des actions similaires et en les publiant sur les médias sociaux.
5.	La révolution de velours	Arménie	2018	Marche de protestation dans différentes villes d'Arménie ; sit-in sur la place principale de la capitale ; marches de masse ; des membres des forces armées arméniennes se joignent aux protestations ; blocage des rues ; grève ouvrière.
6.	Campagne "Tu pues!"	Liban	2015–2016	Chants de protestation ; slogans comiques ; lien entre personnalités politiques et crise des ordures ; manifestations de rue dans la capitale.
7.	*Le mouvement Ficha Limpa (« fiche propre ») pour l'adoption d'un projet de loi anti-corruption*	Brésil	2008–2010	Envoi d'alertes régulières via les réseaux sociaux appelant à des actions spécifiques ; pétition en ligne en faveur du projet de loi anticorruption ; envoi de messages électroniques et appels téléphoniques aux législateurs ; mèmes de pétition électronique ; tweets ; vidéos.
8.	Campagne de défense de la Commission anti-corruption	Indonésie	2009	Des chanteurs populaires créent des chansons contre la corruption ; pétitions ; tracts ; banderoles ; sit-in ; rassemblements devant le commissariat de police ; concerts ; théâtre de rue ; coups d'éclat ; happenings artistiques, tels que «Pour un pays en santé, luttez contre la corruption», avec vastes exercices de groupe pour le bien-être du pays.

Campagne nonviolente	Localisation	Années	Principales tactiques nonviolentes
9. Campagne de lutte contre la corruption au sein de la police	**Ouganda**	**2009–2019**	Élaboration d'un protocole d'entente avec les autorités chargées de l'application de la loi sur la coopération entre la campagne de lutte contre la corruption et la police ; surveillance communautaire du comportement de la police ; ateliers de formation à l'éthique avec signature d'un engagement d'intégrité de la police au terme d'une formation ; sondage pour savoir si les gens ont payé un pot-de-vin à la police au cours des six derniers mois ; réunions avec les citoyens sur les codes de conduite de la police et les moyens de signaler les abus et la corruption au sein de la police.
10. Révolution démocratique contre l'absolutisme monarchique	**Népal**	**2006**	Grèves générales régionales et nationales (bandhs) ; marches ; manifestations ; encerclement des bâtiments gouvernementaux ; protestations de masse ; mobilisations et manifestations dirigées par les étudiants.
11. Audit social – Campagne anti-corruption	**Kenya**	**2005**	Organisation de forums communautaires pour informer la population sur les projets publics et leur processus budgétaire ; collecte de données sur les besoins de la communauté ; collecte d'informations sur l'achèvement des projets publics, leur qualité et leur coût ; inspection des projets publics ; organisation d'audiences publiques avec les résidents et les fonctionnaires ; théâtre de marionnettes et utilisation de l'humour pour ridiculiser et dénigrer la corruption et les fonctionnaires corrompus.
12. *Campagne anti-corruption Shayfeen ("On vous a à l'œil")*	**Égypte**	**2005**	Lancement du site web populaire shayfeen.com ; logo d'un œil, impliquant des personnes qui surveillent l'autorité ; distribution de 100 000 verres à thé avec le logo Shayfeen et d'un quart de million de sacs en plastique pour transporter le pain avec le slogan : "On vous a à l'œil; aux élections on vous observe" ; capter en vidéo le processus de vote et recueillir ainsi des preuves de fraude.
13. Intifada pour l'indépendance et contre la présence de troupes syriennes et la domination syrienne sur les institutions de l'État libanais	**Liban**	**2005**	Obsèques publiques et processions funéraires ; rassemblements pour la «vérité» ; installation d'un campement de protestation permanent sur la place des Martyrs dans la capitale ; contributions volontaires pour le maintien du campement sur la place ; appropriation de l'hymne national et du drapeau national par les activistes nonviolents ; aucun drapeau de parti n'a été déployé ; mobilisations de masse.

Campagne nonviolente	Localisation	Années	Principales tactiques nonviolentes
14. Campagne *Addiopizzo* («Adieu l'extorsion ») contre le racket de protection de la mafia en Sicile	**Italie**	**2004**	Campagne d'autocollants sur les lampadaires de Palerme : « Un peuple qui paie le pizzo est un peuple sans dignité » ; tracts avec slogans anti-mafia sur les rampes et les ponts ; lors d'un match de football, déploiement d'une feuille "Unis contre le pizzo" ; collecte de signatures de personnes qui achèteront dans des commerces sans pizzo ; soutien aux commerçants qui refusent de payer le pizzo en fréquentant leur commerce ; action de consommation éthique (fréquentation de commerces sans pizzo) unissant les entreprises et les clients contre le pizzo ; distribution d'autocollants ornant les vitrines de magasins sans pizzo, pages jaunes sans pizzo ; étiquetage des produits sans pizzo ; manifestations et rassemblements conjoints ; création d'une équipe sportive identifiée au mouvement ; soutien au tourisme sans pizzo ; contrôles de conformité pour certifier les entreprises ayant renoncé à faire affaires avec la mafia.
15. Lutte nonviolente pour l'autodétermination des Sahraouis	**Sahara occidental**	**1999–2010**	Vigiles étudiantes ; sit-in dans le centre-ville ; occupation symbolique de la place publique ; affichage du drapeau sahraoui interdit ; campement de protestation tout juste à l'extérieur du périmètre de la ville principale.
16. Campagne anti-corruption du cinquième pilier	**Inde**	**2004-Aujourd'hui**	Formations sur la manière de déposer des demandes en vertu de la loi sur le «droit à l'information» ; refus de payer des pots-de-vin ; engagements publics contre la corruption ; résistance symbolique (création du billet de zéro roupie comme moyen d'afficher son refus de payer des pots-de-vin) ; organisation de concours de rédaction ; chaînes humaines ; sit-in ; réunions publiques éclair ; distribution de tracts, collectes de signatures, commémorations, travaux d'intérêt général dans les villages, théâtre et spectacles, ligne téléphonique d'urgence pour signaler les cas de corruption, affichage des tarifs autorisés à l'extérieur des bureaux administratifs (pour le coût véritable des permis et licences, par exemple).
17. La révolution orange	**Ukraine**	**2004–2005**	Occupation de la place Maïdan ; campement ; services sociaux pour soutenir le campement ; grèves ; manifestations ; concerts quotidiens ; performances artistiques ; prise de contact avec les forces de sécurité par l'intermédiaire d'officiers militaires à la retraite et de contacts internationaux ; invitation à l'armée de se ranger du côté des manifestants ; message de l'armée aux forces de sécurité fidèles au régime qu'elle protégerait les manifestants sans armes en cas de répression. (NDT: voir le documentaire "Orange Revolution" produit par ICNC https://www.youtube.com/watch?v=YzleiHyxq7M)

Campagne nonviolente	Localisation	Années	Principales tactiques nonviolentes
18. Mouvement pour la paix dirigé par des femmes pour mettre fin à la guerre civile	**Liberia**	**2003**	Des femmes chrétiennes et musulmanes se rassemblent et lancent une campagne pour mettre fin à la guerre civile ; vêtues de blanc pour symboliser la paix, elles tiennent un rassemblement quotidien au marché aux poissons pendant une semaine ; grève du sexe pour refuser aux hommes toute intimité jusqu'à ce que la guerre prenne fin ; marches dans les rues de Monrovia ; sit-in devant le bâtiment où se déroulaient les négociations de paix à Accra, au Ghana ; menaces de se dévêtir et retenir les hommes négociateurs enfermés dans le bâtiment tant qu'un accord de paix ne sera pas signé. (NDT: voir le documentaire "Pray the Devil back to Hell" https://www.forkfilms.com/pray-the-devil-back-to-hell/)
19. Liste noire des candidats corrompus	**Corée du Sud**	**2000**	Lancement d'un site Internet populaire répertoriant les candidats politiques figurant sur une liste noire ; documentation des candidatures malhonnêtes et soutien aux candidatures irréprochables ; obtention de promesses de réformes politiques de la part des candidats ; promulgation d'une Charte de la paix pour inculquer une discipline nonviolente lors des manifestations ; levée de cartons jaunes lors de rassemblements quand les noms de candidats sur la liste noire sont cités ; organisation d'un Festival rouge où le public brandit des cartons rouges et scande "dehors!" ; rassemblements à la bougie ; collectes de signatures ; rassemblements à vélo ; convois d'agriculteurs ; manifestations d'enfants ; candidats fantômes non corrompus et respectés qui « talonnent » les candidats figurant sur la liste noire.
20. Le printemps papou	**Papouasie occidentale**	**1999–2004**	Création d'institutions gouvernementales parallèles papoues ; protestations et manifestations, notamment de la part de vendeuses de marchés papous ; déploiement du drapeau papou interdit (Morning star).
21. Campagne nonviolente contre le président Slobodan Milosevic.	**Serbie**	**1998–2000**	Rassemblements, marches, manifestations, concerts rock, matériel anti-Milosevic, grèves, boycotts, pétitions, déclarations publiques, blocage des routes principales, occupation des espaces et bâtiments publics, théâtre de rue et sketches humoristiques avec messages politiques anti-Milosevic, communication de l'opposition avec les forces de sécurité. (NDT: voir le film "Le renversement d'un dictateur" produit par ICNC https://www.nonviolent-conflict.org/bringing-dictator-french/)
22. Campagne anti-corruption "Une minute d'obscurité pour une lumière constante"	**Turquie**	**1997**	Chaque soir, les gens éteignent les lumières pendant une minute à la même heure, tapant sur des casseroles, utilisant des lampes de poche, klaxonnant aux intersections, organisant des veillées à la bougie et des marches de quartier.
23. Révolution de mars	**Mali**	**1991**	Recours aux griots (musiciens et conteurs traditionnels) pour diffuser des informations et des récits de résistance ; manifestations ; grèves étudiantes ; marches pour la paix.
24. Campagne de résistance civile	**Kosovo**	**1989–1997**	Mise en place d'un gouvernement et d'un système scolaire albanais parallèles au Kosovo ; manifestations ; grèves ; boycott des écoles et des institutions gouvernementales gérées par les Serbes.

Campagne nonviolente	Localisation	Années	Principales tactiques nonviolentes
25. Mobilisation pro-démocratie	**Chine**	**1987–1989**	Organisation de salons démocratiques ; enseignes murales comme stratégie de communication ; affiches ; pétitions d'étudiants ; manifestations dirigées par des étudiants ; diffusion par mégaphone d'informations sur les manifestations auprès des résidents ; boycott des écoles ; lettres ouvertes aux autorités ; grève de la faim ; occupation de la place Tiananmen.
26. Première Intifada	**Palestine**	**1987–1993**	Grèves ouvrières palestiniennes ; boycotts ; institutions parallèles ; création de comités mixtes israélo-palestiniens.
27. Mouvement Soliderność	**Pologne**	**1980s**	Occupation d'usines par les travailleurs ; création d'associations professionnelles indépendantes ; publications clandestines pour contrer la censure ; enseignement clandestin ; grèves ; manifestations ; mobilisations ; chants et humour de résistance. (NDT: voir l'épisode 2 de "A Force more Powerful" de ICNC - version avec sous-titres français https://www.nonviolent-conflict.org/force-powerful-french/)
28. Campagne anti-apartheid	**Afrique du Sud**	**1980s–1994**	Boycott des entreprises appartenant à des Blancs à Port Elizabeth ; désobéissance civile aux lois et aux pratiques de l'apartheid ; cortèges funéraires publics ; déclarations publiques ; marches multiraciales pour la paix ; marches à genoux ; manifestations ; grèves et arrêts de travail ; boycott des loyers ; boycott des écoles ; boycott des événements sportifs et culturels ; campagnes internationales de sanctions, de désinvestissement et de boycott ; création d'institutions communautaires alternatives telles que des coopératives, des cliniques communautaires et des centres de ressources juridiques. (NDT: voir l'épisode 1 de "A Force more Powerful" de ICNC https://www.nonviolent-conflict.org/force-powerful-french/)
29. Lutte contre la dictature militaire	**Chili**	**1985–1988**	Grèves et ralentissements du travail ; formation à la résistance nonviolente dans les églises ; manifestations ; chants ; journées «opération escargot» où on marchait et conduisait lentement ; concerts de casseroles ; protestations artistiques ; organisation électorale. (NDT: voir l'épisode 2 de "A Force more Powerful" de ICNC https://www.nonviolent-conflict.org/force-powerful-french/
30. La révolution du pouvoir populaire	**Philippines**	**1983–1986**	Veillées aux chandelles ; rassemblements ; manifestations ; organisation d'élections ; boycott des médias pro-régime ; grèves scolaires ; grèves générales ; mobilisation pour protéger la garnison nonviolente de soldats ayant fait défection ; accueil de soldats fidèles au régime par des accolades et des prières.

Campagne nonviolente	Localisation	Années	Principales tactiques nonviolentes
31. Résistance à l'invasion soviétique	Tchécoslovaquie	**1968**	Non-coopération politique ; sit-in ; manifestations ; "Dix commandements" de la résistance nonviolente des Tchèques et des Slovaques contre les troupes soviétiques publiés dans le journal Vecerni Prah le 26 août 1968 - six jours après l'invasion soviétique. Lorsqu'un soldat soviétique s'adresse à la population locale pour de l'aide, les commandements appellent les gens à : 1. Ne pas savoir; 2. N'en faire aucun cas; 3. Ne rien dire; 4. Ne rien avoir; 5. Ignorer comment; 6. Ne rien donner; 7. Ne pas pouvoir; 8. Ne rien vendre; 9. Ne pas montrer 10. Ne rien faire.
32. Campagne de Nashville, mouvement des droits civiques aux États-Unis	**États-Unis**	**1960**	Formations et exercices militants dans un sous-sol d'église ; sit-in au comptoir de restaurant; faire déborder les prisons ; boycott des commerces du centre-ville ; marche de masse vers le bureau du maire. (NDT: voir l'épisode 1 de "A Force more Powerful" de ICNC https://www.nonviolent-conflict.org/force-powerful-french/)
33. Campagne d'action positive pour l'indépendance	**Ghana**	**1949–1951**	Boycotts économiques contre les produits britanniques, fermeture des magasins ; grèves avec occupations ; création d'écoles indépendantes.
34. Mouvement pour la langue bengali	**Bangladesh**	**1948–1952**	Grève générale ; hommages funèbres ; création de comités d'action linguistique et d'organisations socioculturelles ; grèves (la Journée internationale de la langue maternelle a été instituée par l'ONU en commémoration de ce mouvement pacifique).
35. Résistance nonviolente contre l'occupation nazie	**Danemark**	**1940–1944**	« Dix commandements » de la résistance civile danoise préconisant un travail lent, inefficace et mal fait pour les nazis ; retard ou arrêt des transports utiles aux nazis ; boycott des films et journaux allemands ; boycott des commerces nazis ; protection de toute personne recherchée par les Allemands, sauvant ainsi 90 % des Juifs danois.
36. Lutte pour l'indépendance de l'Inde	**Inde**	**1930–1931**	Désobéissance civile générale contre l'impôt britannique sur le sel et le monopole de la production et de la vente de sel ; déclarations publiques et discours de Gandhi et de ses partisans ; pétition de masse ; actes symboliques, notamment prières publiques et déploiement d'un drapeau indien national ; chants ; danses ; procession (la marche du sel) ; deuil public des manifestants non armés tués par les Britanniques ; boycott économique des produits britanniques ; hartals ("grèves limitées") ; boycott des écoles ; occupation des dépôts de sel ; non-coopération économique et autosuffisance (homespun).

Campagne nonviolente	Localisation	Années	Principales tactiques nonviolentes
37. Révolution égyptienne de 1919 pour l'indépendance vis-à-vis de la Grande-Bretagne	**Égypte**	**1919–1921**	Campagne de collecte de signatures en faveur de l'indépendance totale ; grèves d'étudiants ; grèves d'ouvriers et de paysans ; port du voile par les femmes en signe de protestation ; manifestations lors de funérailles publiques ; boycott des produits britanniques ; prières de masse pour l'indépendance ; utilisation de pièces de théâtre, de musique et de littérature prônant la désobéissance.
38. Protestation du tabac persan	**Iran**	**1890–1892**	Boycott des produits du tabac et manifestations nonviolentes contre le monopole d'une société britannique sur la production, la vente et l'exportation du tabac persan.
39. Résister à la russification dans la Pologne russe	**La Pologne sous annexation russe**	**1885–1914**	Développement de l'université volante polonaise (Marie Curie, futur premier prix Nobel féminin, est diplômée de cette université illégale) ; boycott du système scolaire public russe ; lancement des écoles de la patrie polonaise.
40. Campagne de résistance passive pour l'égalité des droits politiques dans l'Empire des Habsbourg	**Hongrie**	**1850s–1860s**	Refus du service militaire ; refus de parler allemand en société ; boycott des célébrations officielles ; boycott des tribunaux ; boycott des produits autrichiens ; refus de fournir le gîte et le couvert aux soldats autrichiens.
41. Campagnes contre le Stamp Act dans les colonies américaines contre la couronne britannique	**Les colonies américaines de la Grande-Bretagne**	**1765–1766**	Non-importation ; boycotts ; refus de taxes ; non-consommation de produits britanniques.

Malgré le large éventail de tactiques employées dans ces 41 cas, elles peuvent être utilement classées en deux catégories. Premièrement, les tactiques nonviolentes peuvent être classées en fonction des risques pris par les dissidents. Les *tactiques de concentration*, telles que les rassemblements de protestation ou de soutien, sont à haut risque, car elles constituent des cibles importantes pour la violence des dictateurs. Les *tactiques de dispersion*, comme le retrait des institutions sociales, sont moins risquées, car elles représentent un éparpillement de trop de cibles potentielles mais non essentielles pour la répression violente.

Deuxièmement, les tactiques nonviolentes peuvent également être classées en fonction des différentes façons dont le tyran doit réagir. Il y a les actes de commission, tels que les manifestations, dans lesquels le tyran doit contraindre les dissidents à arrêter ce qu'ils font. Il existe également des actes d'omission, tels que les grèves et les boycotts de certains biens et services par les consommateurs, qui obligent le tyran à inciter les dissidents à reprendre une activité normale.

Les campagnes de résistance civile les plus réussies utilisent des tactiques issues de chacune de ces catégories. Le recours à une seule tactique n'est pas susceptible de constituer une stratégie gagnante, car tous les citoyens ne sont pas prêts à accepter les mêmes risques. Les tactiques multiples créent un dilemme pour le tyran qui aura du mal à punir la résistance tout en récompensant la cessation de la désobéissance.

Quiconque soutient qu'une campagne de résistance civile doit être tolérante à l'égard des alliés qui veulent s'engager dans la violence fait une erreur.

Si l'accès à de nombreuses tactiques différentes crée un avantage stratégique pour les résistants, alors certains peuvent se demander : «Pourquoi ne pas ajouter un certain nombre de tactiques violentes dans le mélange ?» Cet argument surgit souvent lorsque le conflit nonviolent semble avoir temporairement perdu son élan et que la frustration augmente. Pour cette raison, tous les militants pro-démocratie doivent être convaincus de la supériorité des campagnes de résistance civile par rapport à l'insurrection violente et doivent être prêts à argumenter et à défendre ce point.

Cependant, dans certains cas, même si un mouvement de résistance civile maintient son engagement envers la discipline nonvio-

lente, un groupe violent ou une insurrection peut surgir en dehors du mouvement et commencer à s'engager dans la violence aux côtés du mouvement. Que se passe-t-il alors ? Cette dynamique peut-elle contribuer aux chances de succès du mouvement nonviolent ?

Certains affirment que oui parce que les groupes violents font paraître les militants pro-démocratie comme des gens raisonnables et que la menace de la violence effraie tellement les autorités qu'elles feront des concessions aux résistants civils plus «modérés». Toutefois, cet argument n'est pas confirmé par l'histoire. Les universitaires Erica Chenoweth et Kurt Schock ont mené des recherches sur 106 campagnes nonviolentes menées entre 1900 et 2006 et visant un changement fondamental du gouvernement.[24] Dans aucun de ces cas, ils n'ont pu trouver la preuve d'un effet positif de l'existence de groupes violents actifs en parallèle des mouvement de résistance civile (ces groupes violents sont parfois appelés «flancs violents» d'une campagne de résistance civile). En outre, Chenoweth et Schock ont trouvé des preuves statistiquement significatives des effets négatifs de l'interaction avec un groupe violent. Par exemple, les mouvements de résistance civile qui ont un flanc violent réunissent en moyenne 17 % de moins de militants que les mouvements de résistance civile sans flanc violent. Étant donné que les niveaux élevés de participation civile sont un facteur clé du succès des mouvements, les flancs violents réduisent indirectement les chances de gagner.

Chenoweth et Schock ont également constaté que la présence de flancs violents était fortement corrélée à des niveaux élevés de friction entre les dissidents. Le mélange de tactiques violentes et nonviolentes diminue les chances d'un mouvement de rester unifié, ce qui réduit ses chances de victoire. Les flancs violents augmentent également la probabilité que les militants pro-démocratie soient davantage soumis à la répression, ce qui réduit la participation au mouvement et donc ses chances de succès.

Les conclusions de Chenoweth et Schock sur l'incompatibilité de la violence et de la résistance civile ne sont pas surprenantes. Les insurrections violentes et les campagnes de résistance civile fonctionnent avec des dynamiques complètement contradictoires.

24 Erica Chenoweth and Kurt Schock, "Do Contemporaneous Armed Challenges Affect the Outcomes of Mass Nonviolent Campaigns?," in *Mobilization: An International Quarterly* 20, no. 4 (2015): 427–451.

Même une violence limitée nuit à l'élan nécessaire pour rendre efficace une campagne de résistance civile. C'est l'une des raisons pour lesquelles les tyrans tentent désespérément de provoquer les gens à s'engager dans la violence ou à inciter à la violence en recourant à des *agents provocateurs («inciting agents»)*.

Quiconque soutient qu'une campagne de résistance civile doit être tolérante à l'égard des alliés qui veulent s'engager dans la violence fait une erreur. Se rallier à un tel argument (qu'on qualifie en anglais de "big tent" réunissant sous le même chapiteau toutes sortes de méthodes, violentes ou non-violentes) signifie qu'une campagne de résistance civile devrait accueillir en son sein des forces étrangères à l'idée même de conflit nonviolent. Toute alliance avec des groupes prêts à recourir à la violence minera la confiance et la clarté qui découlent du maintien d'une discipline nonviolente. Cela créera de la perturbation et de la confusion, et cela aura pour conséquence d'empêcher la défection des principaux partisans du tyran, car la présence d'insurgés violents les confortera dans l'idée qu'ils sont menacés physiquement par le mouvement de dissidence. Or cette défection est la clé du succès. Le bon sens veut que les doubles-penseurs latents soient peu enclins à se dévoiler lorsqu'ils sont menacés de mort ou de blessures corporelles par ceux-là mêmes qui souhaitent les voir passer dans leur camp.

Une question est de savoir si le sabotage doit être considéré comme une tactique violente ou nonviolente. La réponse est que cela dépend de la manière dont ce sabotage est effectué. Faire sauter une voie ferrée juste avant l'arrivée d'un train de passagers est une tactique violente. Mais si la voie ferrée est détruite et qu'un avertissement est donné suffisamment longtemps avant le passage du train, il peut s'agir d'une tactique nonviolente. Il existe une ligne de démarcation claire entre la destruction de biens et le sabotage qui pose un risque pour la vie, la santé et le bien-être physique des personnes. Cette ligne de démarcation n'est nulle part aussi facile à tracer que lorsqu'il s'agit de démanteler une infrastructure de surveillance. Désactiver des caméras ou infecter des bases de données conçues pour le contrôle social avec des logiciels malveillants peut difficilement être considéré comme violent. Le tyran peut prétendre que ces actes de sabotage sont violents parce qu'ils créent des perturbations, mais les manifestations de masse, les grèves et les boycotts créent également des perturbations pour contester la légitimité du tyran.

CHECKLIST QUESTION #3

La campagne de résistance civile offre-t-elle une séquence de tactiques qui maximise l'impact perturbateur tout en minimisant les risques ?

Les dissidents doivent relever le défi de choisir les bonnes tactiques et de déterminer comment les enchaîner dans le temps. Les résultats de ces choix ont des conséquences incommensurables. La durée moyenne d'un conflit nonviolent réussi est de trois ans. Supposer que le conflit puisse se résoudre à court terme, et déployer des tactiques sans stratégie générale et sans tenir compte de ce que chaque tactique peut engendrer, peut conduire à l'échec.

Dans une certaine mesure, l'impact des tactiques nonviolentes sera déterminé par le succès ou l'échec des tactiques nonviolentes qui les ont précédé. Cela explique pourquoi la même tactique nonviolente, mise en œuvre à différents stades d'une campagne, peut produire des impacts très différentes sur le tyran. Une grève générale dans les premières phases d'un conflit peut être prématurée, mais elle peut s'avérer décisive dans les phases ultérieures. Pour illustrer ce phénomène, il suffit de comparer les événements survenus en Serbie en 2000 avec ceux de la Chine en 1989 et du Venezuela en 2003.

En Serbie, la succession de tactiques stratégiques contre le président Slobodan Milosevic a entraîné sa chute en octobre 2000. Le documentaire *Bringing Down a Dictator*[25] a relaté les principaux événements de la bataille menée pour renverser Milosevic dans ce qui a été appelé la «révolution bulldozer» (d'après un épisode mémorable au cours duquel un véhicule de construction a chargé un bâtiment de la télévision d'État considéré comme le bastion de la propagande de Milosevic). Le 5 octobre 2000, plusieurs centaines de milliers de manifestants se sont rassemblés à Belgrade.

Mais ces événements ne sont pas survenus spontanément. En fait, ils ont été l'aboutissement de tactiques de campagne stratégiquement planifiées et séquencées, issues de groupes de la société serbe. Elles ont commencé par des activités et des farces irrévérencieusement humoristiques contre le régime, menées par le groupe *Otpor !* («Résistance !»), qui s'était formé deux ans plus tôt. Au fil du temps, le régime brutal a cessé d'être craint par la population pour devenir

25 NDT: en français "Le renversement d'un dictateur". Voir https://www.nonviolent-conflict.org/bringing-dictator-french/

sa risée. Les formations offertes par Otpor aux dissidents mettaient l'accent sur la planification stratégique, les actions nonviolentes créatives spécifiques et la nécessité absolue de maintenir une discipline nonviolente. Le groupe a joué un rôle important dans l'unification de l'opposition divisée et a lancé la campagne *Gotov je!* («Il est fini !») qui a précédé les élections présidentielles de septembre 2000. Les activistes ont distribué plus de deux millions d'autocollants portant le slogan *Gotov je !* et ont répandu des graffitis anti-régime dans tout le pays. L'opposition a également fait appel à la police et à l'armée pour qu'elles changent d'allégeance en faveur de la résistance. Lorsque Milosevic a tenté de voler les élections, la population était prête.

Trois jours après les élections, le 27 septembre 2000, Milosevic a prétendu à tort que Kostunica n'avait pas obtenu la majorité et qu'il devait donc y avoir un second tour. Des manifestations nonviolentes ont alors commencé par des débrayages d'élèves, qui se sont étendus à des grèves demandant à Milosevic de se retirer. D'autres groupes de travailleurs se sont rapidement joints aux mineurs en grève dans la région de Kolubara, qui produisait la majeure partie de l'électricité du pays. Cela a conduit à une grève générale de la population serbe, les travailleurs des transports bloquant les autoroutes et les routes principales. La grève a paralysé les villes et villages du pays et a dispersé les forces du régime. Le 4 octobre, les partisans de la grève ont empêché la police restée fidèle au régime de briser la grève de Kolubara, tandis que l'opposition lançait un ultimatum à Milosevic pour qu'il quitte le pouvoir. Le 5 octobre, on estime que jusqu'à un million de personnes sont descendues dans les rues de Belgrade depuis tout le pays et ont participé à un rassemblement de masse nonviolent dans la capitale. Le lendemain, alors qu'il était clair que la police ne se rangerait plus du côté du régime, Milosevic a reconnu sa défaite électorale et s'est rendu.

L'une des principales raisons pour lesquelles les campagnes de résistance civile ont connu des échecs majeurs est l'incapacité d'ordonner un ensemble diversifié de tactiques nonviolentes en un plan stratégique cohérent. Sans un tel plan, la probabilité d'une mobilisation de masse capable de s'étendre à tout un pays est très réduite. Les leçons des manifestations de Tiananmen en 1989 et de la grève générale au Venezuela en 2002-2003 en sont des exemples éloquents.

Les étudiants chinois pro-démocratie ont concentré leur tactique unique de manifestations de rue dans de nombreuses villes, mais surtout dans la capitale. Cette concentration géographique des forces d'opposition, qui n'avait qu'une force symbolique, a permis au régime de mieux les isoler. Le tyran pouvait couper leurs communications avec les autres villes et régions, encercler physiquement leurs manifestations et lancer des répressions brutales et rapides par ses forces armées loyales. Dans le même temps, la propagande d'État dépeignait les étudiants de la capitale comme des terroristes et des usurpateurs violents. Rétrospectivement, la campagne de résistance civile a dissipé tout élan qu'elle aurait pu avoir en ne parvenant pas à diversifier ses tactiques et à les mettre en œuvre en dehors de Pékin.

Les campagnes de résistance civile échouent en raison de leur incapacité à planifier une succession de tactiques nonviolentes diversifiées dans un cadre stratégique cohérent.

Dans le cas du Venezuela, l'opposition politique a lancé une grève en 2002 pour obliger le président de l'époque, Hugo Chavez, à organiser une nouvelle élection présidentielle. La grève, menée par les fédérations d'entreprises et de syndicats, a duré trois mois et s'est soldée par un échec. Les réseaux de télévision privés ont assuré une couverture quotidienne et sans restriction de la grève, contribuant à soutenir son élan. La grève a d'abord entraîné l'arrêt des activités de la principale compagnie pétrolière d'État, mais elle a également suscité des divisions au sein de la population. L'action n'a pas réussi à gagner le soutien des Vénézuéliens ordinaires et de nombreux propriétaires d'entreprises ont choisi de ne pas s'y joindre. Chavez a également mobilisé ses partisans et organisé de grands rassemblements pro-gouvernementaux et anti-grève, blâmant les grévistes pour les pénuries d'essence et d'aliments de base qui ont touché les Vénézuéliens.

Dans une contre-attaque (qui n'est pas sans rappeler ce qui s'est passé à Hong Kong en 2020), le gouvernement vénézuélien a commencé à licencier les cadres en grève, récompensant les employés loyaux à reprendre le travail. La pression exercée par le régime pour mettre fin à la grève s'est accrue, car davantage de petites et moyennes entreprises qui s'étaient initialement jointes à la grève ont rouvert leurs portes pour éviter la faillite, tandis que la propagande gouvernementale continuait à mobiliser le public contre les

grévistes. La loyauté de l'armée envers Chavez est restée forte et le régime fut en mesure de déployer des mesures répressives, notamment le licenciement de milliers de grévistes et des arrestations ciblées, qui finirent par éteindre la grève.

Dans son essai «The Future of Nonviolent Resistance», Chenoweth explique les différents résultats observés entre la Serbie, la Chine et le Venezuela en donnant des conseils aux militants prodémocratie d'aujourd'hui :

> *...les mouvements qui s'engagent dans une planification, une organisation, une formation et une construction de coalition soigneuses avant la mobilisation de masse ont plus de chances d'attirer un public nombreux et diversifié que les mouvements qui descendent dans la rue avant d'avoir élaboré un programme et une stratégie politiques.*[26]

Dans son essai, Chenoweth souligne deux tendances contradictoires dans la résistance civile en ce début de 21ème siècle : l'accélération spectaculaire des cas de conflits nonviolents et la réduction substantielle des taux de réussite de ces conflits. Cela s'explique par le fait que moins de conflits se déroulent comme en Serbie, où la dynamique du conflit était impulsée par les dissidents qui avaient toujours une longueur d'avance en matière d'initiative, et plus comme en Chine et au Venezuela, où ce sont les tyrans qui reprennent rapidement la main sur la dynamique du conflit.

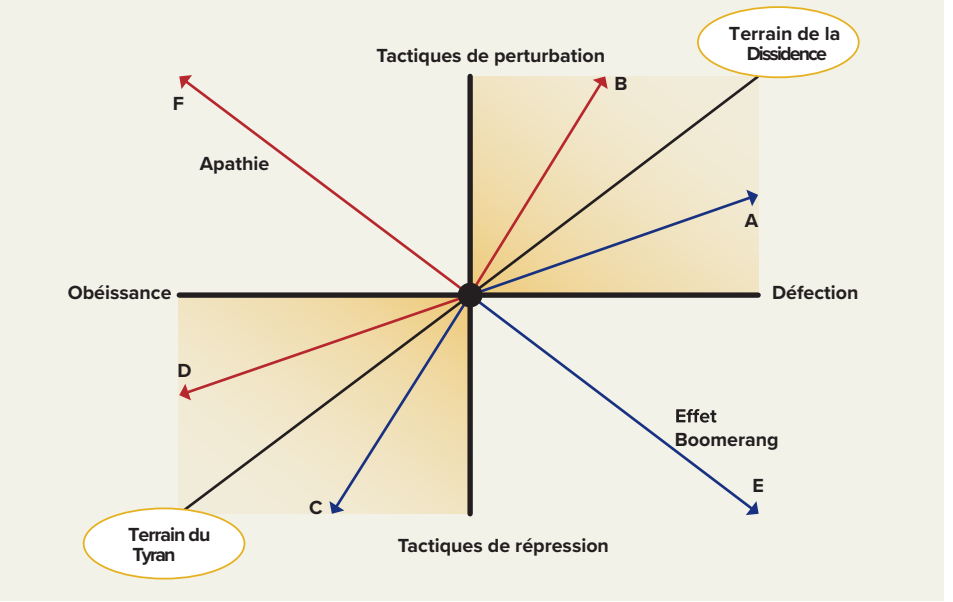
Pour maintenir leur élan dynamique vital, les dissidents doivent privilégier des tactiques qui :

- Renforcent la relation entre perturbation de la société et défection de ceux dont le tyran dépend le plus; et
- Affaiblissent la relation entre la répression des forces du régime et l'obéissance de la population, sur laquelle le tyran s'appuie pour maintenir l'ordre.

Ces relations sont illustrées dans la figure 14. Le quadrant supérieur droit décrit le terrain de la dissidence. La tâche des dissidents consiste à hiérarchiser les tactiques de manière à progresser

26 Erica Chenoweth, "The Future of Nonviolent Resistance," in *Journal of Democracy* 31, no. 3 (July 2020): 69–84.

FIGURE 14: Choisir ses priorités selon l'impact anticipé



le long de la ligne A avec des niveaux minimaux de perturbations sociétales créant un niveau maximal de défections dans le clan du tyran. Le tyran veut réduire l'efficacité des tactiques des dissidents, comme le montre la ligne B, où même des niveaux élevés de perturbation par des tactiques nonviolentes puissent entraîner moins de défections. Si les efforts du tyran pour maintenir l'activisme pro-démocratie sur la ligne B sont couronnés de succès, la perturbation de la société finira par ne plus produire de défections et rendra l'opposition apathique, comme l'exprime la ligne F.

Le quadrant inférieur gauche décrit le terrain du tyran. Le tyran aspire à utiliser des niveaux minimaux de répression violente pour obtenir le maximum d'obéissance possible des citoyens (ligne D). A l'opposé, la campagne de résistance civile remporte des victoires lorsque le tyran pense qu'il doit recourir à des niveaux maximums de répression violente — ce qui nécessite l'utilisation de ressources considérables et entraîne une baisse de la légitimité politique — pour obtenir des niveaux minimums d'obéissance de la part de la société (ligne C). Lorsqu'une augmentation de l'intensité et de l'ampleur de la répression n'entraîne aucune obéissance supplémentaire, mais seulement des défections, la répression se retourne contre lui (Ligne E).

Le conflit nonviolent est la somme des rencontres tactiques qui ont lieu sur le terrain du dissident et sur le terrain du tyran. Plus les résultats de ces rencontres se situent le long des lignes bleues, plus il est probable que les dissidents possèdent des compétences supérieures. Plus les résultats suivent les lignes oranges, plus cela reflète les compétences supérieures du tyran.

Dans toute compétition, la dynamique de la victoire est difficile à définir, mais elle est palpable pour les concurrents qui s'affrontent. L'une des façons de mesurer cet élan dynamique dans un conflit nonviolent est d'observer qui a le plus l'initiative des tactiques sur le terrain. Les tactiques qui sont initiées sur le terrain du dissident sont offensives pour les dissidents et défensives pour les tyrans. L'inverse est vrai lorsque les tactiques initiées sur le terrain du tyran deviennent offensives pour les tyrans et défensives pour les dissidents. Dans ce cadre conceptuel, celui qui est le plus souvent à l'offensive a le vent en poupe et la dynamique de la victoire est de son côté.

Cependant, la dynamique positive ne se mesure pas uniquement à partir de la fréquence des tactiques nonviolentes que les militants pro-démocratie utilisent. Qu'il s'agisse du Venezuela, de Hong Kong, de la Biélorussie, de la Russie ou de l'Iran, les régimes autoritaires emploient de plus en plus rapidement leurs tactiques, ce qui explique la baisse des taux de réussite des campagnes de résistance civile.

L'habileté de chaque tactique doit aussi être mesurée, en ce qu'elle crée le maximum de vulnérabilité pour l'adversaire. Quelle est par exemple la probabilité que les militants pro-démocratie qui appellent à un type de perturbation sociale se heurtent à l'apathie ? Ou quelle est la probabilité que le recours à une répression plus intense de la part du tyran se retourne contre lui ? En ce sens, la dynamique du conflit est une fonction des changements relatifs des niveaux de vulnérabilité entre la dissidence et le tyran.

À chaque étape du conflit nonviolent, il est important d'évaluer si la campagne de résistance civile est susceptible de provoquer de la fatigue et de l'apathie parmi les militants avant que la répression du tyran ne se soit retournée contre lui. La meilleure protection contre l'apathie est d'élargir la variété des rencontres tactiques afin qu'il n'y ait jamais de temps mort entre les tactiques, qu'il se passe toujours quelque chose quelque part, une confrontation, petite ou

grande, qui ne laisse jamais de répit au tyran. Le meilleur moyen de créer un effet boomerang de la répression sur son auteur est de faire en sorte que le tyran investisse dans une violence de plus en plus grande mais dont l'efficacité soit de moins en moins forte à susciter l'obéissance.

Lors du choix des tactiques et de leur enchaînement, les dissidents doivent prendre en compte une dimension innovante importante: la crédibilité de chaque action nonviolente. Chaque tactique dans un conflit nonviolent peut engendrer une pression directe à court terme ou de pression indirecte à long terme, ou les deux. Un tyran a normalement l'habitude de recourir à la violence, donc lorsque le régime menace de recourir à la violence, la population suppose à juste titre que la menace a une réelle possibilité de se réaliser. Mais la menace d'une action nonviolente n'est pas instantanément crédible, car il est peu probable que les dissidents d'un conflit nonviolent spécifique aient déjà mis en œuvre des tactiques similaires. Une menace de dissidents d'utiliser une tactique — par exemple, un boycott — pour la première fois peut ne pas être crue.

Les manifestations de masse, tactique la plus fréquente dans les conflits nonviolents, constituent une exception à cette règle. Dans un article récent, «The Power of Words : State Reactions to Protest Announcements», Johannes Vüllers et Elisa Schwarz notent :

> *Les organisations annoncent souvent leurs activités de protestation avant leur mise en œuvre afin de sensibiliser le public, de recruter des partisans et d'attirer l'attention des médias.*[27]
>
> *Face à une annonce de protestation, le gouvernement a trois options différentes : (a) ignorer l'annonce, (b) prendre des mesures préventives pour s'assurer que la protestation ne sera pas mise en œuvre, ou (c) accorder des concessions pour empêcher que la protestation ait lieu.*[28]

Si le tyran refuse d'accepter le risque d'ignorer l'annonce de la protestation et ne prend pas de mesures préventives, il est alors obligé de faire des concessions. Cela donne immédiatement aux activistes pro-démocratie un levier, car les doubles-penseurs latents prendront conscience du malaise du tyran et de sa réticence à utiliser la force.

---

27 Johannes Vüllers and Elisa Schwarz, "The Power of Words: State Reaction to Protest Announcements," *Comparative Political Studies 52*, no. 3 (2019): 347.

28 Vüllers and Schwarz, "The Power of Words," 353.

Imaginez maintenant que ces possibilités de menacer le tyran s'étendent à d'autres tactiques nonviolentes, notamment les grèves, les boycotts et de nombreuses autres tactiques de commission et d'omission.

Pour qu'une tactique particulière constitue une menace crédible, il faudrait qu'elle ait déjà été mise en œuvre auparavant avec une puissance suffisante pour que le tyran négocie pour éviter sa prochaine utilisation.

Une tactique particulièrement efficace utilisée par les dissidents de Hong Kong a été leur occupation de l'aéroport pendant trois jours en août 2019. Grâce au succès de leur initiative de faire fermer l'aéroport international de Hong Kong, ils ont pu par la suite menacer d'exécuter un sit-in à l'aéroport quand bon leur semblait. Ils pouvaient commencer ou terminer l'occupation de l'aéroport selon leurs propres termes. Tout en maintenant une discipline nonviolente, les militants pro-démocratie de Hong Kong ont pu enchaîner d'autres tactiques pouvant être activées et désactivées selon leur choix, rendant crédible la menace de toute tactique qu'ils choisissaient.

CHECKLIST QUESTION #4 | Les campagnes de résistance civile trouvent-elles des moyens de valoriser le soutien extérieur?

Trop souvent, les dissidents pensent que le chaînon manquant dans leur réussite est le manque de soutien extérieur. La manifestation la plus courante de ce sentiment est le désir désespéré de voir le monde reconnaître leur situation critique. L'étude pionnière d'Erica Chenoweth et Maria Stephan intitulée *The Role of External Support in Nonviolent Campaigns: Poisoned Chalice or Holy Grail?* évalue systématiquement les effets de l'aide extérieure sur les conflits nonviolents maximalistes (c'est-à-dire ceux qui cherchent à provoquer un changement de régime). Chenoweth et Stephan reconnaissent l'omniprésence des acteurs extérieurs dans les conflits nonviolents du XXIe siècle et la façon dont ils peuvent contribuer à «générer une forte participation, maintenir la discipline nonviolente, dissuader les répressions et susciter les défections des forces de sécurité».[29] Dans le même temps, elles rejettent l'idée que les campagnes de résistance civile doivent nécessairement compter sur

29 Erica Chenoweth and Maria J. Stephan, *The Role of External Support in Nonviolent Campaigns: Poisoned Chalice or Holy Grail?* (Washington, DC: ICNC Press, 2021), 1.

une aide extérieure pour réussir.

Leur étude est la première du genre. Toutes les études précédentes se sont concentrées plus généralement sur l'aide extérieure aux mouvements sociaux dans un contexte démocratique ou semi-démocratique, ou sur l'aide extérieure aux rébellions armées défiant directement l'autorité des tyrans.

La part quantitative de l'étude comprend l'analyse de données collectées à partir de 25000 exemples de types d'assistance externe qui ont été documentés, et qui sont relatifs à 68 campagnes maximalistes à travers le monde, dont 67 se sont produites entre 2000 et 2014, et une au 20e siècle (la lutte anti-apartheid en Afrique du Sud).

La partie qualitative de l'étude de Chenoweth et Stephan comprend quatre-vingts entretiens avec des acteurs clés, des donateurs, des décideurs politiques, des journalistes, des défenseurs des droits de l'homme et d'autres personnes, couvrant huit campagnes.

En intégrant ces données qualitatives et quantitatives, l'étude passe en revue :

- Le calendrier des initiatives d'assistance extérieure (voir tableau 8)
- Les types d'assistance (voir tableau 9)
- Les instigateurs de cette assistance (voir tableau 10)
- Les bénéficiaires de cette assistance (voir tableau 11)

Les tableaux 8 à 11 organisent les données pour démontrer comment l'aide extérieure peut «générer une participation élevée, maintenir une discipline nonviolente, dissuader les répressions et susciter des défections».[30]

30 Chenoweth and Stephan, *The Role of External Support,* 18.

FIGURE 15: Histoires de huit campagnes de résistance civile du début du 21e siècle

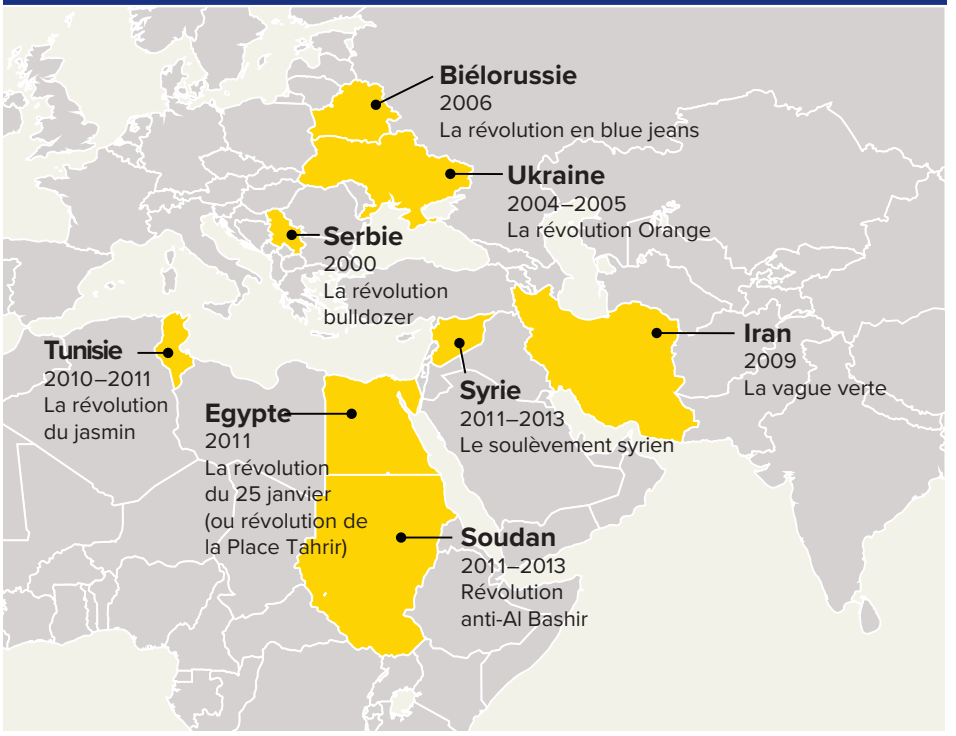


TABLEAU 8: Le calendrier des initiatives d'assistance

■ **Pré-campagne :** Initiatives d'assistance extérieure qui ont commencé dans les cinq années précédant le début de la campagne. Par exemple, la fourniture d'une aide financière aux organisations de médias pour protéger la liberté de la presse, des ateliers de formation pour les étudiants activistes, ou des ordinateurs ou des téléphones portables pour les travailleurs électoraux avant les élections.

■ **Pendant les campagnes maximalistes :** Initiatives d'assistance extérieure qui ont commencé pendant la période de mobilisation de masse - c'est-à-dire dans la période où on peut observer des mobilisations d'au moins 1000 personnes de manière permanente, et dans le cadre de campagnes maximalistes.

Par exemple, de petites subventions à des groupes de la société civile qui défendent les droits civils, une aide juridique pour les défenseurs des droits de l'homme qui sont emprisonnés, ou des manœuvres diplomatiques pour exprimer le soutien et la solidarité envers l'opposition.

■ **Post-campagne :** Initiatives de l'aide extérieure qui ont débuté au cours de la période de deux ans suivant la fin de la campagne, que celle-ci ait abouti à une victoire (c'est-à-dire la destitution du dirigeant national en exercice ou l'indépendance territoriale) ou à un échec (c'est-à-dire la

démobilisation de la campagne, mesurée par une observation de moins de 1 000 participants à la campagne). Par exemple, offrir une médiation pour des sessions de dialogue concernant les réformes constitutionnelles, fournir une aide économique pour soutenir les réformes démocratiques, ou l'appel à des processus de justice transitionnelle.

TABLEAU 9: Types d'assistance

■ **Assistance financière** Aide monétaire directe (par exemple, petites ou grandes subventions, bourses d'études, argent liquide, prêts, fonds de grève, fonds juridiques, nourriture, médicaments, allègement de la dette, etc.) *Exemple : La Finlande a consacré 13236 US$ à la participation démocratique et à la société civile pour soutenir la représentation autochtone amérindienne au sein de la démocratie mexicaine, 1997-2001 (soutien à la pré-campagne, mouvement anti-Calderon, Mexique).*

■ **Assistance morale/symbolique** Actions de solidarité nonviolentes (par exemple, campagne ou plaidoyer numérique, mobilisation au nom d'un groupe dans son propre pays, présentation de la cause et du travail des militants, remise de prix, visite du pays, participation directe à la campagne dans le pays, comme l'ambassadeur américain Robert Ford défilant avec les Syriens en juillet 2011). *Exemple : Amnesty International a lancé un appel public pour des lettres de soutien au nom de deux hommes qui n'avaient pas été vus depuis leur mise en détention lors de manifestations électorales, le 18 août 2000 (pic de soutien à la campagne, campagne anti-Fujimori, Pérou).*

■ **Assistance technique** pour la planification, la logistique, le renseignement, la coordination, la convocation des militants, la réalisation et la transmission de recherches de base et la mise en œuvre de tâches liées à la campagne (par exemple, mise en contact des militants, avertissement en cas de répression imminente, fourniture d'un espace physique pour la formation et l'organisation - sans nécessairement réaliser cette formation- , analyse stratégique de la situation, assistance juridique directe, assistance médicale directe). Fourniture d'équipements (par exemple, téléphones portables, ordinateurs, appareils photo), impression de livres et articles, traductions. L'établissement de relations ou la convocation dans le but d'établir des relations. *Exemple : Le gouvernement britannique s'est engagé à verser 800000£ pour développer un centre de médias indépendants en Ukraine afin de coopérer et de former des journalistes, des politiciens, des entreprises, des avocats, des juges et des dirigeants d'ONG, de 2002 à 2005 (pic de soutien à la campagne, Révolution orange, Ukraine).*

■ **Assistance en formation** Offre de formations au leadership, au renforcement des capacités organisationnelles, à la stratégisation, ainsi que des formations juridiques, médicales, etc. Note: cette catégorie exige explicitement que l'assis-

tance fournisse réellement une formation (et non plus seulement qu'il fournisse un espace pour la formation, ce qui est codé dans la base de données comme un soutien technique). *Exemple: L'Agence d'information académique slovaque et Freedom House ont organisé un séminaire en mars 1999 à Bratislava, auquel ont participé les dirigeants de la campagne OK'98 et 35 personnes venues d'Ukraine, de Croatie, de Serbie, de Biélorussie, de Russie, du Kirghizstan, du Caucase et de Lituanie. L'objectif du séminaire était de familiariser les participants avec l'expérience des OSC (organisations de la société civile) slovaques en matière de renforcement de la participation des citoyens aux affaires publiques. Le séminaire a été conçu principalement pour les participants de Croatie et de Yougoslavie, des pays qui étaient encore aux prises avec des régimes autoritaires et qui pouvaient donc tirer le meilleur parti de l'expérience de la Slovaquie, en 1999 (assistance avant la campagne, révolution des bulldozers, Serbie).*

■ **Assistance en protection civile nonviolente** Accompagnement protecteur des militants, interposition nonviolente, surveillance, médiation entre les participants au conflit, surveillance du comportement du régime, surveillance des cessez-le-feu et autres conditions locales. *Exemple: le Comité pour la protection des journalistes a publié un rapport détaillant la toute première mort de journalistes syriens par le gouvernement et a exprimé son indignation, en 2012 (pic de soutien à la campagne, soulèvement syrien).*

■ **Sanctions contre le régime** Imposition de sanctions actives (par exemple, des pénalités bilatérales ou multilatérales tangibles) en réponse directe aux actions du régime à l'égard de la campagne nonviolente. Cela comprend les interdictions de voyager, l'exclusion de réunions, le gel des avoirs, l'imposition d'embargos sur les armes ou d'autres mesures. *Exemple: les entreprises multinationales se sont retirées d'Afrique du Sud en opposition à l'Apartheid. À Melbourne, des syndicalistes ont retenu des biens d'ingénierie sud-africains en guise de rançon virtuelle pour la libération de syndicalistes en Afrique du Sud, en 1985 (pic de soutien à la campagne anti-apartheid, Afrique du Sud).*

■ **Passage sécurisé pour les transfuges** Offrir l'asile, l'amnistie, des parachutes dorés ou d'autres incitations aux élites du régime pour qu'elles fassent défection au régime ou qu'elles quittent le pays. *Exemple : Les présidents des États-Unis, du Kazakhstan et de la Russie ont négocié conjointement la démission du président kirghize intérimaire Kurmanbek Bakiyev, en 2010 (pic de soutien à la campagne, campagne contre le gouvernement intérimaire, Kirghizstan).*

■ **Prévention/atténuation de la répression** Fournir un refuge aux activistes, leur accorder l'asile ou le statut de réfugié, demander la libération des activistes, dénoncer les abus commis à l'encontre des activistes ou entreprendre des démarches en ce sens, lancer des actes d'accusation, arrêter et juger les criminels de guerre, etc. *Exemple : Le gouvernement indien a exprimé son inquiétude*

concernant la répression des manifestants pro-démocratie par le régime Gayoom, en 2003-2008 (pic de soutien à la campagne, campagne anti-Gayoom, Maldives).

■ **Retrait du soutien économique et politique** Un gouvernement allié retire son soutien tangible au gouvernement du pays où se déroule la campagne pro-démocratie (par exemple, le président américain Reagan menaçant de réduire son aide aux Philippines sous Marcos, les États-Unis retirant leur aide à l'Égypte à la mi-2013). *Exemple : La France a rappelé son ambassadeur, a annoncé qu'elle bloquerait les nouveaux investissements en Afrique du Sud et a déclaré qu'elle présenterait une résolution au Conseil de sécurité de l'ONU condamnant l'Afrique du Sud pour ses politiques d'apartheid de ségrégation raciale et demandant instamment une action internationale concertée à son encontre, en 1985 (pic de soutien de la campagne, mouvement anti-apartheid, Afrique du Sud).*

TABLE 10: Les instigateurs de cette assistance

■ **Organisations internationales non gouvernementale (OING)** Organisations privées dont la mission est de porter assistance à des populations diverses à travers le monde. Il peut s'agir d'organisations de défense des droits (par exemple, Amnesty International, Human Rights Watch, Nonviolent Peaceforce, International Fellowship of Reconciliation), de fondations et d'organisations philanthropiques (par exemple, Open Society, International Center on Nonviolent Conflict, Nonviolence International), d'organisations humanitaires (par exemple, la Croix-Rouge internationale et le Croissant-Rouge), de groupes éducatifs ou de formation (par exemple, CANVAS, Rhize) et d'annexes de groupes religieux (par exemple, Catholic Relief Services). *Exemples: Amnesty International, Human Rights Watch, Maldives Election Watch, National Democratic Institute, International Republican Institute, Committee to Protect Journalists.*

■ **Groupes de la diaspora** Un ensemble de personnes vivant à l'étranger qui s'engagent dans la défense des intérêts des personnes vivant dans leur pays d'origine. *Exemples : Tamouls au Canada, Soudanais aux Etats-Unis, Libanais au Koweït, expatriés Syriens en Jordanie, Forum de la diaspora du Malawi.*

■ **Groupes universitaires/étudiants** Groupes formels ou informels d'étudiants, d'éducateurs et d'intellectuels qui s'engagent dans le plaidoyer d'activistes dans d'autres pays (ou dans leurs pays d'origine). *Exemples : Étudiants indonésiens plaidant en faveur des activistes timorais, Étudiants de l'Université McGill, de l'Université Harvard, Coalition de Washington DC contre l'Apartheid et le racisme; Étudiants iraniens de plusieurs universités.*

■ **Réseau de solidarité transnationale (RST)** Collectifs formels ou informels de militants qui se mobilisent pour soutenir des luttes dans d'autres pays. Implique souvent (mais pas toujours) des groupes du Nord qui se mobilisent pour des groupes du Sud (par exemple, des célébrités américaines qui se mobilisent pour soutenir le mouvement anti-Apartheid en Afrique du Sud). Cette catégorie inclut le soutien par des activistes d'un mouvement à des activistes d'un autre mouvement, dans un autre pays (par exemple, les militants égyptiens du 6 avril qui ont envoyé des pizzas aux militants syndicaux du Wisconsin en 2011). Note: Les soutiens provenant de syndicats transnationaux ou de groupes de travailleurs organisés sont dans une autre catégorie (voir ci-dessous). *Exemples de RST: Observateurs électoraux canadiens, American Committee on Africa, Association tunisienne des femmes démocrates, FEMEN.*

■ **Individus/personnalités** Une personne agissant à titre individuel (par exemple, un lauréat du prix Nobel de la paix, un avocat célèbre, un financier). Note: cette catégorie exclut les personnes agissant dans le cadre de leur rôle dans un groupe organisé dans toute autre catégorie. *Exemples de personnalités qui se sont illustrées pour leur engagement: Dalai Lama, Desmond Tutu, Elie Wiesel, Betty Williams.*

■ **Organisations gouvernementales internationales (OIG)** toute organisation gouvernementale multilatérale, comme les Nations Unies, la Banque mondiale, l'Organisation internationale du travail ou la Cour pénale internationale. Inclut les OIG régionales telles que l'Union européenne. *Exemples: UNICEF, PNUD, OSCE, OTAN, CE, Banque mondiale, FMI.*

■ **Entreprises/compagnies** Il s'agit généralement d'entreprises multinationales. *Exemples: Shell Oil, General Motors, AT&T, Nike, Barclays, Motorola, Twitter, DigitalGlobe, Columbia Pictures, Google Ideas.*

■ **Gouvernements étrangers** Un gouvernement étranger (par exemple, le gouvernement des États-Unis), une agence au sein d'un gouvernement (par exemple, le département d'État américain), ou un individu agissant au nom d'un gouvernement (par exemple, le Secrétaire d'État américain). *Exemples de gouvernements offrant assistance à des mouvements de résistance civile: États-Unis, Allemagne, Espagne, Pays-Bas, Norvège, Suède, Russie, France, Inde.*

■ **Organisations syndicales transnationales** Tous les syndicats ou groupements de travail transnationaux et non gouvernementaux (par exemple, l'AFL-CIO). Cette catégorie ne comprend pas l'Organisation internationale du travail, qui est une OIG. *Exemples: The Operative Painters and Decorators Union, Central Council of Trade Unions of Czechoslovakia, AFL-CIO, Congress of South African Trade Unions (COSATU), Confédération syndicale internationale, Solidarity Center.*

■ **Groupe rebelle/paramilitaire/milice** Acteur armé non étatique ou semi-étatique à l'intérieur ou à l'extérieur du pays portant une assistance logistique ou de conseil à des mouvements nonviolents (par exemple, les insurgés vietnamiens donnant des conseils aux militants anti-apartheid d'Afrique du Sud). *Exemples: Hamas, Hezbollah, FARC.*

■ **Médias** Une organisation médiatique formelle ou informelle assurant une couverture directe du mouvement. *Exemples: Omroep voor Radio Freedom (radiodiffuseurs pour Radio Freedom en Afrique du Sud), Pan African News Agency, The Guardian, Morning Star, Democratic Voice of Burma.*

TABLE 11: Les bénéficiaires de cette assistance

■ **Organisations de la société civile (OSC)** Organisations formelles de la société civile. Celles-ci peuvent inclure des organisations de défense locales ou transnationales (par exemple, Amnesty International, Human Rights Watch, Nonviolent Peaceforce, International Fellowship of Reconciliation), des fondations et des organisations philanthropiques (par exemple, Open Society, International Center on Nonviolent Conflict, Nonviolence International), des organisations humanitaires (par exemple, la Croix-Rouge internationale et le Croissant-Rouge), des groupes d'éducation ou de formation (par exemple CANVAS, Rhize), et des groupes et institutions religieux (par exemple, Catholic Relief Services). Elles peuvent également inclure des OSC gérées par l'État ou indépendantes. *Exemples: ONG zambiennes, Association des médias électroniques indépendants, Centre pour les élections libres et la démocratie, Izlaz 2000, Croix-Rouge libanaise.*

■ **Universités / groupe d'étudiants** FGroupes formels ou informels d'étudiants, d'éducateurs et d'intellectuels. *Exemples : Groupes d'étudiants du Togo, étudiants des écoles du projet UNESCO, diplômés de l'université de Tunisie, groupes de jeunes haïtiens.*

■ **Individus/personnalités** Une personne agissant à titre individuel (et non dans le cadre de leur rôle dans un groupe organisé). *Exemples: Le blogueur Win Zaw Naing, Zarganar (le comédien le plus célèbre de Birmanie), l'ancien Premier ministre Abd Al-Karim Al-Iryani, un stagiaire du PNUD à Beyrouth, des personnes non spécifiées.*

■ **Entreprises/compagnies** ce sont généralement des petites et moyennes entreprises dans le pays où le mouvement est implanté. Ces entreprises peuvent être détenues par l'État ou être indépendantes. *Exemples: Les hommes d'affaires noirs sud-africains, le secteur laitier tunisien, la Telekritika ukrainienne.*

■ **Gouvernements** Gouvernements (par exemple, le gouvernement égyptien), ou un secteur au sein d'un gouvernement (par exemple, l'armée égyptienne), ou

un individu agissant au nom d'un gouvernement (par exemple, le chef d'état-major de l'armée égyptienne). *Exemples: Gouvernement thaïlandais, gouvernement népalais, gouvernement biélorusse.*

■ **Organisation syndicale/syndicat** Groupes de travailleurs organisés tels que les syndicats, qui peuvent être étatiques ou indépendants. *Exemples: Syndicat des médias indépendants d'Ukraine et Union nationale des journalistes d'Ukraine, Parti bolivien du travail, syndicats biélorusses, Congrès sud-africain des syndicats.*

■ **Groupe rebelle/paramilitaire/milice** Acteur armé non étatique ou semi-étatique provenant de l'intérieur ou de l'extérieur du pay). *Exemples : Front révolutionnaire du Soudan, Front Polisario, rebelles de Papouasie occidentale.*

■ **Médias locaux** organisations médiatiques formelles ou informelles assurant une couverture directe du mouvement. Ils peuvent appartenir à l'État ou être indépendants. *Exemples : Charter-97, Radi B92, Association for Independent Electronic Media (ANEM), Lebanese Broadcasting Corporation.*

■ **Les partis formels d'opposition** Partis politiques d'opposition légaux opérant dans le pays. *Exemples: Coalition Zajedno, Congrès national africain, Parti maoïste du Népal, Parti du Congrès soudanais, Ligue Awami.*

■ **Activistes du mouvement** Les civils, y compris les activistes, les dirigeants de mouvements et les groupes de base qui reçoivent une assistance directe en dehors du contexte de l'une des catégories ci-dessus. *Exemples: activistes des mouvements en Afrique du Sud, Zambie, Ukraine, Tunisie, Yémen, Égypte, Iran.*

■ **Non spécifié** parfois un soutien est apporté et la preuve en existe, sans que l'on puisse préciser le bénéficiaire. *Exemples: Bénéficiaires publics non spécifiés en Syrie, Maroc, Mauritanie, Togo, Tunisie, Ukraine, Afrique du Sud, Liban, Birmanie, Thaïlande.*

■ **Autres** Tous les autres éléments non répertoriés ici. *Exemples: Chefs traditionnels zambiens, groupes minoritaires locaux en Serbie, communauté Lakas aux Philippines, parents des victimes de la guerre du gaz en Bolivie, femmes thaïlandaises leaders de leur mouvement.*

Cette extraordinaire encyclopédie d'informations permet aux militants pro-démocratie d'identifier de manière exhaustive et précise les possibilités d'aide extérieure les plus prometteuses. Sur la base de leurs résultats, Chenoweth et Stephan proposent neuf observations générales :

- *Peu de soulèvements nonviolents au cours des vingt dernières années ont existé sans une attention et une implication internationales significatives.*
- *Un investissement à long terme dans la société civile et les institutions démocratiques peut renforcer les fondements sociétaux des mouvements nonviolents.*
- *Les activistes qui reçoivent une formation avant le pic de mobilisation sont beaucoup plus susceptibles de mobiliser des campagnes avec des effectifs élevés, peu de morts et une plus grande probabilité de défections. La formation permet d'acquérir des compétences importantes, mais ce qui est peut-être encore plus important, c'est qu'elle peut offrir des possibilités directes de création de relations, d'apprentissage entre pairs et d'espaces pour la planification stratégique.*
- *L'atténuation de la répression du régime par le biais d'un engagement politique, diplomatique et sécuritaire est une forme d'aide essentielle qui favorise un environnement propice à l'organisation et à la mobilisation nonviolentes.*
- *De manière générale, le soutien des gouvernements étrangers semble aider indirectement la plupart des campagnes. Mais cette constatation ne signifie pas que l'aide directe des gouvernements aide les mouvements à gagner.*
- *Quand le soutien extérieur se porte sur des groupes armés, alors cela tend à miner les mouvements nonviolents de nombreuses façons.*
- *Les régimes répressifs bénéficient souvent du soutien extérieur d'alliés puissants, ce qui constitue un défi de taille pour les militants.*
- *Le financement direct des mouvements a peu d'effets sur les caractéristiques des mouvements ou sur leurs résultats..... L'impact maximal s'observe lorsque le financement extérieur se caractérise par sa flexibilité qui lui font échapper aux lourdeurs bureaucratiques.*

Manifestations de paysans anti-Marcos pendant le mouvement populaire de 1986 contre le dictateur aux Philippines.

- *La coordination des donateurs est importante pour pouvoir soutenir efficacement les campagnes nonviolentes..... Cette observation nous aide à comprendre l'importance non seulement du "qui" et du "quoi" de l'aide extérieure, mais aussi du "comment". L'unité et la cohésion sont aussi essentielles à la communauté des donateurs qu'elles le sont pour les mouvements.....*[31]

Alors que cette étude met en lumière les nombreuses opportunités de capitaliser sur la disponibilité de l'aide extérieure, il existe des mises en garde avec chacune des formes d'intervention sauf une : «de toutes les formes d'assistance, la formation est celle qui semble dans tous les cas soutenir efficacement les campagnes nonviolentes de manière significative[32]».

31 Chenoweth and Stephan, *The Role of External Support*, 1–3.

32 Ibid., 5.

Pour que les tyrans du monde prennent leur «retraite» le plus rapidement possible, les militants pro-démocratie doivent devenir plus efficaces et compétents. La formation des dissidents aux strategies de lutte nonviolente n'offre que des avantages et doit être une priorité autant que faire se peut. Ce transfert de connaissances à des centaines de milliers de militants pro-démocratie jouant des rôles clés peut offrir à l'humanité entière l'une des plus grandes opportunités de saper la tyrannie. C'est sur ce point que devraient se concentrer les efforts mondiaux, en particulier les soutiens provenant des acteurs privés et des fondations.

La résilience d'une campagne de résistance civile se mesure par le nombre de participants qu'elle mobilise. Les tyrans savent pertinemment que plus il y a de monde dans le mouvement, moins la répression violente du régime aura d'impact et la capacité de ce dernier à contrôler la population en sera d'autant plus réduite.

4

Chapitre 4

Comment les dissidents gèrent-ils les conflits ?

CHECKLIST QUESTION #5 | **Les forces citoyennes défiant le régime sont-elles capables de croître en nombre et en diversité ?**

Le taux de participation civile est l'une des tendances les plus importantes que les dirigeants de mouvements doivent surveiller et s'efforcer d'accroître au cours d'un conflit nonviolent. L'évolution du nombre et de la diversité des personnes qui s'engagent dans la résistance civile est un baromètre qui indique si la dynamique du conflit favorise le tyran ou les dissidents.

Lorsqu'il s'agit de mesurer la résilience d'un mouvement, ce sont les chiffres qui comptent le plus. Les tyrans savent bien que plus il y a de participants aux efforts de résistance civile, moins leur recours à la répression violente aura d'impact et moins ils auront de chances de maintenir leur contrôle sur la population.

À mesure que la base de soutien d'une campagne s'élargit pour inclure de nouveaux groupes dotés de compétences, d'opportunités et de ressources spécifiques, elle peut diversifier ses tactiques en ouvrant de nouveaux fronts contre le tyran. Par exemple, les ouvriers d'une usine peuvent se mettre en grève (premier front), puis être rejoints par les mineurs qui cessent également le travail (deuxième front). Les étudiants peuvent boycotter les cours (troisième front). Les agriculteurs peuvent perturber la chaîne d'approvisionnement alimentaire sur une base géographiquement dispersée (quatrième front). De nouvelles tactiques sur des fronts supplémentaires (par exemple, les établissements de santé et les événements sportifs) peuvent être incorporées au fur et à mesure que le conflit progresse. Chaque cadre de la résistance civile dispose de ses propres réseaux

et atouts, tandis que le tyran doit utiliser ses ressources dans de plus en plus de directions, au risque de les épuiser, pour tenter d'obtenir l'accès qui lui est refusé dans différents espaces et à différents moments.

Tout comme les groupes peuvent refuser au dictateur l'accès à leurs réseaux et à leurs actifs, ils peuvent également offrir leurs capacités à une campagne de résistance civile en plein essor. Cela peut notamment se manifester lorsque les partisans d'un mouvement collaborent pour créer des structures sociales, économiques et politiques parallèles, en guise d'alternative au statu quo oppressif du régime. Au fur et à mesure que la participation augmente, ces institutions alternatives offrent des bases supplémentaires au mouvement pour assurer sa puissance et sa résilience, et elles peuvent jouer un rôle essentiel dans la stabilisation et la consolidation des gains réalisés par le mouvement, en particulier lorsqu'il se rapproche d'une transition démocratique.[33]

Des taux élevés de participation civile augmentent également la probabilité de défections des piliers de soutien du tyran. Plus le nombre de personnes qui participent à une campagne est élevé, plus la campagne peut entretenir de liens avec les principaux soutiens de son adversaire. Les fonctionnaires, les politiciens, les membres des forces de sécurité, les hommes d'affaires qui profitent du régime, les membres de l'appareil judiciaire et les journalistes qui travaillent pour les médias d'État sont tous susceptible de connaître personnellement des personnes qui participent à un conflit nonviolent, lorsque celui-ci atteint un taux de participation élevé. Leur attitude peut être influencée par les personnes de leur entourage qui vont leur faire honte d'avoir profité de la dictature. Plus les membres de leur famille, leurs amis, leurs collègues, les autorités religieuses des églises ou temples dont ils font partie, et les autres personnes qui leur sont chères, sont favorables à la campagne et critiques à l'égard du tyran, plus grande est la probabilité que leur loyauté change de camp.

Parmi les participants aux campagnes de résistance civile, il faut porter une attention particulière au rôle des femmes. Les historiens ont récemment mis en évidence que lors des campagnes

33 Voir également Maciej Bartkowski, " Alternative Institution-Building as Civil Resistance ", Minds of the Movement, mis en ligne le 13 juin 2018. https://www.nonviolent-conflict.org/blog_post/alternative-institution-building-civil-resistance/.

nonviolentes du passé, les femmes ont joué un rôle prépondérant, qui n'avait pas jusque là été étudié ni reconnu. Entre 1949 et 2013, il y a eu au moins 95 campagnes nonviolentes qui ont été victorieuses, et où a pu être documenté une participation massive des femmes en première ligne, que ce soit contre un occupant étranger militairement plus puissant, contre un régime colonial, ou contre un régime national répressif (voir tableau 12). L'ensemble de données "Women in Resistance" (WiRe) a montré que «la participation des femmes est fortement corrélée avec le succès des campagnes de résistance»[34] L'implication des femmes augmente les niveaux de participation publique, accroît les chances de défections de l'armée et améliore la probabilité de maintenir une discipline nonviolente. En effet, l'absence de forte participation des femmes en première ligne augmente de 24 % les risques d'échec de la résistance civile.[35]

TABLEAU 12 : 95 campagnes de résistance civile victorieuses avec une participation significative des femmes. Participation en première ligne contre les tyrannies étrangères ou nationales entre 1949 et 2013[36]

Campagne	Localisation	Début	Fin	Cible
Mouvement du Parti de la Convention du peuple	Ghana	1949	1957	Empire britannique
Campagne anti-Jimenez	Venezuela	1958	1958	La dictature de Jimenez
Révolution d'avril	Corée du Sud	1960	1960	Le régime de Rhee
Mouvement pour l'indépendance de la Zambie	Zambie	1961	1963	Empire britannique
Campagne anti-Karamanlis	Grèce	1963	1963	Le régime Karamanlis
Campagne anti-Huong	Sud du Vietnam	1964	1965	Gouvernement du Sud-Vietnam, Premier ministre Tran Van Huong
Campagne anti-Tsiranana	Madagascar	1972	1972	Le régime de Tsiranana
Campagne anti-militaire grecque	Grèce	1973	1974	Le régime militaire
Révolution des œillets	Portugal	1973	1974	Le régime militaire
Le soulèvement thaïlandais de 1973	Thaïlande	1973	1973	Dictature militaire

34 Erica Chenoweth, Conor Seyle, et Sahana Dharmapuri, Women's Participation and the Fate of Nonviolent Campaigns : A Report on the Women in Resistance (WIRE) Data Set (Policy Brief). Broomfield, CO : One Earth Future, octobre 2019. https://www.oneearthfuture.org/file/1964/download?token=VUcOhryR.

35 Ibid.

36 Basé sur Erica Chenoweth, Women in Resistance Dataset, V1 (2019), distribué par Harvard Dataverse, V3, https://doi.org/10.7910/DVN/BYFJ3Z.

Campagne	Localisation	Début	Fin	Cible
Mouvement pro-démocratique	Argentine	1977	1983	Junte militaire
Campagne anti-Bhutto	Pakistan	1977	1977	Premier ministre Zulfikar Ali Bhutto
Campagne bolivienne contre les juntas	Bolivie	1977	1982	Les juntes militaires
Campagne anti-Indira (phase 3)	Inde	1977	1977	Premier ministre Indira Gandhi
Révolution iranienne	Iran	1977	1979	Shah Reza Pahlavi
Mouvement pro-démocratie à Taiwan	Taiwan	1979	1985	Régime autocratique
Solidarité	Pologne	1980	1989	Régime communiste
Campagne anti-Pinochet	Chili	1983	1989	Augusto Pinochet
Le pouvoir du peuple	Philippines	1983	1986	Ferdinand Marcos
Campagne anti-militaire en Uruguay	Uruguay	1984	1985	Le régime militaire
Deuxième campagne de défiance sud-africaine	Afrique du Sud	1984	1994	Apartheid
Diretas já	Brésil	1984	1985	Le régime militaire
Campagne anti-Duvalier	Haïti	1985	1986	Jean Claude Duvalier
Campagne anti-Jaafar	Soudan	1985	1985	Jaafar Nimeiry
Mouvement anti-militaire sud-coréen	Corée du Sud	1986	1987	Gouvernement militaire
Campagne anti-Ershad	Bangladesh	1987	1990	Le régime militaire
Campagne anti-PRI	Mexique	1987	2000	Un gouvernement corrompu
La révolution chantante	Estonie	1987	1991	Régime communiste
Mouvement anti-coup d'Etat en Argentine	Argentine	1987	1987	Tentative de coup d'État
Campagne anticommuniste au Belarus	Bélarus	1988	1991	Régime communiste
Mouvement pro-démocratie/Sajudis	Lituanie	1988	1991	Régime lituanien
La résistance timoraise	Timor oriental	1989	1999	Occupation indonésienne
Mouvement anti-communiste mongol	Mongolie	1989	1990	Régime communiste
Mouvement pro-démocratique ivoirien	Côte d'Ivoire	1989	1990	Régime de Felix Houphouët Boigny
Bénin anticommuniste	Bénin	1989	1990	Régime communiste
Mouvement pro-démocratique	Lettonie	1989	1991	Régime communiste
Révolution de velours	Tchécoslovaquie	1989	1989	Régime communiste

Campagne	Localisation	Début	Fin	Cible
Public contre la violence	Slovaquie	1989	1992	Gouvernement communiste tchèque
Slovénie anticommuniste	Slovénie	1989	1990	Régime communiste
Mouvement pro-démocratique	Hongrie	1989	1989	Régime communiste
Campagne anti-Burnham/Hoyte	Guyane	1990	1992	Régime autocratique de Burnham/Hoyte
Campagne anti-militaire au Niger	Niger	1990	1992	Le régime militaire
CCCN et mouvement d'union pro-démocratique	République centrafricaine	1990	1993	Présidence de Kolingba
Mouvement démocratique du Kirghizstan	Kirghizstan	1990	1991	Régime communiste
La Zambie contre la règle du parti unique	Zambie	1990	1991	La règle du parti unique
Campagne anti-militaire au Mali	Mali	1990	1991	Le régime militaire
Le Stir	Népal	1990	1990	Régime monarchique/Panchayat
Manifestations du syndicat des étudiants	Ukraine	1990	1990	Le régime de Masol
Mouvement pro-démocratique	Russie	1990	1991	tentative de coup d'État
Mouvement d'indépendance slovène	Slovénie	1990	1991	Régime yougoslave
Mouvement albanais anti-communiste	Albanie	1990	1991	Régime communiste
Campagne anti-Arap Moi	Kenya	1990	1991	Daniel Arap Moi
Voix actives	Madagascar	1991	1993	Didier Radsiraka
Campagne anti-Banda	Malawi	1992	1994	Le régime Banda
Mouvement pro-démocratique	Thaïlande	1992	1992	Régime Suchinda
Mouvement anti-militaire au Nigeria	Nigeria	1993	1999	Le régime militaire
Mouvement anti-Milosevic	Serbie	1996	2000	Le régime de Milosevic
Campagne anti-Suharto	Indonésie	1997	1998	Le régime de Suharto
Manifestations d'étudiants (Anti-Habibie)	Indonésie	1999	1999	Président BJ Habibie
Mouvement pro-démocratique croate	Croatie	1999	2000	Système semi-présidentiel
Campagne anti-Diouf	Sénégal	2000	2000	Gouvernement Diouf
Campagne anti-Fujimori	Pérou	2000	2000	Gouvernement Fujimori
Campagne anti-Rawlings	Ghana	2000	2000	Gouvernement Rawlings

Campagne	Localisation	Début	Fin	Cible
Deuxième mouvement du pouvoir populaire	Philippines	2001	2001	Le régime d'Estrada
Campagne anti-Chiluba	Zambie	2001	2001	Le régime de Chiluba
Mouvement népalais anti-gouvernemental	Népal	2002	2006	Gouvernement népalais ; loi martiale
Mouvement pro-démocratique	Madagascar	2002	2002	Régime Radsiraka
Campagne anti-Sanchez de Lozada	Bolivie	2003	2003	Président Sanchez de Lozada
Campagne anti-gayoom	Maldives	2003	2008	Le régime de Gayoom
Campagne anti-Aristide	Haïti	2003	2004	Le président haïtien Jean Bertrand Aristide
Révolution des roses	Géorgie	2003	2003	régime de Chevardnadze
La révolution des tulipes	Kirghizstan	2005	2005	Le régime d'Akayev
Togo : crise anti-Gnassingbé/Coup d'Etat	Togo	2005	2005	Régime du président Faure Gnassingbé
Campagne anti-Thaksin	Thaïlande	2005	2006	Le régime de Thaksin
Rébellion des Forajidos	Équateur	2005	2005	Président équatorien Colonel Lucio Gutierrez
La révolution du cèdre	Liban	2005	2005	Forces syriennes
Manifestations de la Ligue Awami	Bangladesh	2006	2007	Gouvernement provisoire
Crise politique au Liban	Liban	2006	2008	Gouvernement du Premier ministre Fouad Siniora
Campagne anti-Musharraf (Mouvement des avocats)	Pakistan	2007	2008	Gouvernement Musharraf
Campagne anti-Saakashvilli	Géorgie	2007	2013	Le régime de Saakashvili
Mouvement anti-Mubarak	Égypte	2007	2011	Gouvernement
Révolution de la coutellerie (Révolution des ustensiles de cuisine)	Islande	2008	2009	Gouvernement du Premier ministre Geir Haarde
Campagne de l'Alliance populaire pour la démocratie	Thaïlande	2008	2008	Gouvernement du Parti du pouvoir populaire
Mouvement anti-Ravalomanana	Madagascar	2009	2009	Gouvernement Ravalomanana
Deuxième révolution	Kirghizstan	2010	2010	Président kirghize Kurmanbek Bakiyev
Campagne pro-Ouattara	Côte d'Ivoire	2010	2011	Régime de Gbagbo
La révolution du jasmin	Tunisie	2010	2011	Régime de Ben Ali
Manifestations anti-gouvernementales maoïstes	Népal	2010	2010	Gouvernement de Madhav Kumar
Campagne anti-Mutharika	Malawi	2011	2012	Gouvernement du Président Mutharika

Campagne	Localisation	Début	Fin	Cible
Campagne anti-Ali Abdullah Saleh	Yémen	2011	2012	Gouvernement (régime de Saleh)
Manifestations contre le gouvernement anti-islamiste	Tunisie	2013	2014	Parti Ennahda
Campagne “Danse avec moi”	Bulgarie	2013	2014	Gouvernement du Premier ministre Oresharski
Mouvement civil pour la démocratie	Thaïlande	2013	2014	Gouvernement Yingluck
Euromaïdan	Ukraine	2013	2014	Président Yanukovych
Manifestations anti-Morsi	Égypte	2013	2013	Président Morsi

Une question à considérer est de savoir s’il existerait des circonstances particulières dans lesquelles une campagne devrait chercher à minimiser son taux de participation ? La réponse est non. Il n’existe aucune circonstance dans laquelle de faibles niveaux de participation sont préférables à des niveaux élevés. Selon Chenoweth et Stephan :

> *A travers l’histoire et quel que soit le lieu, les campagnes de grande importance ont beaucoup plus de chances de réussir que les petites. Une augmentation du nombre de participants actifs d’un point de pourcentage fait qu’une campagne augmente ses chances de victoire de 10 %. On observe [voir Figure 16] les effets du nombre de participants par habitant sur la probabilité de réussite d’une campagne. La tendance est claire : plus la participation augmente, plus la probabilité de succès augmente également.*[37] [38]

Existe-t-il des seuils de participation civile requis pour que la

37 Chenoweth et Stephan, *Why Civil Resistance Works,* 39.

38 NDT: Pour lire correctement la figure 16, il faut procéder de la manière suivante:

L’axe des x représente le logarithme du nombre de participants pour 1000 habitants. Pour trouver le taux de participation, il faut calculer 10 à la puissance x.

Quand x = 0.5 la participation est de $10^{0.5}$ = 3.16 pour mille personnes

Quand x = 1 la participation est de 10^{1} = 10 pour mille personnes, c’est à dire 1%

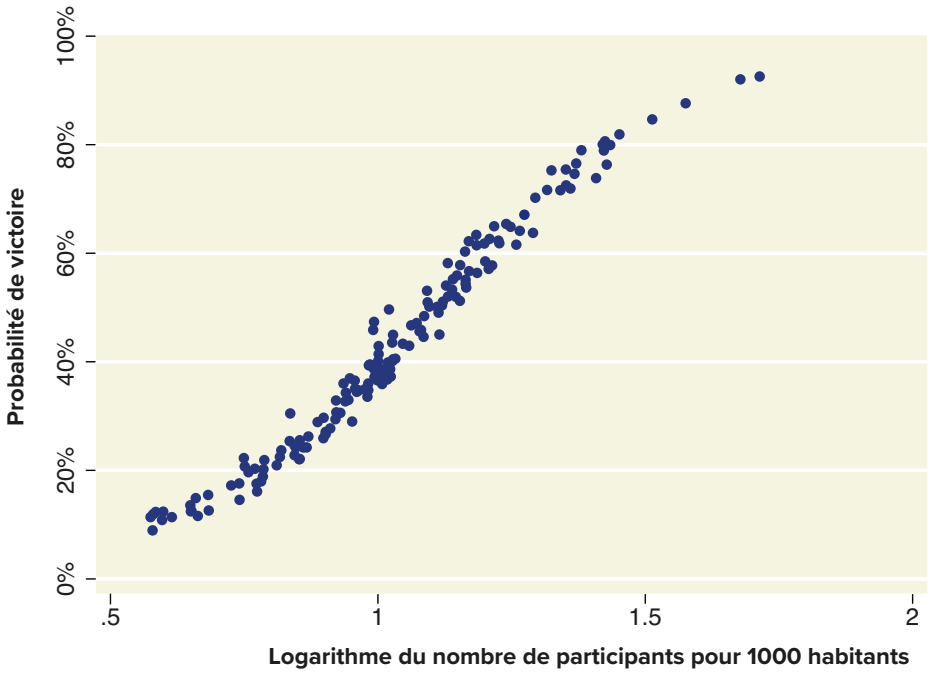
Quand x = 1.5 la participation est de $10^{1.5}$ = 31.6 pour mille personnes, soit 3.16%

Notons que le seuil de participation de 3,5 % (35 pour mille) trouvé par Erica Chenoweth et Maria Stephan comme étant statistiquement presque toujours associé à la victoire des mouvements, correspond sur l’axe des x à:

log (35) = 1.54 pour lequel la figure 16 montre une probabilité de victoire supérieure à 80%.

FIGURE 16: Logarithme du taux de participation à une campagne de résistance civile et chances de victoire

Source: Erica Chenoweth and Maria J. Stephan, *Why Civil Resistance Works: The Strategic Logic of Nonviolent Conflict* (New York, NY: Columbia University Press, 2011), 40.



résistance civile réussisse ? La réponse est oui, il existe des seuils, mais ils sont propres à chaque campagne et ne peuvent être connus qu'a posteriori.

Dans leur recherche quantitative, Chenoweth et Stephan définissent la participation à un mouvement comme «l'engagement actif et observable des individus dans une action collective».[39] Selon cette mesure, Chenoweth a constaté que 165 des 167 campagnes nonviolentes menées entre 1945 et 2014 ont réussi lorsqu'elles ont obtenu la participation de 3,5 % ou plus de la population d'une société. En fait, de nombreuses campagnes nonviolentes ont réussi avec des niveaux de participation plus faibles.[40]

La participation de 3,5 % de la population d'une société peut sembler remarquablement faible, et à bien des égards, elle l'est. Cependant, il est également important de noter que la définition de

39 Chenoweth et Stephan, 30.

40 Erica Chenoweth, " Questions, Answers, and Some Cautionary Updates Regarding the 3.5% Rule ", Carr Discussion Paper Series, 2020-05 (Cambridge, MA : Harvard Kennedy School, Spring 2020).

la «participation» de Chenoweth-Stephan prend en compte le plus grand nombre *observable* de personnes *visiblement* engagées dans des tactiques de résistance civile au cours d'une journée donnée (c'est-à-dire le nombre de personnes participant à des protestations ou autres manifestations dans tout le pays). Par conséquent, il n'est pas nécessairement représentatif de l'ampleur de la participation au mouvement, car de nombreuses formes de participation à la résistance civile ne sont pas facilement observables par des chercheurs extérieurs dans une évaluation faite après que les évènements aient eu lieu. Plus précisément, les tactiques dispersées ou les tactiques d'omission (c'est-à-dire les grèves et les boycotts) sont beaucoup plus difficiles à mesurer en termes de taux de participation.

Tout aussi crucial que le nombre de dissidents qui participent à un moment donné à la lutte, un paramètre essentiel est le nombre de partisans et de dissidents potentiels qui pourraient être recrutés à l'avenir.

Pour chaque participant visiblement observable, il y a de nombreux partisans plus passifs et non visibles, mais qui ont un impact positif sur une campagne de résistance civile, en en parlant à leurs connaissances, en permettant à d'autres de participer plus activement, ou en offrant protection, abri et soutien aux militants pro-démocratie persécutés ou à leurs familles. Dans une famille élargie composée de pères, de mères, de fils, de filles, de tantes, d'oncles et de cousins, il se peut qu'une seule personne participe activement et visiblement à un conflit, mais que tous les membres de la famille soutiennent la campagne et que chacun mobilise son réseau de contacts afin de motiver d'autres personnes à participer.

Par conséquent, le seuil de participation de 3,5 % identifié par Chenoweth et Stephan est très probablement inférieur au nombre réel de personnes qui participent — dont beaucoup ne sont pas nécessairement visibles — et certainement inférieur au nombre total de personnes qui soutiennent les objectifs du mouvement. Néanmoins, la statistique de 3,5 % illustre bien la puissance de la résistance civile. Pour réussir, un mouvement de résistance civile nécessite que la majorité des gens soutiennent activement ou passivement le mouvement ou que du moins, une majorité ne lui fasse

pas obstacle. Il n'est toutefois pas nécessaire que la majorité des gens s'engagent dans une mobilisation à haut risque à un moment donné pour que le mouvement soit efficace. Lorsque des milliers ou des millions de personnes décident de retirer visiblement ou invisiblement leur soutien aux tyrans de manière organisée et stratégique, les régimes d'oppression n'ont pas la capacité de les contraindre continuellement et finissent par perdre les moyens de rester au pouvoir.

Tout aussi crucial que le nombre de dissidents qui participent à un moment donné à la lutte, un paramètre essentiel est le nombre de partisans et de dissidents potentiels qui pourraient être recrutés à l'avenir. Les responsables de la campagne ne peuvent pas se satisfaire de taux de participation élevés, car les militants pro-démocratie peuvent perdre leur enthousiasme au fil du temps et se détacher émotionnellement du conflit. Il faut donc recruter de nouveaux dissidents en permanence. Si les taux de participation ne sont pas maintenus, ils se dégraderont, et même des taux en légère baisse par rapport à des niveaux exaltés constituent une évolution négative.

Une façon de maintenir des taux de participation élevés consiste à confier aux citoyens des tâches qui exigent un engagement régulier. C'est ce que Gandhi a fait en demandant à la population indienne d'utiliser des métiers à tisser individuels pour filer leur propre tissu. L'obéissance aux demandes de Gandhi présentait trois avantages : elle maintenait la solidarité et la conscience de la continuation du conflit nonviolent au sein de la population; elle créait une base de dissidents prêts à adopter des tactiques plus agressives; et elle faisait pression sur les usines textiles de Lancashire en sapant la demande d'exportation de leurs produits en Inde.

Le programme constructif de Gandhi est un exemple de ce que l'on appelle la création d'institutions alternatives. Luke Abbs écrit dans son étude *L'impact de la résistance nonviolente sur la guerre civile et sa transition pacifique* :

> *Les campagnes non-violentes produisent souvent des institutions alternatives pour contrer les institutions étatiques inefficaces ou discriminatoires. Les institutions alternatives, telles que les systèmes d'éducation et de gouvernance parallèles, sont autosuffisantes et basées sur des activités"grassroot" qui peuvent promouvoir*

l'inclusivité.[41]

En maintenant des taux de participation élevés par la création d'institutions alternatives, les doubles-penseurs latents peuvent à un moment donné de l'évolution du conflit se sentir encouragés à révéler leur préférence pour le mouvement et contre le régime.

Pour mobiliser les gens, un mouvement doit en premier lieu analyser les raisons pour lesquelles les gens restent obéissants dans la société. Gene Sharp a cité sept raisons principales pour lesquelles les gens obéissent à des systèmes oppressifs. La liste de Sharp a été ensuite étoffée et développée par d'autres chercheurs. Dix raisons fondamentales sont incluses ici. Identifier lesquelles de ces raisons sont opérantes sur différents segments de la population, y compris au niveau individuel, est une tâche importante.

41 Luke Abbs, *The Impact of Nonviolent Resistance on the Peaceful Transformation of Civil War* (Washington, DC: ICNC Press, 2021), 45.

TABLEAU 13

1 PEUR DU CHÂTIMENT

2 HABITUDE

3 OBLIGATION MORALE

4 INTÉRÊT PERSONNEL

5 IDENTIFICATION PSYCHOLOGIQUE AVEC LE DIRIGEANT

10 RAISONS PRINCIPALES

POUR LESQUELLES LES GENS OBÉISSENT À DES SYSTÈMES OPPRESSIFS

6 INDIFFÉRENCE ET APATHIE

7 MANQUE DE CONFIANCE EN SOI

8 IGNORANCE

9 CONFORMITÉ

10 COMMUNAUTÉ

■ PEUR DU CHÂTIMENT

De nombreuses personnes obéissent par peur des sanctions. Les sanctions infligées par le tyran en cas de désobéissance peuvent inclure la perte d'un emploi, d'une réputation professionnelle, de privilèges, d'un statut, d'une promotion, d'argent, de biens, de droits légaux, ainsi que l'ostracisme de la communauté. Ces sanctions d'ordre social, qui ne s'attaquent pas physiquement à la personne, peuvent être très puissantes lorsqu'elles sont utilisées de manière sélective et stratégique par un régime. La menace de sanctions de moindre degré par le régime peut être aussi coercitive que l'utilisation réelle de sanctions plus sévères, y compris la répression physique, l'emprisonnement, la torture et la mort. Certaines personnes craignent personnellement les sanctions pour elles-mêmes, mais la plupart craignent davantage les sanctions pour l'effet qu'elles auraient sur leur famille ou d'autres personnes qui leur sont chères.

En ce qui concerne les sanctions, c'est l'effet dissuasif qui est le plus puissant. Les États n'ont pas la capacité de contraindre physiquement les masses à obéir, une personne à la fois. Ils créent donc une peur généralisée des sanctions qui pousse l'écrasante majorité à obéir immédiatement. Pour ce faire, ils s'en prennent à tout individu qui désobéit ouvertement, afin de pouvoir l'utiliser comme exemple pour répandre la peur chez les autres.

■ HABITUDE

Avec le temps, l'obéissance passive ou active à l'autorité perçue peut devenir une habitude. Après des années de conditionnement, les gens peuvent cesser de se demander pourquoi ils font ce qu'ils font. Lorsqu'une figure d'autorité acceptée (par exemple, un patron, un chef religieux, un ancien de la communauté, un enseignant, un médecin, le chef de famille) leur dit de faire quelque chose, ils suivent les ordres sans réfléchir.

■ OBLIGATION MORALE

Certaines personnes obéissent à des lois ou des pratiques oppressives parce qu'elles estiment que c'est leur obligation morale de le faire. Elles peuvent penser que leur obéissance sert le bien commun de la société ou la poursuite d'une tradition culturelle ou religieuse qui est plus importante que leurs préférences individuelles en matière de liberté.

■ INTÉRÊT PERSONNEL

L'intérêt personnel est un puissant facteur de motivation. L'argent, l'emploi, le statut social, la sécurité familiale, l'admission à l'université, l'accès à de bons soins de santé et d'autres avantages matériels ou privilèges peuvent tous inciter à l'obéissance. Certains États essaient d'employer directement de nombreuses personnes afin de pouvoir lier l'intérêt personnel de ces personnes à la viabilité de l'État. Les membres du monde des affaires sont également souvent liés au statu quo par leur intérêt personnel.

■ IDENTIFICATION PSYCHOLOGIQUE AVEC LE DIRIGEANT

Certains dirigeants essaient de se présenter comme les pères d'une tribu, d'un groupe ethnique ou d'une nation. Les gens se sentent presque en famille avec ces dirigeants, leur font confiance au-delà de toute raison, sont émotionnellement liés à eux et pensent que ce qui est bon pour les dirigeants est bon pour leur groupe ethnique ou leur nation. Parfois, ces dirigeants ont conduit une nation à travers un moment historique particulier (comme une lutte contre une puissance coloniale) qui est ensuite mythifié et devient une base pour leur revendication de légitimité durable. Dans d'autres cas, le dirigeant revendique une sorte d'autorité religieuse ou idéologique qui le fait paraître intrinsèquement bon et échappant à toute critique.

■ INDIFFÉRENCE ET APATHIE

Les gens peuvent se soumettre à un régime oppressif parce qu'ils prétendent ne pas se soucier de la politique et être indifférents ou apathiques à la souffrance créée par le tyran. Ils peuvent exprimer que les choses sont «comme ça et ont toujours été comme ça» et qu'il n'y a donc rien à faire. Toutefois, ces affirmations d'indifférence et d'apathie peuvent dissimuler des sentiments plus profonds d'impuissance. En réalité, de nombreuses personnes feraient quelque chose contre l'oppression dont elles sont victimes si elles avaient le sentiment de pouvoir avoir un impact ou si elles savaient plus précisément quoi faire.

■ MANQUE DE CONFIANCE EN SOI

Les tyrans projettent intentionnellement une image d'invincibilité

pour essayer de détruire la confiance des gens dans leur capacité à contester avec succès le système ou à croire qu'il existe une alternative au pouvoir du tyran. Les tyrans répriment les groupes d'opposition au point de prétendre qu'il n'y a pas d'autres groupes ou leaders qualifiés pour gouverner. S'il existe des cas où des personnes ont essayé de défier le tyran et ont échoué, le tyran créera une forte propagande autour de ces cas pour renforcer le sentiment de désespoir parmi la population générale.

■ IGNORANCE

L'information, c'est le pouvoir, et les tyrans font tout leur possible pour que leur peuple ignore tout de la corruption, de l'incompétence, du copinage et des abus du régime (à l'exception des abus qu'ils rendent délibérément publics pour susciter la peur au sein de la population). Les tyrans trouvent toujours des boucs émissaires afin de les rendre responsables de toutes les difficultés que le pays endure. Lorsqu'un mouvement de résistance civile défie le tyran sur des questions telles que la corruption, les violations des droits de l'homme ou le manque de responsabilité du gouvernement, le tyran prétend que des milliers ou des millions de résistants civils font eux-mêmes partie d'une conspiration extérieure et constituent une menace pour la nation. Les tyrans ne pourront jamais expliquer de manière convaincante comment des milliers ou des millions de personnes qui donnent personnellement de leur temps pour participer à une campagne en faveur de la démocratie, qui prennent des risques, qui font des sacrifices et qui travaillent ensemble dans un but commun, sont sensées le faire pour le compte d'une puissance étrangère. Pourtant, par ignorance, certaines personnes croiront en cette propagande et continueront à obéir au tyran pour cette raison.

■ CONFORMITÉ

Les gens se sentent en sécurité quand ils font partie d'un ensemble de grande taille. Lorsque beaucoup de gens obéissent, un individu est plus susceptible de les rejoindre que de se tenir à l'écart. Il existe une véritable peur de la non-conformité, et il est difficile et risqué d'être les premiers individus à cesser de se conformer, à poser des questions difficiles, et à risquer de perdre les avantages dont ils jouissent en restant dans l'anonymat et en se fondant dans la masse.

■ COMMUNAUTÉ

Le sentiment d'appartenance à une communauté peut être un facteur de motivation très fort pour le consentement et l'obéissance. Si une communauté procure aux gens un sentiment d'identité et d'appartenance qui donne du sens à leur vie, et donne une validation à leurs actions, ils mettront tout en oeuvre pour continuer à faire partie de cette communauté, même s'ils sont personnellement en désaccord avec la façon dont la communauté choisit d'agir face au conflit nonviolent. Les communautés peuvent également exercer une pression sociale ou fixer des attentes sociales d'une manière qui amène les gens à douter de leur propre jugement ou à l'ignorer, de sorte qu'ils ne réfléchissent plus à leurs actes de manière critique, au nom de la préservation de leur communauté.

Les leaders d'un conflit nonviolent doivent faire l'inventaire de leur ensemble de supporters en tenant compte de tous les détails au niveau le plus fin. Ils doivent comprendre les raisons précises de la passivité ou de la résignation individuelle et trouver des moyens de motiver des actions spécifiques utiles à la campagne. Une raison d'être optimiste est que lorsque ceux qui sont initialement réticents décident finalement d'accomplir une tâche (petite ou grande) dans le cadre de la résistance civile, alors ces nouveaux convertis montrent en général un appétit accru pour en faire davantage. Il en va de même pour les dissidents de la première heure qui auraient pu montrer des signes de fatigue: un simple acte d'opposition dans lequel ils s'engagent peut leur faire prendre conscience à nouveau que leurs actions ont un impact, et raviver leur passion afin de continuer à s'engager dans une campagne de résistance civile avec une dynamique gagnante.

CHECKLIST QUESTION #6

La croyance du tyran en l'efficacité de la répression violente est-elle susceptible de diminuer ?

Tout comme les compétitions sportives sont imprévisibles en raison des variations importantes du niveau de confiance relatif des joueurs, la croyance d'un tyran en l'efficacité de la répression violente et sa capacité réelle à la déclencher dépendent également de sa confiance. Mais comment évaluer si la confiance d'un tyran augmente ou diminue ? Il est déjà difficile de mesurer l'état des con-

victions d'un tyran et savoir ce qui se passe dans sa tête à un moment donné, mais prévoir comment ses convictions peuvent évoluer dans le temps relève de l'impossible.

Ivan Marovic, l'un des leaders du mouvement étudiant Otpor qui a précipité la chute de Slobodan Milosevic en Serbie, offre un point de vue pertinent. Il suggère que la perception de la diminution des niveaux de violence «se fait de l'extérieur vers l'intérieur». Le tyran peut être le dernier à savoir que sa répression se retourne contre lui, car il existe plusieurs indicateurs et marqueurs qui sont plus apparents pour les activistes pro-démocratie que pour le régime. Les dissidents observeront qu'ils bénéficient d'une plus grande liberté de mouvement, ce qui les incitera à s'engager dans des actions de perturbation plus visibles. Les doubles-penseurs latents seront peut-être plus prompts à se dévoiler, car la crainte de représailles sera moindre. Et les transfuges potentiels — en particulier dans l'armée et la police — se rendront compte qu'en menaçant simplement de refuser d'être les agents de la violence, ils pourront sérieusement limiter les possibilités de recours à la force du tyran.

Si des millions de personnes participent à des actions d'arrêt de travail, comment les forces de sécurité peuvent-elles les trouver et les arrêter toutes?

Les tyrans peuvent avoir plus d'une bonne raison d'utiliser la violence contre un mouvement populaire. En effet, de 1900 à 2006, 88 % de toutes les insurrections (violentes et nonviolentes) ont été accueillies par la violence. En outre, le taux de réussite d'une campagne de résistance civile diminue d'environ un tiers lorsqu'elle est confrontée à une répression violente.

La violence du régime peut impacter directement le leadership d'un mouvement, restreindre la liberté de mouvement et d'expression, et saisir les biens des familles pour les priver d'un abri, de nourriture et de médicaments. En outre, cette violence peut créer des divisions au sein du mouvement en réprimant une faction tout en offrant des concessions à une autre. Enfin, cette répression violente peut inciter les membres d'une résistance civile les plus frustrés et les plus craintifs à rompre avec leur engagement envers la discipline nonviolente. L'impact cumulatif d'une répression fréquente peut renforcer un sentiment de peur et d'impuissance au sein d'une population, et entraver les communications et les déplacements indépendants. C'est pour toutes ces raisons que les tyrans

recourent à la violence lorsqu'ils sont en position de force.

Les dictateurs peuvent avoir d'autant plus la tentation de recourir à la violence que leur pouvoir est en déclin. Si le recours à la répression est considéré comme le facteur décisif de la pérennité d'une dictature, la bonne stratégie pour le dictateur devrait être d'accroître la brutalité jusqu'à ce qu'un conflit nonviolent soit vaincu. La conséquence logique de cet argument est que la volonté d'un tyran de recourir à la violence doit rester élevée et ne jamais faiblir. Toutefois, cette perspective repose sur deux hypothèses erronées :

- Que la capacité de répression d'un tyran ne change pas au cours d'un conflit nonviolent; et
- Que l'impact de la répression d'un tyran ne change pas au cours du conflit.

Pendant un conflit nonviolent, ces variables peuvent fluctuer de façon spectaculaire, ce qui rend difficile pour un tyran d'évaluer la valeur de chaque degré supplémentaire de répression. Les décisions stratégiques prises par les dissidents — notamment en ce qui concerne le maintien d'un haut niveau de participation civile et d'une discipline nonviolente stricte — peuvent intensifier ces fluctuations, laissant le tyran dans l'incertitude de savoir si sa répression peut le maintenir au pouvoir.

La position par défaut d'un tyran est de dépendre d'une répression de plus en plus brutale à mesure que la mainmise du régime sur le pouvoir s'affaiblit. Le recours à des tactiques plus brutales n'est pas nécessairement un signe de force, mais peut être un indicateur précoce de l'imminence de la défaite du tyran. C'est à ce moment de grande faiblesse que les ordres des dictateurs à la police et à l'armée ont le plus de chances d'être désobéis.

La perception est essentielle, mais la réalité joue un rôle puisque le recours à la violence pour le contrôle politique n'est jamais gratuit pour le tyran. Les coûts les plus tangibles de la répression pour un régime sont l'affectation de ressources humaines, de ressources matérielles et d'argent. La répression nécessite des personnes, des équipements (par exemple, des véhicules, des équipements anti-émeutes, des armes, des technologies de surveillance, des prisons, des tribunaux) et de l'argent pour rémunérer les agents d'exécution. Il est coûteux de payer la police pour qu'elle se déploie jour après jour dans les rues pour enquêter sur les militants pro-démocratie et les amener

en prison. Il peut devenir encore plus coûteux de savoir quoi faire de l'incarcération de masse. Les régimes peuvent accepter ces coûts tant qu'ils créent suffisamment de peur pour que le reste de la société reste hésitant et obéissant. Toutefois, face à une résistance de masse soutenue, le fardeau financier de la répression permanente peut rapidement devenir insoutenable.

Les manifestations publiques — peut-être la tactique nonviolente la plus visible — deviennent ingérables pour un régime lorsqu'elles sont dispersées géographiquement. Lorsque des manifestations de protestation se déroulent dans les villes et villages de tout le pays, les forces de sécurité du régime sont mises à rude épreuve. Elles ne peuvent pas se concentrer efficacement sur une seule zone et la capacité du régime à contrôler les manifestations publiques est gravement compromise.

Considérons maintenant comment la pression augmente si une campagne s'engage simultanément dans des actions décentralisées telles que des boycotts de consommateurs ou des grèves d'ouvriers et de salariés. Dans un tel scénario, comment la police peut-elle savoir qui participe au boycott? Qui arrêtera-t-elle ? Si des millions de personnes participent à des arrêts de travail dans tout le pays, comment les forces de sécurité peuvent-elles les trouver et les arrêter toutes ?

Outre les coûts humains, matériels et financiers liés à la maîtrise d'une campagne de résistance civile, le recours à la répression violente par un régime comporte le risque de perdre sa légitimité. Le régime se révèle violer les valeurs qu'il prétend chérir et trahir la confiance des gens qu'il prétend représenter. Lorsque des dissidents nonviolents défendent la liberté et des convictions politiques largement partagées, la répression violente utilisée à leur encontre porte gravement atteinte à l'emprise du régime sur l'imagination du public.

Les gens peuvent commencer à voir le tyran non pas comme un puissant protecteur patriotique de la nation et de ses citoyens, mais plutôt comme quelqu'un qui est prêt à sacrifier le bien public pour protéger ses propres intérêts privés. Les tyrans s'efforcent de rendre leur image personnelle synonyme de l'image du pays et du drapeau. Ils le font afin de donner l'impression que toute critique du tyran est anti-patriotique et une trahison. Mais lorsqu'il est révélé qu'un tyran utilisera toutes les ressources de l'État pour se protéger

de la dissidence populaire, organisée et nonviolente, le tyran ne peut plus revendiquer le patriotisme comme fondement de sa légitimité. Il est considéré comme un homme ordinaire, un criminel, un traître du peuple ou un occupant qui, avec son petit groupe de courtisans, s'attaque à toute la société et exploite les ressources publiques pour des raisons purement égoïstes.

Lorsque la légitimité du chef autoritaire commence à s'éroder, les militants pro-démocratie peuvent ressentir de la part de leur base un engagement croissant. Les partisans passifs deviennent plus actifs et plus disposés à prendre des risques. Les groupes neutres ou non impliqués s'offusquent de la violence indéfendable du tyran. La répression ininterrompue du tyran brise les illusions que certains peuvent entretenir sur sa vertu, l'objectif de son régime, voire la viabilité du statu quo. Le tyran prend conscience des risques accrus que la poursuite de la violence ne produise des changements de loyauté de plus en plus plus nombreux et des défections parmi ses partisans, se retrouvant ainsi face à un dilemme existentiel.

Pour ajouter au dilemme, l'intensification de la répression violente entraînera une attention et une surveillance accrues de la part des acteurs internationaux. Il s'agit notamment des institutions multilatérales, des organisations non gouvernementales internationales, des journalistes et des communautés de la diaspora. Même les États alliés du tyran peuvent changer de camp ou tempérer leur soutien lorsque la brutalité du tyran est mise en évidence. D'une manière générale, l'attention internationale accrue suscitée par la répression d'un tyran entraînera des changements dans les calculs des acteurs extérieurs sur la manière dont ils doivent se comporter face au conflit. Ces développements peuvent être négatifs pour le tyran si l'un des alliés de son pays se retourne totalement contre lui.

Le risque le plus dévastateur pour un tyran est celui où il ordonne l'usage de la violence contre les citoyens et où ses lieutenants refusent d'obtempérer. Ce refus peut mettre le tyran en danger de mort, sauf si les dissidents ne relâchent la pression sur le régime en encourageant un flanc violent ou en rompant avec la discipline nonviolente. Face au risque de violence à leur encontre, pour se défendre, ses lieutenants obéiront à la demande de violence du tyran.

Un leader habile d'une campagne de résistance civile doit tou-

jours se concentrer sur tout ce qui peut engendrer chez le tyran la perception de la menace que ses ordres ne soient pas obéis. Une façon d'y parvenir est de diversifier les initiatives de la campagne en enchaînant des tactiques de commission et de concentration avec des tactiques d'omission et de dispersion afin de toujours entretenir la flamme du combat sous des formes différentes et de se protéger le plus de la répression. Tant que cette capacité existe et qu'elle est exécutée avec de plus en plus d'habileté, le tyran finira par ne plus croire que la répression soit l'arme ultime pour empêcher la perte de son pouvoir. C'est l'existence de ces compétences stratégiques qui explique pourquoi une campagne de résistance civile a deux fois plus de chances de réussir qu'une insurrection violente.

Toutefois, certains font remarquer que ce qui a été vrai dans le passé ne le sera pas nécessairement à l'avenir. Par exemple, on pourrait affirmer que les technologies les plus récentes ont conféré des avantages permanents aux tyrans dans leur lutte contre les dissidents. Dans un article récent de *Foreign Affairs* intitulé «Digital Dictators : How Technology Strengthens Autocracy», écrit par Andrea Kendall-Taylor, Erica Frantz et Joseph Wright, les auteurs observent :

> *Les progrès de la surveillance par l'IA constituent l'évolution la plus significative de l'autoritarisme numérique. Les caméras haute résolution, la reconnaissance faciale, les logiciels malveillants d'espionnage, l'analyse automatisée des textes et le traitement des données massives ont ouvert la voie à un large éventail de nouvelles méthodes de contrôle des citoyens.*[42]

Les auteurs pensent également que la technologie renforce le lien entre répression et obéissance que les dissidents espèrent pouvoir dissoudre. Dans le même article, ils notent :

> *Les dictatures exploitent la technologie non seulement pour réprimer les protestations, mais aussi pour renforcer les anciennes méthodes de contrôle. Notre analyse… suggère que les dictatures qui augmentent leur recours à la répression numérique ont également tendance à augmenter leur recours à des formes violentes de répression «dans la vraie vie», notamment la torture et le meurtre d'opposants. Cela*

42 Andrea Kendall-Taylor, Erica Frantz, and Joseph Wright, "The Digital Dictators: How Technology Strengthens Autocracy," in *Foreign Affairs* (March/April 2020), https://www.foreignaffairs.com/articles/china/2020-02-06/digital-dictators

indique que les dirigeants autoritaires ne remplacent pas la répression traditionnelle par la répression numérique. Au contraire, en permettant aux régimes autoritaires d'identifier plus facilement leur opposition, la répression numérique leur permet de déterminer plus efficacement qui doit être interpellé ou jeté dans une cellule. Ce ciblage plus précis des opposants réduit la nécessité de recourir à une répression aveugle, qui peut déclencher une réaction populaire et des défections de l'élite.[43]

La discussion s'arrête-t-elle là ? Les progrès technologiques actuels continueront-ils à avantager les tyrans jusqu'à ce qu'ils soient les vainqueurs de tous les conflits nonviolents à l'avenir ? C'est très peu probable. Il y a 26 ans, j'ai observé :

Un dernier facteur qui transforme l'environnement des conflits est la technologie, et en particulier la technologie des communications. Puisque les conflits sociaux organisés nécessitent un accès amélioré à des communications bon marché, efficaces et discrètes, celles-ci devraient rendre les conflits stratégiques nonviolents à la fois plus faciles à mettre en œuvre et plus pertinents. En effet, les nouvelles technologies, de l'informatique personnelle aux télécopieurs, en passant par les beepers et les téléphones portables, ont déjà créé une toute nouvelle gamme d'opportunités pour les praticiens de la lutte nonviolente. Malgré de nombreux exemples impressionnants de stratèges exploitant ces nouvelles possibilités, nous devons noter que les avancées technologiques ne confèrent aucun avantage permanent à ceux qui sont démocratiques et nonviolents. Les mêmes outils peuvent être utilisés à des fins de domination et de répression. Elles ne dispensent pas les stratèges nonviolents de leur obligation stratégique fondamentale : surpasser leurs adversaires.[44]

Nous ne devons donc pas supposer que les nouveaux développements technologiques conféreront un avantage permanent au tyran sur le dissident, car la situation peut rapidement s'inverser. Par exemple, l'industrie alimentaire utilise aujourd'hui de très petites étiquettes à radiofréquence pour suivre les bacs contenant les produits à livrer à domicile. Imaginez que vous preniez cette étiquette, que vous amélioriez la portée de la transmission et que

43 Kendall-Taylor, Frantz, and Wright, "Digital Dictators."

44 Peter Ackerman and Christopher Kruegler, *Strategic Nonviolent Conflict: The Dynamics of People Power in the Twentieth Century* (Westport, CT: Praeger Publishers, 1994), xxiii.

vous la mettiez sur une carte de la taille d'un timbre-poste avec de l'adhésif sur l'autre face. Envoyez des millions d'étiquettes en Iran, en Chine, en Russie ou dans tout autre pays autoritaire. Les dissidents disposeront désormais d'une nouvelle forme de signalisation à apposer sur les murs extérieurs pour exprimer des messages subversifs ou pour communiquer comment et où exécuter une tactique nonviolente spécifique. Un autre exemple d'opportunité technologique pourrait être un insigne de boutonnière qui émette un signal rendant le visage d'un individu indétectable par les scanners à haute résolution de l'État placés dans les rues. Ou encore une petite lampe de poche dont le flash ou le laser puisse rendre inutilisable l'objectif d'une caméra de surveillance. En outre, y a-t-il une raison pour que les formes les plus récentes et les plus nuisibles de logiciels malveillants soient réservées à l'usage des tyrans ?

Kendall-Taylor, Frantz et Wright, les auteurs de «Digital Dictators», mettent en évidence les utilisations les plus pernicieuses (et intelligentes) de l'intelligence artificielle (IA) en Chine :

> *Aucun régime n'a exploité le potentiel répressif de l'IA de manière aussi poussée que celui de la Chine. Le Parti communiste chinois collecte une quantité incroyable de données sur les particuliers et les entreprises : déclarations d'impôts, relevés bancaires, historique des achats, casiers judiciaires et médicaux. Le régime utilise ensuite l'IA pour analyser ces informations et compiler des «scores de crédit social», qu'il cherche à utiliser pour définir les paramètres d'un comportement acceptable et améliorer le contrôle des citoyens. Les personnes ou les entreprises jugées «indignes de confiance» peuvent se voir exclues des avantages parrainés par l'État, comme la location d'appartements sans caution, ou peuvent être interdites de voyage en avion ou en train. Bien que le PCC soit encore en train de perfectionner ce système, les progrès réalisés dans l'analyse des big data et les technologies de prise de décision ne feront qu'améliorer la capacité du régime en matière de contrôle prédictif, ce que le gouvernement appelle la «gestion sociale».*[45]

Si l'IA peut être utilisée pour le contrôle social, des applications pourraient être développées pour permettre aux dissidents d'identifier les transfuges potentiels du régime. Par exemple, il devrait être

45 Kendall-Taylor, Frantz, et Wright, "Digital Dictators."

possible de permettre aux gens de participer à des référendums anonymes pour signaler l'évolution de leur loyauté et de leurs préférences. Une telle capacité permettrait de révéler les préférences authentiques d'une société. Cela pourrait prouver que le soutien au régime autoritaire est beaucoup plus faible que ce que l'on suppose généralement, ouvrant potentiellement la voie à une plus grande désobéissance civile.

Les milliards de dollars dépensés par la Chine aujourd'hui peuvent conduire à une dépendance excessive à l'égard de produits technologiques dont l'efficacité se dégradera inéluctablement avec le temps. Dans un avenir pas si lointain, les tyrans qui s'appuient principalement sur la technologie pour rester au pouvoir pourraient découvrir qu'ils ont créé un exemple moderne de la ligne Maginot[46], plus imaginaire que réel.

CHECKLIST QUESTION #7 | Les défections potentielles parmi les principaux partisans du tyran ont-elles des chances d'augmenter ?

À moins que le tyran et ses alliés les plus proches ne connaissent miraculeusement une "crise de foi" et ne renoncent unilatéralement à leur pouvoir, hypothèse totalement illusoire, les conflits nonviolents ne peuvent réussir que s'il existe de nombreuses défections au régime, et notamment au sein des forces de sécurité. Les défections sont un moteur essentiel de la réussite de toute campagne de résistance civile, surtout si elles se produisent parmi les partisans dont le tyran dépend le plus pour exercer son contrôle sur la population. Dans la mesure où des défections surprennent le tyran, elles le feront hésiter à recourir à la force, car il ne saura plus sur lequel de ses alliés il peut compter ou non, et qui sont ceux qui le trahiront.

Une idée répandue mais fausse au sujet des gouvernements autoritaires est qu'ils sont monolithiques et que leurs partisans sont

46 NDT: la ligne Maginot est le système de forteresse défensive imprenable qui fut construit sur des centaines de kilomètres à la frontière Est de la France par l'Armée Française dans les années 1920 et 1930 pour prévenir toute attaque de l'Allemagne. Or cette ligne ne couvrait pas la frontière Nord avec la Belgique, Etat neutre. Les armées d'Hitler ont attaqué la France au printemps 1940 par le Nord, en traversant la Belgique en dépit de sa neutralité, et ont pris de revers toute l'armée française, défaite en moins d'un mois. La ligne Maginot est l'exemple type d'une stratégie de défense qui s'avère illusoire car incomplète et contournable.

pour toujours loyaux au régime. Cependant les tyrannies dépendent du soutien de nombreux individus et groupes différents — notamment des propriétaires d'entreprises, des ouvriers, des banquiers, des bureaucrates, des officiers de police, des militaires, des juges, des dirigeants d'organisations religieuses et des travailleurs des transports, des communications et des infrastructures, entre autres. Chacun a ses propres intérêts, objectifs, culture, histoire, réseaux et rivaux. Un régime tyrannique ne peut fonctionner efficacement que dans la mesure où ces divers individus et groupes contrôlent leurs désaccords entre eux, modèrent leurs intérêts divergents et coopèrent pour soutenir le régime. Dans la mesure où il existe une opposition, le tyran doit la maintenir en sourdine et l'isoler.

La plupart des réalistes politiques pensent que ces différents groupes qui soutiennent le régime sont autant de contraintes lourdes et de paramètres fixes sur lesquelles un mouvement nonviolent a très peu d'influence. La puissance d'une force de sécurité, par exemple, est calculée en fonction du budget, de l'équipement, du personnel, de la formation et de l'expérience. Les réalistes font l'hypothèse que le régime dispose d'une capacité répressive constante. Mais l'histoire montre que les mouvements de résistance civile sont capables d'éroder les capacités et la cohésion des services de sécurité d'un tyran au fil du temps. Les dissidents y parviennent en exacerbant les divergences qui peuvent naitre entre les individus et leurs unités au sein des services de sécurité, en augmentant l'incertitude quant au maintien du statu quo et en catalysant les défections.

Les forces de sécurité ne sont pas le seul groupe qui puisse faire défection au cours d'un conflit, mais c'est le groupe qui a suscité le plus d'intérêt de la part des chercheurs. Dans une étude comparative de la Serbie (2000) et de l'Ukraine (2004), Anika Binnendijk et Ivan Marovic ont tiré la conclusion suivante sur l'importance de la défection militaire dans les conflits nonviolents :

> *L'attention stratégique portée aux forces de sécurité de l'État peut servir trois fonctions majeures sur le champ de bataille d'une lutte nonviolente : la défense, la dissuasion et la contrainte. Sur le plan défensif, elle peut atténuer l'impact de la violence exercée par le régime sur le mouvement et ses alliés (Ackerman et Kruegler, 1994). Au fur et à mesure que le coût de la répression augmente et que la capacité à supprimer l'opposition diminue, les dirigeants du régime*

peuvent être dissuadés de tenter d'utiliser la force coercitive (Dahl, 1971). Enfin, en affaiblissant l'un des principaux centres de gravité du régime, un mouvement peut le contraindre à adopter de nouvelles normes électorales, voire à se démettre de ses fonctions.[47]

Chenoweth et Stephan ont identifié des cas de «défaillances systématiques et à grande échelle [des forces de sécurité] dans l'exécution des ordres du régime»[48] pendant les mouvements de résistance civile, et elles ont constaté que la présence de telles défections augmente de 58 % la probabilité de succès du mouvement.

Vous trouverez ci-dessous onze exemples importants où les défections des forces de sécurité ont eu une influence décisive sur l'issue d'un conflit nonviolent.

TABLEAU 14: Campagnes nonviolentes avec défections importantes des forces de sécurité ou des armées

Campagne	Année
Révolution nonviolente contre le Shah Mohammad Reza Pahlavi en Iran.	1978–79
Campagne contre la dictature militaire au Chili	1985–1988
Le pouvoir du peuple aux Philippines	1983–1986
Résistance nonviolente contre le Putsch d'août en Union soviétique	1990
La révolution du bulldozer en Serbie	2000
Révolution orange en Ukraine	2004
La révolution du jasmin en Tunisie	2011
Soulèvement burkinabé contre le président Blaise Compaoré au Burkina Faso	2014
Révolution de velours en Arménie	2018
Soulèvement populaire contre le président Evo Morales en Bolivie	2018–2019
La révolution du sourire en Algérie	2019–2020

47 Anika Binnendijk et Ivan Marovic, "Power and Persuasion : Nonviolent Strategies to Influence State Security Forces in Serbia (2000) and Ukraine (2004)", in Communist and Post-Communist Studies 39, no. 3 (septembre 2006) : 411-429.

48 Chenoweth and Stephan, *Why Civil Resistance Works,* 48.

La recherche de Chenoweth et Stephan ne se concentre pas sur les défections individuelles des forces de sécurité, et cette recherche ne fait pas non plus de lien strict entre les taux de réussite des campagnes et les défections des dirigeants du système judiciaire, du monde des affaires, des partis politiques, des médias d'État, des bureaucraties, des institutions religieuses ou des personnalités culturelles célèbres. Toutefois, en règle générale, on observe que toutes les défections au régime autoritaire sont utiles pour les militants pro-démocratie.

Il est beaucoup plus difficile d'obtenir la défection des alliés les plus proches du tyran que de mobiliser des citoyens à participer à un conflit nonviolent. Un dissident qui a des doutes est capable de se retirer après avoir participé à une seule initiative ou tactique nonviolente contre le tyran. En revanche, pour une personnalité importante, le choix de passer du statut de double-penseur latent à double-penseur révélé, est plus risqué, et il n'y a plus de retour en arrière possible. Lorsque des loyautés changent pour des personnages-clés du régime, elles changent pour toute la durée du conflit.

Plus le nombre de participants à la campagne augmente, plus le nombre de transfuges potentiels augmente également. Inversement, lorsque la participation à la campagne diminue, les doubles-penseurs latents choisiront de rester cachés jusqu'à ce qu'ils perçoivent un renversement de tendance en faveur des dissidents. C'est pourquoi les défections sont davantage susceptibles de se produire en cours de route ou vers la fin des conflits nonviolents, lorsque leurs chances de victoire sont de plus en plus probables.

Quels types d'arguments encouragent les citoyens à faire défection à un régime tyrannique? Il n'existe pas de formule ou d'approche unique pour les transfuges potentiels, qui prennent tous des risques propres à leur situation. Gene Sharp a conçu et identifié quatre mécanismes de changement qui peuvent se produire au cours d'un conflit, et qui sont déclenchés par les succès de mouvements de résistance civile.[49] Chacun de ces mécanismes décrit une manière dont les campagnes de résistance civile peuvent modifier les attitudes et le comportement d'un individu, et ils décrivent avec justesse quatre manières d'inciter une personne de passer du statut de sou-

49 Gene Sharp, *The Politics of Nonviolent Action, Part Three: The Dynamics of Nonviolent Action* (Boston, MA: Porter Sargent Publishers, 1973).

tien au régime à celui de transfuge, en renonçant publiquement à soutenir la tyrannie :

- Conversion;
- Non-conformité;
- Coercition; et
- Désintégration.

CONVERSION

Dans la conversion, un mouvement parvient à persuader une personne ou un groupe que sa cause mérite d'être soutenue pour ses seuls mérites. Les transfuges potentiels sont d'abord des loyalistes du régime. Pendant une bonne partie de leur vie, ils auront travaillé dur pour que le régime réussisse. Pour convaincre un double-penseur latent de renoncer à cette mission, les dissidents doivent d'abord créer une dissonance cognitive. Cela nécessite de multiples contacts. Les leaders de la résistance doivent constamment communiquer avec ces transfuges potentiels afin de les convaincre de se convertir au mouvement. Les militants pro-démocratie doivent continuellement élargir la liste des convertis potentiels en dialoguant régulièrement avec ceux qui pourraient avoir une propension à faire défection.

Grâce à des tactiques nonviolentes qui perturbent le statu quo et à une communication empathique et culturellement pertinente, une campagne de résistance civile peut créer une dissonance cognitive chez des personnes supposées loyales au regime. Les transfuges potentiels deviennent progressivement plus sensibles aux mensonges sur lesquels le régime repose et commencent à réaliser que le régime exploite les gens — y compris eux — pour son propre profit. Des individus clés peuvent commencer à considérer le mouvement nonviolent comme le véritable représentant des aspirations populaires. Au cours du processus de conversion, l'espoir et la confiance commencent à remplacer le désespoir et la désorientation. Les doubles-penseurs commencent à se révéler en plus grand nombre à mesure que les risques de conversion diminuent. La confiance dans les chances de succès de la campagne augmente à mesure que les vulnérabilités du tyran deviennent plus évidentes.

NON-CONFORMITÉ

Se conformer à une situation pour une personne ou un groupe résulte d'une analyse coûts-avantages qui détermine que son intérêt personnel réside à se conformer aux attentes du régime. Si le résultat de cette analyse coût-avantage change, alors l'intérêt personnel peut se tourner vers la non-conformité, c'est-à-dire un changement de loyauté envers le régime. C'est souvent le cas des hommes d'affaires et des autres élites économiques qui, au cours d'un mouvement de résistance civile, se rendent compte qu'ils peuvent perdre de plus en plus d'argent en continuant à s'allier passivement ou activement au régime. Étant donné que les propriétaires d'entreprises sont avant tout préoccupés par le maintien de leurs intérêts économiques, soutenir le régime autoritaire est bien plus une question d'opportunité que de principe. Si le tyran devient plus oppressif, ils peuvent se rendre compte qu'accéder aux demandes d'une campagne de résistance civile en faisant défection est le moyen le plus efficace de protéger leur position financière. Lorsqu'une campagne de résistance civile met en péril les intérêts financiers des propriétaires comme des travailleurs, la question de savoir s'il faut continuer à être complice du régime immoral du tyran devient encore plus urgente.

■ COERCITION

La coercition a lieu lorsque ceux qui s'opposent activement à une campagne de résistance civile quittent le tyran par crainte des conséquences futures d'un soutien continu au tyran. Cela peut se produire lorsque d'anciens alliés sont convaincus que le règne d'un tyran va prendre fin et que leur loyauté envers le tyran n'est plus une option sûre. Au contraire, ils commencent à se demander comment se positionner au mieux pour ce qui semble être une victoire inévitable de la résistance civile suivie d'une période de transition. Il existe de nombreux exemples de partisans loyaux de tyrans qui finissent par faire défection lorsqu'ils commencent à penser que le tyran est fini, ce qui affaiblit encore plus le tyran et met en place une prophétie auto-réalisatrice.

■ DÉSINTÉGRATION

Avec la désintégration, un régime s'effrite rapidement et de manière incontrôlée. Dans ce cas, il n'y a plus de régime auquel être loyal. C'est souvent une situation dangereuse pour les dissidents, à moins qu'ils ne

puissent rapidement combler le vide du pouvoir par un plan de transition populaire et réalisable. Sans clarté quant à la forme de gouvernance à venir, les partisans de l'ancien régime et les militaires peuvent s'organiser pour constituer un nouveau régime, tenter un coup d'État et essayer de «rétablir la stabilité» par la force des armes. Pour se prémunir contre cette éventualité, les militants pro-démocratie peuvent intensifier leur dialogue avec les personnes qu'ils ont ciblées pour faire défection. Ils peuvent également élaborer un processus et un plan de transition dans les premières phases de leur campagne, qui pourront servir de modèle en cas de besoin.

Ces mécanismes de changement dans le temps décrivent comment les déloyautés peuvent s'accroître et éclater au grand jour pour miner les dictatures. C'est pourquoi toutes les défections ne commencent pas par des actes nécessairement publics et manifestes. Les défections peuvent prendre la forme d'une simple exécution lente ou inefficace des ordres. Elles peuvent inclure des actes anonymes de sabotage ou la falsification délibérée de documents importants. Elles peuvent aussi consister à entamer des négociations clandestines avec des chefs de mouvements de résistance civile et à leur transmettre des informations et des ressources. La plupart de ces actes de défection subtils et de bas niveau sont incroyablement difficiles à découvrir ou à punir pour le régime. Si l'insubordination ouverte est facile à identifier et à punir, l'incompétence délibérée et la désobéissance secrète sont beaucoup plus difficiles à contrer.

Les défections d'un groupe ou d'un sous-groupe peuvent accélérer les défections des autres. L'économiste et politologue Timur Kuran explique que ceux qui sont mécontents (pour quelque raison que ce soit) d'un régime sont confrontés à un choix simple : exprimer publiquement leur véritable préférence (c'est-à-dire entrer en dissidence) ou falsifier leur véritable préférence en exprimant leur soutien au régime.[50] Les personnes qui choisissent de cacher leurs véritables préférences sont confrontées à un coût psychologique interne. Ils continueront néanmoins à obéir au régime jusqu'à ce que les risques externes encourus par leur loyauté dépassent les avantages de l'expression de leurs véritables préférences.

Chaque personne a un seuil de tolérance au risque différent

50 Timur Kuran, *Private Truths, Public Lies* (Cambridge, MA: Harvard University Press, 1995).

lorsqu'il s'agit d'exposer sa véritable préférence. Pour certains, le coût psychologique interne de la falsification et du maintien secret de leurs préférences est si élevé qu'ils décident, au début du conflit nonviolent, d'exprimer leurs véritables sentiments à l'égard du régime. Ce faisant, ils commencent à modifier les calculs des autres spectateurs qui sont également engagés dans la falsification des préférences. Lorsque les spectateurs commencent à voir de plus en plus de personnes faire défection, ils décident eux aussi de faire défection. Au fur et à mesure que le nombre de transfuges augmente, les avantages de la défection deviennent supérieurs à ceux de l'obéissance au régime.

Lorsque j'étais co-président de Freedom House entre 2005 et 2009, l'un des coprésidents était Mark Palmer. Mark était une icône américaine de la promotion de la démocratie. Son célèbre livre, *Breaking the Real Axis of Evil: How to Oust the World's Last Dictators by 2025,* était motivé par les mêmes valeurs que cet ouvrage. Mark fut ambassadeur des États-Unis en Hongrie pendant les années décisives de 1986 à 1990. Il m'a raconté qu'au cours de cette période instable, il a été approché par le ministre hongrois de la propagande. Voyant sa position menacée, il a demandé à Mark quel travail il pourrait faire dans une Hongrie post-communiste. Mark a eu cette réponse immédiate : «Bien sûr, vous devriez créer une entreprise de communication.» Mark m'a dit que c'était précisément ce que l'ancien ministre de la propagande a fini par faire. Pensez au réconfort que les mots de Mark ont dû représenter pour lui. Sa peur de l'abîme, d'une «justice transitionnelle» mal définie, mais dangereuse, a été dissoute et remplacée par l'espoir et l'optimisme quant à son avenir. Cela a permis au ministre de la propagande de cesser de s'accrocher à son rôle instrumental dans le soutien d'une direction communiste de plus en plus illégitime.

Kuran qualifie de «seuil révolutionnaire» le moment où une personne choisit d'exprimer sa véritable préférence contre un régime. Il souligne que, bien que les seuils révolutionnaires varient d'une personne à l'autre, des défections en cascade peuvent se produire lorsque ceux dont le seuil de défection est plus bas commencent à déclencher des défections chez ceux dont le seuil est plus élevé. Certaines personnes peuvent être prêtes à faire défection si elles pensent qu'un pour cent de la population le fait déjà. Lorsque les personnes ayant un seuil révolutionnaire de «un pour cent» rejoi-

gnent le mouvement, leur participation fait grimper la participation totale du mouvement à deux pour cent de la population. Cela déclenche à son tour des personnes ayant un seuil révolutionnaire de «deux pour cent», dont la participation fait passer la participation totale du mouvement à trois pour cent de la population, ce qui déclenche la prochaine série de défections, et ainsi de suite.

Les réponses à certaines questions de la checklist sont essentielles pour catalyser les voies de la défection. Il s'agit notamment de la participation civile (question 5 de la checklist), de la discipline nonviolente (question 2 de la checklist) et de la planification stratégique (question 3 de la checklist).

Chenoweth et Stephan montrent que des niveaux élevés de participation civile augmentent de manière significative la probabilité de défections des forces de sécurité. Elles constatent que «pour les campagnes nonviolentes, la probabilité de défections des forces de sécurité augmente régulièrement à mesure que le nombre de membres de la campagne de résistance augmente» et que «les plus grandes campagnes nonviolentes ont environ 60 % de chances de produire des défections des forces de sécurité, soit une augmentation de plus de 50 % par rapport aux campagnes nonviolentes de taille plus réduite».[51] Plus le nombre de personnes qui participent à une résistance civile est élevé, plus elles auront de liens avec les partisans du régime, qu'ils soient fondés sur la parenté ou sur des affiliations personnelles ou professionnelles. Tous ces points de contact peuvent être utilisés pour exercer une influence et déclencher des défections.

Un autre aspect de la checklist qui contribue aux défections est le maintien d'une discipline nonviolente. Les partisans d'un tyran ne signaleront jamais leur intention de faire défection s'ils se sentent menacés physiquement. En outre, comme la discipline nonviolente est corrélée à des niveaux élevés de participation publique dans les mouvements, le maintien de la discipline nonviolente peut aussi contribuer indirectement à induire des défections.

En revanche, si les défections des forces de sécurité peuvent se produire et se produisent effectivement au milieu d'insurrections violentes, elles sont moins fréquentes. Cela est logique pour plusieurs raisons. Les insurrections violentes peuvent en fait renforcer

51 Chenoweth et Stephan, Why Civil Resistance Works, 48.

la cohésion entre un régime et ses partisans, qui se sentent unis par une menace commune. Il est peu probable que les forces de sécurité pensent qu'elles seront à l'abri de représailles si elles changent de camp pour rejoindre une insurrection violente.

Toute stratégie visant à remporter des campagnes de résistance civile devra tenir compte d'une planification détaillée afin de maximiser les défections par un enchaînement conscient des tactiques. Chaque groupe potentiel de partisans au régime et ses membres individuels doivent être ciblés, et de multiples contacts doivent être établis. Il n'est pas réaliste d'espérer qu'un seul engagement transformera les doubles-penseurs latents en dissidents actifs. Il arrive que des individus soient mûrs pour cette transformation, mais aient besoin d'un encouragement supplémentaire. Les idées controversées ont besoin de temps pour mûrir dans la conscience individuelle. Cela passe généralement par quatre phases :

- La défection ? Une idée terrible pour moi, pleine de danger.
- La défection ? D'autres personnes m'ont dit que c'était une possibilité.
- La défection ? Je savais que ça avait du sens depuis le début.
- La défection ? C'était mon idée depuis le début.

Pour comprendre comment susciter des défections, une première étape essentielle est la recherche et l'évaluation des faits. Plus on connaît les membres du groupe particulier que les militants pro-démocratie veulent influencer, mieux ces militants seront équipés pour développer des tactiques et des communications personnalisées efficaces. Une connaissance détaillée des tendances individuelles est essentielle.

Pour être complet, un plan d'interaction doit être élaboré pour chaque groupe, sous-groupe et individu qui soutient la tyrannie. Ensuite, il faut établir des priorités pour déterminer qui doivent être les cibles principales de la défection. La souplesse et la flexibilité dans le ciblage sont également essentielles, car le succès ou l'échec d'une tactique peut déterminer avec lesquels des doubles-penseurs latents il faudrait parler dans une phase ultérieure et qu'il faudrait tenter de convaincre.

Dans une campagne nonviolente, il n'y a probablement rien qui soit plus étroitement lié au succès que l'élargissement du dialogue

avec une cohorte la plus nombreuse possible de doubles-penseurs latents. Tant que le mouvement connaît une dynamique positive, il peut continuer à pousser une vague imparable de défections dont un tyran a peu de chances de se remettre.

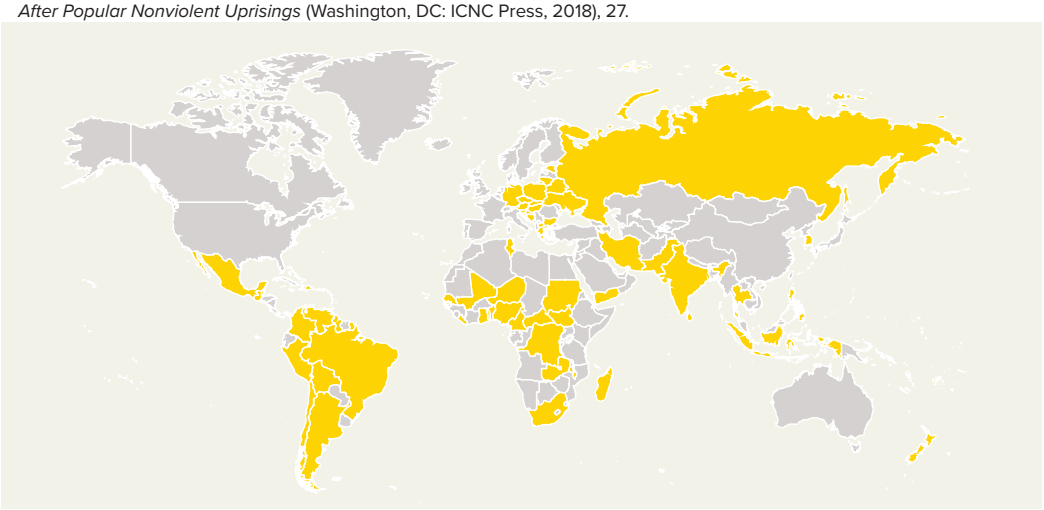
CHECKLIST QUESTION #8 | L'ordre politique post-conflit qui émergera respectera-t-il les valeurs démocratiques?

Une campagne réussie contre un régime tyrannique a plus de chances de conduire à la démocratie si elle est menée par un mouvement de résistance civile. Cette affirmation repose sur de nombreuses observations et sources de données. L'une d'entre elles est une importante étude de l'universitaire Jonathan Pinckney, qui a examiné 331 transitions parmi les régimes non démocratiques, dont 78 ont été induites par des mouvements de résistance civile.[52]

Commentant l'éventail de pays dans lesquels la résistance civile a conduit à une transition politique, Pinckney constate que «les pays sont très divers. Il ne s'agit pas simplement d'une histoire latino-américaine, africaine ou européenne, mais de l'histoire d'un phénomène mondial qui a eu des effets profondément

FIGURE 17: Pays ayant connu au moins un épisode de transition politique induit par un mouvement de résistance civile (1945–2015)

Source: Jonathan Pinckney, *When Civil Resistance Succeeds: Building Democracy After Popular Nonviolent Uprisings* (Washington, DC: ICNC Press, 2018), 27.



Pays ayant connu au moins un épisode de transition politique induit par un mouvement de résistance civile entre 1945 et 2015 (en jaune sur la carte)

52 Jonathan Pinckney, *When Civil Resistance Succeeds: Building Democracy After Popular Nonviolent Uprisings* (Washington, DC: ICNC Press, 2018).

transformateurs».[53]

Après avoir effectué une analyse statistique, sa principale conclusion est la suivante :

> *Les effets indépendants de la résistance nonviolente sur la démocratie sont substantiels … si la transition est initiée par un mouvement de résistance nonviolente, la probabilité que le pays termine sa transition avec un niveau minimum de démocratie fait plus que doubler..... Sans résistance civile, la probabilité de franchir le seuil démocratique à la fin d'une transition est d'environ 30 %. Avec la résistance civile, cette probabilité grimpe à environ 70 %.*[54]

Le constat de Pinckney d'une probabilité de 70 % d'un résultat démocratique après une campagne de résistance civile réussie valide l'impact d'un soulèvement nonviolent.

Cependant, cela devrait également nous faire réfléchir au fait que 30 % des campagnes de résistance civile réussies n'aboutissent pas à des transitions démocratiques. Cela montre que même si une campagne de résistance civile est victorieuse, il existe des risques qu'elle ne parvienne pas à instaurer un ordre démocratique. Comment les militants pro-démocratie peuvent-ils faire face à ces risques ?

S'unir au cours des premières phases d'un conflit nonviolent autour d'aspirations communes pour renverser un tyran est un défi, mais parvenir à un accord détaillé sur la façon dont les institutions gouvernementales distribueront les avantages une fois le tyran parti en est un autre. Par exemple, les agriculteurs peuvent souhaiter des taux hypothécaires plus bas et le maintien des subventions pour vendre leurs produits à des prix adéquats. Les habitants des zones urbaines peuvent être préoccupés par la propreté de l'eau et l'amélioration de la sécurité publique. Les syndicats du secteur public peuvent exiger une date de départ à la retraite plus précoce et des pensions plus lucratives. Les parents qui travaillent peuvent souhaiter de meilleures perspectives d'emploi et un salaire minimum. Les étudiants peuvent demander une augmentation des bourses d'études et davantage de garanties d'emploi après l'obtention de leur

53 Pinckney, *When Civil Resistance Succeeds*, 27.

54 Pinckney, *When Civil Resistance Succeeds,* 38.

Gandhi arrive en Grande-Bretagne pour engager des négociations, après le succès de la marche du sel pour l'indépendance de l'Inde, en 1931.

diplôme. Les personnes âgées pourraient privilégier la hausse de leurs pension de retraite, et des soins de santé abordables, avec la baisse du prix des médicaments. Cette liste pourrait s'allonger, mais personne ne sait avec certitude comment ces préoccupations seront classées par ordre de priorité une fois le conflit terminé, et qui sera en charge de dresser ces priorités.

Le fait d'être préoccupé dès le début d'un conflit nonviolent par la minutie des questions locales peut saper l'énergie d'une campagne. Même les conflits d'intérêts mineurs entre les dissidents peuvent être exploités par un tyran intelligent. Plus les dissidents se disputent le butin à venir, plus la confiance s'érode.

Comme le besoin psychologique de certitude quant à l'avenir augmente inévitablement, il sera difficile pour les dirigeants de la campagne qui se préoccupent d'affaiblir le tyran de satisfaire ce besoin. Si la population n'a pas confiance dans la capacité des dirigeants du mouvement à assurer une transition ordonnée qui améliore la vie des gens, ceux-ci risquent à un moment donné de faire passer leur désir de bien-être matériel prévisible (même s'il est maigre) offert par le tyran avant une transition mal définie vers la «démocratie».

D'un côté, plus les tensions apparaissent parmi les militants

pro-démocratie, moins les doubles-penseurs latents sont susceptibles de se révéler. D'un autre côté, certaines idées généralement acceptées sur ce que l'ordre post-conflit pourrait apporter en termes de bien-être peuvent donner aux principaux partisans du régime la confiance nécessaire pour faire défection.

Dans certaines circonstances, les organisateurs d'une campagne de résistance civile peuvent avoir besoin de s'en remettre aux dirigeants politiques qui seront importants pour inciter la population à accepter un ordre post-tyrannique. Pendant la lutte anti-apartheid en Afrique du Sud, dans les années 1980, 300 groupes civiques ont agi comme substituts des dirigeants du Congrès National Africain (ANC) qui étaient en prison. En fait, ceux qui étaient encore emprisonnés étaient les bénéficiaires de la campagne de résistance civile, même s'ils n'avaient pas nécessairement adopté la stratégie qui les avait libérés. Nelson Mandela n'a jamais renoncé à l'usage de la violence pour mettre fin à l'apartheid. Malgré son statut vénéré, la direction du mouvement anti-apartheid s'est engagée dans une campagne de résistance civile après la frustration de l'échec du recours à la guérilla dans les années 1970. L'un des meilleurs exemples du nouveau visage des conflits nonviolents dans les années 1980 est le boycott des consommateurs de Port Elizabeth mené par Mkhuseli Jack, tel que documenté dans le film *A Force More Powerful*.[55]

Si l'ouverture de Mandela à l'usage de la violence contre l'apartheid n'était pas stratégiquement judicieuse, elle ne doit pas minimiser son rôle essentiel et son génie une fois sorti de prison. Il a connu un tel succès politique qu'il a mis en place un transfert de pouvoir nonviolent, aboutissant à des élections libres qui ont fait de lui le premier président de l'Afrique du Sud après l'apartheid.

L'un des plus éminents dissidents iraniens affirme que des millions de citoyens iraniens opposés au régime sont d'accord sur la démocratie, la laïcité, la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'égalité des droits civils pour tous les Iraniens (indépendamment de la religion, du sexe ou de l'origine ethnique) et l'engagement dans une campagne de résistance civile pour faire tomber les mollahs tout en évitant la lutte armée. Il note qu'il existe également des points de désaccord ou des domaines

55 Le documentaire est disponible dans de nombreuses langues sur le site suivant: https://www.nonviolent-conflict.org/force-powerful-french/.

dans lesquels les gens sont «d'accord pour être d'accord» à l'avenir. Il s'agit notamment de savoir si le symbole du pays sera un roi ou un président élu dans la future démocratie iranienne, et les détails de la gestion du pays par le peuple, y compris la façon dont le pouvoir sera réparti dans les différentes régions.

Bill Moyer, auteur et dissident bien connu, observe que les mouvements doivent remporter au moins deux victoires : Premièrement, ils doivent vaincre ce à quoi ils s'opposent, et deuxièmement, ils doivent gagner ce qu'ils défendent. Il n'existe pas de recette universelle pour lier ces deux victoires.

Dans toute la mesure du possible, les tactiques nonviolentes doivent être conçues pour favoriser un comportement coopératif entre ceux qui ont des intérêts compétitifs potentiels dans une société post-tyrannique. La confiance naît lorsque des personnes aux priorités diverses se serrent les coudes en prenant des risques pendant le conflit nonviolent.

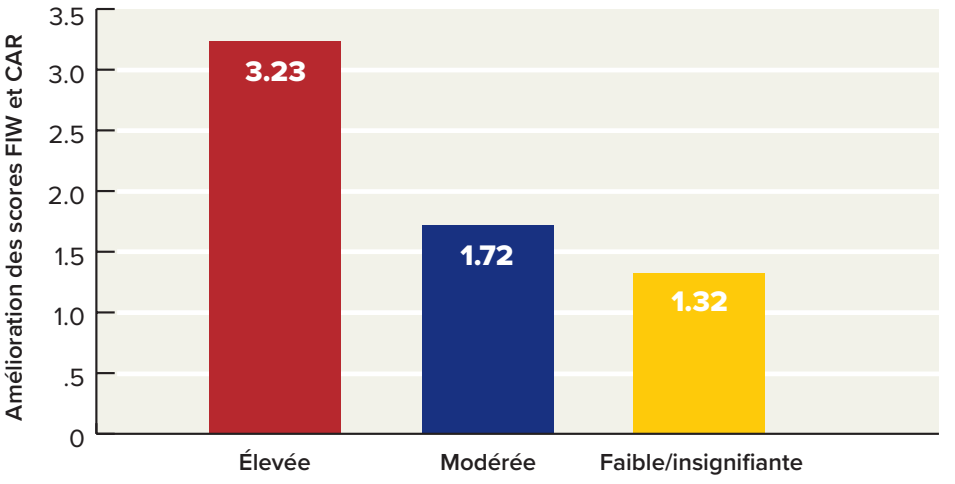
En 2005, j'ai co-rédigé l'étude, *How Freedom is Won: From Civic*

FIGURE 18: Plus une coalition nonviolente est forte, plus les gains en liberté sont élevés

Source: Karatnycky and Ackerman, *How Freedom Is Won*, 18.

FIW = "Freedom in the World" Niveau de liberté dans le monde CAR = "Combined Average Rating" Scores moyens combinés (Moyenne entre les scores FIW des droits politiques et scores des libertés civiles. L'échelle va de 1 à 7, où 1 représente le niveau de libertés le plus élevé et 7 le niveau le plus bas).

L'axe des x présente trois catégories de campagnes nonviolentes, selon que la force de la coalition y soit élevée, modérée, ou faible/insignifiante



Struggle to Durable Democracy. Cette étude a examiné 67 transi-

tions au cours des 33 dernières années et a conclu ce qui suit :

> *En interne, les coalitions civiques à large base populaire sont des environnements propices à la recherche de compromis, de terrain d'entente et à l'autodiscipline. Lorsque des groupes distincts apprennent à travailler avec d'autres personnes ayant des convictions politiques différentes, ils créent une base pour le compromis tolérant qui est un élément crucial de la démocratie. Dans le même temps, les mouvements civiques de masse deviennent une école importante pour la préparation des futurs leaders civiques, politiciens, faiseurs d'opinion et dirigeants gouvernementaux dans la période post-transition. Ces mouvements deviennent un laboratoire pour l'émergence d'une nouvelle cohorte de dirigeants, créant souvent une réserve de talents qui peut soutenir la transition vers la liberté.*
>
> *En résumé, les coalitions démocratiques à large assise populaire peuvent imprégner les dirigeants et les militants des principes et de l'expérience qui font la réussite d'une gouvernance démocratique.*[56]

La figure 18 classe les 67 transitions en trois catégories en fonction de la force des coalitions civiques : forte, modérée et faible/absente. L'étude a analysé les gains en matière de droits politiques et de libertés civiles en utilisant les scores moyens combinés ("combined average rating" ou CAR) utilisés par Freedom House dans l'indice "Freedom in the World Index".[57]

Les notes moyennes combinées pour chaque pays, appliquées de manière cohérente d'une année sur l'autre, peuvent être agrégées de manière unique pour illustrer les tendances mondiales du statut de la démocratie. Par exemple, si l'on suppose qu'un pays qualifié de libre a en moyenne un score de 2, et qu'un pays qualifié de non-libre a un score moyen de 6, la différence entre libre et non-libre est d'environ 4 points sur l'échelle de Freedom House.

Les scores de Freedom House pour les pays à forte coalition se

---

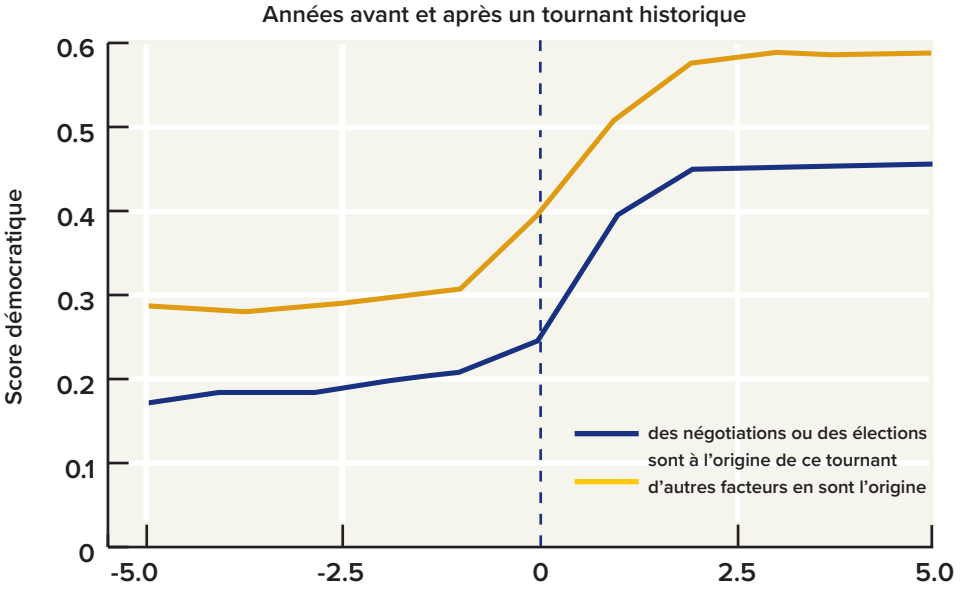
56 Adrian Karatnycky and Peter Ackerman, *How Freedom Is Won: From Civic Struggle to Durable Democracy* (Washington, DC: Freedom House, 2005), 12.

57 Chaque année depuis 1972, Freedom House classe chaque pays de 1 (le plus libre) à 7 (le moins libre). Elle attribue les notes en fonction de deux matrices d'indicateurs - les droits politiques et les libertés civiles - telles que définies par la Déclaration universelle des droits de l'homme. La moyenne de ces deux chiffres constitue la note moyenne combinée (Combined average rating - CAR). Par exemple, depuis sa création, la Corée du Nord n'a jamais amélioré son classement double sept, qui correspond à un CAR de 7.

FIGURE 19: Évolution des niveaux moyens de démocratie avant et après le moment de rupture historique

Source: Jonathan Pinckney, *How to Win Well: Civil Resistance Breakthroughs and the Path to Democracy* (Washington, DC: ICNC Press, 2021), 12.

La ligne verticale en pointillé indique l'année où se produit la rupture/le tournant historique. Pour les années antérieures ou postérieures à ce moment décisif, le niveau de démocratie est mesuré au travers des scores observés par le projet "Varieties of democracy" (Coppedge et al.2018), qui va de zéro (absolument pas démocratique) à 1 (complètement démocratique).



sont améliorés de 3,23 (sur l'échelle de 7 points) à la fin d'un conflit nonviolent par rapport au début, ce qui représente un saut démocratique majeur — presque tout le chemin parcouru pour passer de non-libre à libre. Les scores des pays à coalition faible n'ont connu qu'une amélioration de 1,32 points dans leur notation. Plus la coalition est forte pendant le conflit nonviolent, plus la société post-conflit sera démocratique. Aujourd'hui, si tous les pays qui ne sont pas libres voyaient leur score s'améliorer de 3,23 dans le classement, les menaces les plus dangereuses pour l'ordre et la paix dans le monde disparaîtraient.

À mesure qu'un tyran perd sa légitimité, les discussions entre les militants pro-démocratie et les citoyens qu'ils représentent — sur la forme de la future démocratie — devraient augmenter en fréquence et en spécificité. La reconnaissance générale du fait que la probabilité de la victoire augmente signifie que la campagne de résistance civile doit être capable de tolérer davantage de désaccords en son sein. Une

compétence cruciale du leadership du mouvement consiste à savoir gérer quand et comment ces tensions s'expriment, au fur et à mesure que s'amorce la transition vers un nouvel ordre démocratique.

Un dernier facteur de risque qui peut faire dérailler un résultat démocratique est le refus des tyrans et de leurs fidèles d'accepter la défaite. Quelle est la perspective d'une résurgence du tyran et de son retour en force qui pourrait créer de nouvelles fissures au sein de la population et parmi les dissidents ?

Pour éviter ce genre de retournement tardif, il faut un événement qui marque la fin du conflit. Pinckney a identifié six événements «décisifs» permettant aux campagnes de résistance civile de «passer de la rue aux couloirs du pouvoir… avec pour résultat… un changement significatif du régime en place».[58] Il s'agit:

- De négociations nationales entre l'opposition et le régime non démocratique
- Des élections nationales libres et régulières
- De la démission du chef du régime non démocratique
- Des interventions externes
- D'un Coup d'État (violent ou pacifique)
- De submerger le régime antidémocratique[59]

La figure 19 montre que deux événements décisifs en particulier offrent les meilleures perspectives de gouvernance démocratique à long terme : les négociations nationales et les élections nationales libres et régulières.[60]

Les militants pro-démocratie doivent s'attendre à ce que la communauté internationale continue de les aider à organiser des élections libres, régulières et équitables et à négocier la paix.[61]

---

58 Jonathan Pinckney, *How to Win Well: Civil Resistance Breakthroughs and the Path to Democracy* (Washington, DC: ICNC Press, 2021), 5.

59 C'est l'équivalent du mécanisme de Sharp lorsque la tyrannie se désintègre.

60 Pinckney, *How to Win Well*, 13.

61 Pour une discussion plus approfondie du rôle de la communauté internationale, veuillez consulter la Déclaration de principes globale du Réseau mondial des observateurs électoraux nationaux (GNDEM), qui compte 251 organisations membres dans 89 pays et territoires, et le récent document "Mediating Mass Movements" de Maria Stephan, qui traite de la valeur des négociateurs externes dans la médiation de la fin d'une campagne nonviolente. https://www.hdcentre.org/wp-content/uploads/2020/09/Mediating-Mass-Movements.pdf.

Il est possible qu'un million de personnes vivant sous des régimes tyranniques soient de plus en plus informés sur les possibilités qu'offrent la résistance civile. Bien que ce nombre soit très petit au regard des milliards de citoyens vivant sur cette planète, c'est une statistique effrayante aux yeux de tous les régimes autoritaires, car ce nombre s'accroît continuellement et rapidement.

5

Chapitre 5

COMMENT UN MOUVEMENT PEUT-IL GAGNER EN CONFIANCE :

s'exercer à la checklist pour la liberté

Les questions de la checklist décrites dans les chapitres précédents, si elles sont utilisées correctement, peuvent devenir un outil de formation extraordinaire pour les dissidents. Pour toutes celles et ceux qui ont assisté à des ateliers de formation à la résistance civile, la transmission de cette checklist constitue l'étape suivante logique, leur permettant de transférer ces compétences parmi leurs collègues militants pro-démocratie dans leur propre pays. Mais la checklist peut-elle également être utilisée par des dissidents qui n'ont jamais participé à un atelier? La réponse est oui, et cela a des implications importantes pour les perspectives d'avenir de la démocratie dans le monde.

Un programme traditionnel d'atelier de formation à la résistance civile offre aux participants individuels le forum le plus efficace pour acquérir des connaissances généralisables sur les conflits nonviolents. Les huit questions de la checklist ont le potentiel de développer, à tout moment spécifique d'une campagne de résistance civile, la clarté du groupe et le consensus sur le meilleur chemin à choisir vers la victoire. Plus important encore, ce chemin peut être découvert par des militants pro-démocratie, par soi-même et sans avoir besoin de s'en remettre aux conseils de soi-disant experts étrangers.

Entre la fin de mon doctorat et la publication de mon premier livre, j'ai travaillé pendant quinze ans à Wall Street. Pendant la majeure partie de cette période, j'ai été responsable des marchés de capitaux pour une banque d'investissement de premier plan. C'était

un travail fascinant qui m'a permis de rencontrer des cadres talentueux issus d'un large éventail de secteurs, notamment l'industrie manufacturière, les services, la technologie, l'alimentation, la santé et les médias. J'ai remarqué qu'ils avaient tous un problème commun : comment prendre les meilleurs employés de divers départements — développement de produits, marketing, finances, ressources humaines et services juridiques — et les persuader de s'engager à résoudre les problèmes des autres.

Une approche courante consiste à organiser une retraite dans un cadre intimiste d'un ou deux jours en trois étapes. La première étape consiste à créer une conscience mutuelle des besoins et des limites de chacun. L'étape suivante consiste à faire un brainstorming sur les meilleures opportunités de comportement coopératif. Enfin, la dernière étape consiste à s'engager mutuellement à exécuter des tâches spécifiques qui mèneraient à des solutions coordonnées dans le cadre de la mission de l'entreprise.

Notre entreprise a vécu un exercice similaire. Notre Président Directeur Général a demandé aux membres clés des départements de la finance et des entreprises de haut rendement de se réunir pendant 36 heures. L'objectif était de découvrir de nouvelles façons d'accroître les revenus de notre banque d'investissement aussi rapidement que possible. Au départ, il y avait une certaine réticence à perdre du temps sur des idées abstraites au lieu de se concentrer sur les transactions spécifiques qui nécessitaient une attention immédiate. Cependant, une fois les 36 heures écoulées, tout le monde dans la salle a reconnu la valeur de ce qui avait été expérimenté conjointement. En dix ans, l'entreprise est passée du vingt-sixième rang parmi les banques d'investissement au premier rang, en termes de revenus.

Cette checklist pour la liberté a été conçue pour refléter la session de 36 heures que j'ai vécue en tant que financier. Sans dépendre d'une expertise extérieure, je pense que les dissidents qui collaborent ensemble sur une courte période de temps similaire trouveront des moyens d'améliorer considérablement leur position concurrentielle par rapport à leurs adversaires tyranniques. La construction de cultures d'équipe confiantes créera un avantage compétitif insurmontable. Les tyrans du monde entier peuvent se méfier lorsqu'un million de militants pro-démocratie se seront exercés à cette checklist!

Nous avons souvent souligné dans cet ouvrage que le plus grand atout du tyran est la désorientation de la population. Ce qui suit est une antidote : s'exercer à la checklist pour la liberté.

Cet exercice comporte cinq phases :

- Organisation
- Introduction
- Évaluation
- Innovation
- Engagement

PHASE D'ORGANISATION

La première phase comprend des activités de préparation. Il s'agit notamment de nommer un animateur (et éventuellement un assistant), pour recruter des participants et trouver un lieu de rencontre approprié.

La tâche principale de l'animateur est de s'assurer que les idées de chaque participant sont communiquées de manière complète et précise. Il est utile, mais pas obligatoire, que l'animateur ait une connaissance approfondie de la résistance civile. Il est évident qu'un vivier d'animateurs dans lequel puiser serait les personnes ayant une connaissance directe de mouvements de résistance civile, bien que tous les dissidents ne fassent pas forcement les meilleurs animateurs.

L'animateur est chargé de recruter vingt personnes pour une session de 36 heures. Il est optimal que les participants représentent un ensemble d'intérêts très diversifiés. Plus la probabilité de désaccords est grande entre les participants, mieux c'est. Pourquoi ? Parce que des frictions qui s'expriment dès le début du processus peuvent évoluer vers des niveaux plus élevés de compréhension et de confiance mutuelles. Les incidents causés parmi les participants par ces désaccords au cours du processus de transformation font partie de ce qui rend l'exercice si puissant.

L'animateur doit s'entretenir à l'avance avec tous les participants pour se faire une idée de leurs antécédents et de leur point de vue, et pour établir la confiance. Il est particulièrement important de déterminer si chaque participant a bien compris l'utilité des cinq messages énumérés au chapitre 2 (voir tableau 4). Le rôle de l'animateur consistera notamment à s'assurer que les désaccords n'en-

veniment pas l'exercice. Connaître les motivations de chaque participant peut s'avérer essentiel pour faire remonter les tensions à la surface de manière constructive, mais aussi pour aider à les résoudre.

L'obligation suivante de l'animateur est de trouver un lieu pour se réunir en personne. Cela peut nécessiter la recherche d'un financement. Avant tout, le lieu doit être à l'abri des interférences extérieures. Il doit être suffisamment spacieux pour accueillir tous les participants ensemble et leur permettre de délibérer individuellement en privé. En outre, pendant les 36 heures, les participants doivent avoir confortablement accès à tout ce qui leur est nécessaire (hébergement, nourriture, etc...) pour rester totalement concentrés sur la tâche à accomplir.

L'animateur doit également apporter de grands chevalets et des marqueurs épais pour transcrire ce qui est dit. Au fur et à mesure que chaque feuille se remplit d'informations, elle doit être collée au mur afin que chaque participant puisse suivre les idées des autres participants. Enfin, l'animateur doit s'assurer que chaque participant dispose d'une quantité suffisante de papier et de stylos pour accomplir ses tâches individuelles.

■ PHASE D'INTRODUCTION

L'objectif de la phase d'introduction est de mettre les participants à l'aise en ce qui concerne les autres personnes présentes dans la salle et les raisons pour lesquelles elles sont qualifiées pour être là. C'est également le moment de s'assurer que chaque participant est au clair avec les concepts clés de la résistance civile. Les participants doivent — au minimum — lire ce livre et assimiler les cinq idées que les dissidents doivent connaître au chapitre 2.

Cet exercice n'atteindra pas son potentiel si les participants ne comprennent pas clairement la signification de chaque question de la checklist. Pour que les choses soient claires pendant la phase d'introduction, il peut être utile de demander aux participants d'exprimer leurs doutes s'ils pensent que la checklist n'est ni claire, ni complète, ni réaliste. Inviter les participants à formuler des critiques à ce stade peut en fait les aider à mieux comprendre le sens et l'objectif de chaque question de la checklist.

Un dialogue actif permettra au facilitateur de clarifier pour les participants les questions de terminologie (par exemple, expliquer

TABLEAU 15: Phases d'évaluation

S'EXERCER À LA CHECKLIST POUR LA LIBERTÉ

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS (QUESTIONS 1–4)

À classer par ordre d'importance de 1 à 4

- ☐ **La campagne de résistance civile réussit-elle à rallier les aspirations autour d'un leadership unitaire proposant une stratégie gagnante ?**
  NON 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 **OUI**
- ☐ **La campagne de résistance civile diversifie-t-elle ses choix tactiques tout en maintenant sa discipline nonviolente ?**
  NON 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 **OUI**
- ☐ **La campagne de résistance civile offre-t-elle une séquence de tactiques qui maximise l'impact perturbateur tout en minimisant les risques ?**
  NO 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 **OUI**
- ☐ **La campagne de résistance civile trouve-t-elle des moyens de valoriser les appuis extérieurs ?**
  NON 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 **OUI**

GESTION DU CONFLIT (QUESTIONS 5–8)

À classer par ordre d'importance de 1 à 4

- ☐ **Les forces citoyennes défiant le régime sont-elles capables de croître en nombre et en diversité ?**
  NON 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 **OUI**
- ☐ **La croyance du tyran en l'efficacité de la répression violente est-elle susceptible de diminuer ?**
  NON 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 **OUI**
- ☐ **Les défections potentielles parmi les principaux partisans du tyran ont-elles des chances d'augmenter ?**
  NO 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 **OUI**
- ☐ **L'ordre politique qui émergera post-conflit a-t-il des chances de se fonder sur des valeurs démocratiques ?**
  NON 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 **OUI**

que la résistance civile est différente de la nonviolence) qui peuvent être une source de confusion dans les phases d'évaluation et d'innovation.

Enfin, l'animateur décrira ce que l'on attend des participants au cours des phases d'évaluation, d'innovation et d'engagement.

■ PHASE D'ÉVALUATION

La phase d'évaluation commence par un moment de réflexion individuel où l'animateur demande à chaque participant de trouver un endroit isolé pour analyser la checklist dans l'ordre suivant :

- Tout d'abord, répondez à chacune des questions de la checklist par une note comprise entre 1 et 10. Un «oui» très affirmatif correspond à un 10 et un «non» très affirmatif à un 1.
- Ensuite, classez les questions 1 à 4 de la checklist (renforcement des capacités) par ordre d'importance. Un "1" serait le plus important et un "4" le moins important.
- Enfin, classez les questions 5 à 8 de la checklist (Gestion du conflit) par ordre d'importance. Un "1" serait le plus important et un "4" le moins important.

On ne doit pas faire l'hypothèse que les questions les plus importantes à aborder par le groupe soient nécessairement celles qui auraient réuni le plus de "non". La pertinence de l'exercice vient du fait que, bien que les questions de la checklist aient été formulées en partant du principe qu'elles sont d'égale importance, seuls les dissidents locaux sont en mesure de leur accorder la priorité appropriée à leur situation.

L'analyse individuelle doit être effectuée en 45 minutes, puis l'animateur doit réunir à nouveau le groupe entier. Chaque personne doit présenter son classement et son raisonnement pendant que l'animateur affiche les scores sur les chevalets. En supposant que vingt participants présentent chacun pendant cinq minutes, tous les scores peuvent être compilés en 100 minutes. La phase d'évaluation peut être réalisée en moins de trois heures.

Il est très important, à chaque phase, que chaque participant expose son point de vue avec clarté et brièveté. Aucun participant ne doit s'adonner à détruire systématiquement les idées d'un autre.

Les pauses et les repas, ainsi que la phase d'engagement, seront l'occasion de débats et de critiques rigoureux. L'objectif des phases d'évaluation et d'innovation est d'extraire les meilleures idées de chaque participant sur la base de leurs expériences uniques. La répétition de points de vue semblables d'un participant à l'autre (pouvant créer un effet de conformité) ne peut être utile au processus que si elle est non forcée et spontanée.

■ PHASE D'INNOVATION

La phase d'innovation se concentre sur les questions de la checklist que les participants jugent les plus importantes et les traite une par une.

En se concentrant sur une seule question de la checklist que le groupe a choisi d'aborder, l'animateur demande à chaque participant de s'isoler pendant 45 minutes et de dresser la liste de ses cinq meilleures idées sur la manière d'améliorer les faits sur le terrain pour que cette question soit évaluée en ordre d'importance de la note 1 à la note 10.

Ensuite, le facilitateur réunit à nouveau les participants et chacun décrit ses cinq meilleures idées. Le facilitateur, en aussi peu de mots que possible, écrit leurs idées sur le chevalet. Avec vingt participants, l'animateur affichera 100 idées différentes (lorsque les idées se chevauchent, l'animateur pourra les intégrer en une seule idée). Lorsqu'il n'y a plus de place pour écrire, le facilitateur doit arracher la feuille supérieure du chevalet et la coller au mur, afin que tout le monde puisse la voir et s'y référer.

L'animateur demande ensuite à chaque participant de s'isoler à nouveau pendant 15 minutes, de regarder toutes les idées d'amélioration sur le mur et de choisir les cinq meilleures qui ne sont pas les siennes. Lorsqu'ils se réunissent à nouveau, l'animateur met une coche à côté de chacun des cinq choix du participant qui ne sont pas les siens, créant ainsi 100 coches distinctes. L'animateur peut ensuite noter et classer sur un bloc-notes séparé les 10 idées les plus cochées.

La phase d'innovation peut être réalisée en moins de trois heures.

■ PHASE D'ENGAGEMENT

À ce stade, l'adhésion des participants est très forte, car ils sont témoins du processus d'intelligence collective et évaluent les dif-

férents points de vue de leurs collègues sur ce qu'il faut faire pour vaincre le régime. La phase d'engagement est moins structurée et plus subjective que les autres phases. Les phases précédentes devraient avoir donné au groupe une idée de ce qu'il devrait faire pour triompher du tyran. La phase d'engagement cherche à répondre à la question suivante : Qui parmi nous devrait prendre la responsabilité de mesures spécifiques pour atteindre cet objectif ?

Trouver des réponses à cette question définit l'objectif de l'ensemble du séminaire. Notons qu'il n'y a pas de bonnes ou de mauvaises réponses. Il n'y a que des réponses authentiques, basées sur l'expérience de chacun des participants, par opposition aux réponses inauthentiques de ceux qui sont en dehors du conflit et à l'abri des risques de la répression d'un tyran.

Séparer l'authentique de l'inauthentique exige des facilitateurs qu'ils soient disciplinés dans leur rôle. Ils doivent s'abstenir d'émettre leurs propres opinions tactiques ou stratégiques et s'attacher plutôt à encourager l'expression de ce que les participants considèrent comme leurs meilleures idées. Si chaque idée est respectée puis hiérarchisée par les participants eux-mêmes, il en résultera une plus grande confiance pour agir.

Les bases d'une phase d'engagement réussie sont posées au cours des 24 premières heures. Les pauses d'une demi-heure et les repas permettent aux participants de se poser des questions et d'explorer les points d'accord et de désaccord ainsi que leurs idées sur les prochaines étapes de leurs campagnes de résistance civile. La phase d'engagement permettra d'exprimer l'énergie et l'enthousiasme accumulés sur la base d'idées déjà testées parmi les participants.

La phase d'engagement se déroule en discussion de groupe et comporte, pour la première fois, l'expression de critiques au sein de débats intenses. La phase d'engagement se termine lorsque les participants sont convaincus qu'ils ont tous suffisamment à faire pour faire évoluer la dynamique du conflit de leur côté.

Le succès de l'exercice sera mesuré par le fait que les participants choisiront de se réunir à nouveau entre eux après quelques mois pour faire le point sur leurs progrès. Cela montrera qu'ils comprennent qu'ils ont un pouvoir significatif pour influencer le cours de leur conflit. Cela montrera également leur détermination à s'engager à nouveau dans ce qui doit être fait à ce moment précis

TABLEAU 16: Le calendrier des 36-Heures de formation à la checklist	
JOUR 1	
7:00 am – 8:00 am	Petit-déjeuner
8:00 am – 10:00 am	*Phase d'introduction*
10:00 am – 10:30 am	Pause
10:30 am – 1:00 pm	*Phase d'évaluation*
1:00 pm – 2:00 pm	Déjeuner
2:00 pm – 4:30 pm	*Phase d'innovation* sur les questions de la checklist relatives au renforcement des capacités (45 minutes seul, 1h45 en groupe)
4:30 pm – 5:00 pm	Pause
5:00 pm – 5:45 pm	*Phase d'engagement* sur les questions de la checklist relatives au renforcement des capacités (Session 1)
6:15 pm – 7:15 pm	Dîner
7:15 pm – 9:00 pm	*Phase d'engagement* sur les questions de la checklist relatives au renforcement des capacités (Session 2)
JOUR 2	
7:00 am – 8:00 am	Petit-déjeuner
8:00 am – 10:30 am	*Phase d'innovation* sur les questions de la checklist relatives à la gestion du conflit (45 minutes seul, 1h45 en groupe)
10:30 am – 11:00 am	Pause
11:00 am – 12:30 pm	*Phase d'engagement* sur les questions de la checklist relatives à la gestion du conflit (Session 1)
12:30 pm – 1:30 pm	Déjeuner
1:30 pm – 3:00 pm	*Phase d'engagement* sur les questions de la checklist relatives à la gestion du conflit (Session 2)
3:00 pm – 7:00 pm	Temps libre, consacré à des activités de groupe (par exemple le groupe peut decider de travailler sur les phases d'innovation et d'engagement pour d'autres questions de la checklist)

pour maximiser leurs chances de gagner. Les exercices de la checklist sont un moyen de confirmer simultanément les progrès réalisés et de répondre aux réalités changeantes du conflit nonviolent. Ayant fait l'expérience de la puissance des phases d'évaluation, d'innovation et d'engagement, ils seront confiants pour réitérer cet exercice à une date ultérieure. Lorsqu'ils referont l'exercice entre eux, il se peut même qu'ils veuillent choisir leur propre facilitateur, ce qui indiquera qu'ils sont prêts à réunir de nouveaux groupes et

à en assurer la facilitation par eux-mêmes.

Il est possible d'augmenter considérablement le nombre de personnes exposées à la résistance civile par le biais de l'exercice de la checklist pour la liberté. Imaginez que le nombre de participants aux ateliers[62] hors ligne et en ligne passe à 2 500 personnes par an et que chacun d'entre eux apprenne à animer un Exercice pour la liberté de 36 heures. S'ils s'engagent à organiser cinq séminaires par an avec 20 participants chacun dans leur propre pays, il est possible qu'en l'espace de quatre ans, un million de personnes vivant sous les régimes les plus tyranniques soient beaucoup mieux informées sur le potentiel de la résistance civile. Bien que ce nombre puisse sembler faible par rapport aux milliards de citoyens de cette planète, il s'agit d'une statistique effrayante pour les régimes autoritaires, notamment parce que ce nombre peut continuer à augmenter rapidement au fil du temps.

Les exercices de la checklist sont un moyen de confirmer les progrès réalisés et de répondre aux réalités changeantes du conflit nonviolent.

Le facteur temps est l'un des principaux avantages des campagnes de résistance civile par rapport aux insurrections violentes. Les dirigeants des insurrections violentes doivent rapidement renverser les avantages militaires initiaux d'un régime. Ils y parviennent en tuant le plus grand nombre possible de membres des forces de sécurité du gouvernement et en créant des déserteurs parmi les autres. Cependant, si l'avantage militaire du gouvernement n'est pas rapidement renversé, l'insurrection violente sera rapidement exposée à une violence supérieure qui peut détruire sa viabilité.

En revanche, les mouvements nonviolents peuvent prendre leur temps. Ils peuvent désamorcer, puis intensifier et encore désamorcer leurs tactiques de résistance. Ils peuvent jouer un jeu d'usure à long terme contre un tyran, engrangeant des gains stratégiques même si leur résistance semble se retirer pour un

62 La meilleure option pour l'exercice de la checklist, si les circonstances le permettent, est d'organiser une réunion en personne. Cela favorisera un intérêt soutenu et une interaction approfondie entre les participants. Toutefois, si des considérations sanitaires (covid-19) ou financières (y compris des défis logistiques en raison de problèmes de sécurité) empêchent une réunion en personne, les gens peuvent essayer d'organiser l'exercice virtuellement sur une plateforme de conférence en ligne si cela est possible pour eux et si la communication peut être sécurisée. Le choix de la plateforme utilisée par les participants et la manière dont ils l'utilisent dépendront de la facilité d'utilisation et des implications en matière de sécurité du ou des pays dans lesquels les participants se trouvent.

temps dans les espaces privés et familiaux avant de réapparaître publiquement avec force. Pendant toute cette période, le régime autoritaire doit rester vigilant et maintenir ses ressources engagées, ce qui augmente les coûts liés au maintien de son contrôle.

Une façon de garder le champ de bataille toujours prêt pour de nouveaux engagements est de multiplier les ateliers d'exercices de la checklist.

Les tyrans qui lisent ce livre — et l'on peut s'attendre à ce que certains d'entre eux le fassent — devraient se rendre compte qu'une campagne de résistance civile ne peut jamais être totalement éteinte. Quelles que soient les circonstances, les citoyens peuvent toujours s'organiser pour s'exercer à combattre pour la liberté.

Un tyran envoie ses sbires saisir des armements pour contrer une insurrection violente. Mais que saisit l'homme de main du tyran lorsqu'il est confronté à des personnes qui s'exercent à la checklist? Dans ses tentatives de faire cesser ces exercices, l'homme de main pourrait bien finir par vouloir y participer en tant que transfuge!

L'issue de la bataille entre le dissident et le tyran sera déterminée par le niveau de confiance nécessaire pour poursuivre le conflit dans l'un et l'autre camp. L'exercice de la checklist pour la liberté maintient les militants pro-démocratie sur le champ de bataille, leur permettant de constater qu'il existe toujours des possibilités de défier le statu quo et d'améliorer leur position. Même face à la pire oppression, les dissidents peuvent renforcer leur unité, diversifier leurs tactiques et interagir avec des transfuges potentiels. L'exercice de la checklist prouve au tyran qu'il devra un jour finir par céder le pouvoir. Cela n'est pas seulement vrai pour les tyrans «bénins», mais pour tous les autres.

Récemment, l'un des dirigeants les plus brutaux du monde, Omar al-Bashir du Soudan, a été chassé du pouvoir par une campagne de résistance civile. Il est maintenant en prison et risque d'être jugé pour crimes contre l'humanité[63]. Selon Stephen Zunes, un effort important a été fait pour partager les connaissances sur la résistance civile :

Pendant plusieurs années avant la révolution, un certain nombre

63 NDT: Le nouveau gouvernement soudanais a indiqué en Août 2021 qu'il livrerait Omar al-Bashir à la Cour Pénale Internationale pour qu'il soit jugé pour crimes contre l'humanité et génocide. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/08/11/le-soudan-va-remettre-omar-al-bachir-recherche-pour-genocide-au-darfour-a-la-cour-penale-internationale_6091199_3212.html.

d'organisations internationales… ont organisé des ateliers pour les groupes de la société civile sur l'éducation civique, la résolution des conflits et d'autres questions qui ont probablement contribué à l'autonomisation des militants, bien que les formations portant spécifiquement sur les stratégies et tactiques de résistance civile aient été exclusivement d'origine soudanaise.

L'un des groupes qui a joué un rôle important dans la promotion des moyens de résistance nonviolents est l'Organisation pour la nonviolence et le développement [ONAD] ….. Pendant des années, l'organisation a proposé des ateliers dans tout le pays sur des questions telles que la consolidation de la paix, le genre, les droits de l'homme, l'éducation civique, le développement institutionnel, la bonne gouvernance, la résolution des conflits, le dialogue interconfessionnel et la dynamique de groupe. Étant donné la destruction de la plupart des institutions de la société civile sous la dictature de 30 ans et les tactiques de division et de domination du régime, ces sujets apparemment apolitiques ont fini par avoir des implications politiques importantes. Outre les formations dans ces domaines, l'ONAD a également animé des ateliers portant directement sur l'action stratégique nonviolente et le maintien de la discipline nonviolente face aux attaques et autres provocations des forces de sécurité….

Tout en développant ses propres programmes, l'ONAD a été influencé par les manuels de formation de divers groupes européens et indiens, dont l'Institut Gandhien, War Resisters' International et Swedish Fellowship of Reconciliation. Les DVD et autres matériels documentant les campagnes de résistance civile et les leçons apprises par les activistes de fondations éducatives américaines comme le Centre international sur les conflits nonviolents (ICNC) et l'Institut Albert Einstein ont également été très utiles. L'ONAD estime avoir formé au moins 10 000 personnes directement et 50 000 indirectement par le biais de ses formations de formateurs. L'accent mis par l'organisation sur l'action nonviolente s'est accru au fil du temps, près de 70 % de ses formations étant axées sur la contestation directe du gouvernement et d'autres institutions oppressives.[64]

Ce qui est arrivé à al-Bashir, qui a été une surprise totale pour

64 Stephen Zunes, *Sudan's 2019 Revolution: The Power of Civil Resistance* (Washington, DC: ICNC Press, 2021), 14–15.

les experts régionaux, n'est pas un hasard, mais le résultat de l'éducation des militants pro-démocratie aux méthodes puissantes de la résistance civile.

ICNC mettra ce livre gratuitement en ligne et le traduira également dans de nombreuses langues. Comme nous nous attendons à ce que les régimes tyranniques cherchent à l'expurger de la lecture en ligne par leurs citoyens, nous le distribuerons également sous forme de livre de poche. Ce livre, d'une manière ou d'une autre, traversera les frontières même si les tyrans tentent de l'arrêter et il sera disponible pour tous ceux qui veulent devenir un militant pro-démocratie plus efficace. Il ne peut pas être facilement intercepté et, une fois dans un pays, il peut être copié et partagé. Il existe une réelle opportunité de multiplier par mille au niveau mondial le nombre de militants pro-démocratie exposés aux compétences nécessaires pour gagner leur conflit nonviolent.

A l'heure actuelle, les tyrans sous-estiment sans doute les risques que les conflits nonviolents leur font courir. Cette ignorante arrogance crée des vulnérabilités qui peuvent menacer la viabilité des régimes autoritaires les plus enracinés, y compris en Iran, en Russie, en Chine, en Corée du Nord, au Vénézuela, et au Myanmar.

6

Chapitre 6

UN CHOIX HISTORIQUE:

Acquiescer à la tyrannie ou déclencher une quatrième vague de démocratisation ?

Le sort de milliards de personnes dans le monde sera déterminé par l'issue des conflits entre dissidents et tyrans. On estime que 2,5 milliards de personnes dans le monde vivent sous le fléau de la tyrannie. La vie de citoyens innocents est dominée par les caprices de dirigeants qui n'ont aucun compte à rendre et qui ne se soucient pas des droits humains fondamentaux. Les conséquences de ce fait sont immenses. Bon nombre des pires actes humains de l'histoire ont été perpétrés par des régimes tyranniques au travers de l'oppression et de la dépravation qu'ils créent.

Les tyrannies ont changé d'apparence au fil du temps, mais leur dynamique et leurs comportements sous-jacents restent les mêmes. Les empires coloniaux n'ont pas la même apparence que les dictatures de la guerre froide, qui à leur tour n'ont pas la même apparence que les régimes autoritaires modernes qui dépendent de la technologie. Si cette distinction peut être importante, elle ne doit pas nous faire oublier les réalités dominantes de la tyrannie, quelle que soit la manière dont elle se présente au monde. Qu'une tyrannie apparaisse aux yeux des étrangers comme étant technophile, isolationniste et imprévisible, théocratique, paternaliste, idéologiquement de gauche ou de droite, ou toute autre combinaison entre les deux, nous pouvons l'identifier par les difficultés qu'elle crée pour les personnes qui y vivent. Sur le plan intérieur, les régimes tyranniques créent des sociétés dans lesquelles :

- La peur est omniprésente
- La corruption et les politiques manifestement injustes entraînent une stratification massive entre la richesse et l'extrême pauvreté.
- Les travailleurs sont exploités sans recours
- Les crises humanitaires et de santé publique sont beaucoup plus susceptibles de survenir en raison de l'incompétence ou de l'indifférence délibérée des détenteurs du pouvoir.
- Les citoyens peuvent voir leurs biens saisis sur un coup de tête.
- Les élections sont injustes, frauduleuses ou inexistantes.
- Le système judiciaire est ouvertement corrompu et sert les intérêts des élites, tandis que de nombreux citoyens sont soumis à des détentions arbitraires.
- Les médias et l'environnement éducatif sont monopolisés par la propagande et la désinformation.
- Les tentatives de remise en cause ou de changement du système par ceux qui le subissent se heurtent à une répression sévère et à des violations systématiques des droits de l'homme.

Si les tyrannies sont la principale cause de grandes souffrances humaines pour les populations qui leur sont directement soumises, leur existence a également des conséquences négatives au niveau mondial. Les gouvernements non démocratiques augmentent l'incidence de la guerre (civile et inter-étatique), ce qui entraîne l'extrémisme et la haine, des crises humanitaires, des atrocités, des violations des droits de l'homme, la corruption à tous les niveaux (qui dépasse souvent les frontières) et des migrations massives de réfugiés. Ces régimes autoritaires accroissent la fragilité des États et détruisent les sources de résilience de la société. Ils cherchent en outre à saper les démocraties existantes et à éroder le droit et les institutions internationales. Ils visent à pervertir, par leur adhésion, la mission des institutions internationales, en particulier le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Un monde plus autoritaire est un monde instable et dangereux dans lequel aucun pays n'est à l'abri.

Dans la compétition permanente pour le pouvoir entre les tyrans et les militants pro-démocratie, il y a eu de longs cycles de victoires et de défaites. Cela explique pourquoi, depuis le début du XIXe siècle, la démocratie a progressé en trois vagues. Selon Samuel

P. Huntington :

> *La première «longue» vague de démocratisation a commencé dans les années 1820, avec l'élargissement du suffrage à une grande partie de la population masculine aux États-Unis, et s'est poursuivie pendant près d'un siècle… jusqu'en 1926, donnant naissance à quelque 29 démocraties. En 1922, cependant, l'arrivée au pouvoir de Mussolini en Italie a marqué le début d'une première «vague de reflux» qui, en 1942, a réduit le nombre d'États démocratiques dans le monde à 12. Le triomphe des Alliés dans la Seconde Guerre mondiale a déclenché une deuxième vague de démocratisation qui a atteint son apogée en 1962 avec 36 pays gouvernés démocratiquement, pour être suivie d'une deuxième vague de reflux (entre 1960 et 1975) qui a ramené le nombre de démocraties à 30.*[65]

La troisième vague démocratique a débuté en 1974 avec la révolution des œillets au Portugal. Elle a ensuite migré vers des pays d'Amérique latine, d'Asie-Pacifique, d'Europe orientale et d'Afrique subsaharienne. Selon le classement de Freedom House, 35 pays au cours de cette période (approximativement de 1972 à 2005) sont passés d'un classement «non libre» ou «partiellement libre» au classement «libre»[66]. La caractéristique la plus significative de la troisième vague démocratique est que l'écrasante majorité de ces transitions vers la liberté se sont produites par le biais de campagnes nonviolentes de résistance civile.

La dernière moitié de la troisième vague a été accueillie avec beaucoup d'optimisme. L'esprit du temps a été capté dans l'ouvrage fondamental de Francis Fukuyama, *The End of History and the Last Man,* publié en 1992 juste après la fin de la guerre froide, alors que la troisième vague de démocratisation prenait de l'ampleur. L'argument central de Fukuyama était que l'organisation politique humaine avait une destination finale ou un point d'équilibre pour toute l'humanité qui serait le modèle de la démocratie libérale occidentale.

> *Toute communauté politique doit tirer parti du désir de reconnaissance, tout en se protégeant de ses effets destructeurs. Si le gouvernement constitutionnel contemporain a effectivement trouvé une formule permettant la reconnaissance de tous, tout en évitant l'émergence de la tyrannie,*

65 Samuel P. Huntington, "Democracy's Third Wave," in *Journal of Democracy* 2, no. 2 (1991): 1.

66 Karatnycky et Ackerman, 18.

alors il aura une prétention particulière à la stabilité et à la longévité parmi les régimes qui ont émergé sur terre.[67]

Malheureusement, depuis 2005, Freedom House a enregistré quinze années consécutives de régression démocratique du classement mondial global. Alors que la troisième vague démocratique s'éloigne des mémoires, s'impose une croissance ininterrompue du nombre de régimes autoritaires avec son lot de gouvernance corrompue, et cette vague de reflux peut sembler imparable. Il n'est pas surprenant que la thèse de Fukuyama soit aujourd'hui, à tort, tournée en dérision par sa naïveté.

La question qui se pose aujourd'hui est la suivante : la vague de reflux dans laquelle nous nous trouvons sera-t-elle suivie d'une quatrième vague démocratique? Si cela se produit, la thèse centrale de Fukuyama s'avérera finalement correcte.

Les réalistes rejettent la possibilité d'une quatrième vague démocratique, estimant que la tyrannie restera une force dominante dans les affaires du monde. Ils pensent que maintenant que la troisième vague démocratique est passée, les campagnes de résistance civile ne menacent plus les dirigeants autoritaires et ne peuvent rivaliser avec le pouvoir de l'État.

Les tyrans, qui avaient été surpris par les nombreuses campagnes de résistance civile de la troisième vague démocratique, collaborent désormais entre eux pour trouver les meilleurs moyens de les réprimer. Ils sont désormais plus aptes à consolider leur pouvoir avec peu de violence manifeste et à le conserver en déployant de manière habile la menace de l'utilisation de la violence, tout en la maintenant à des niveaux minimaux. Les nouvelles utilisations de la technologie pour la surveillance digitale des citoyens fournissent des armes très importantes contre la résistance civile, tout en sapant les institutions qui protègent les droits politiques et humains. Les régimes autoritaires ont le sentiment de pouvoir agir avec une plus grande impunité en mettant fin à la limitation du nombre de mandats présidentiels, au travers de décrets législatifs, en fermant les médias qui défendaient le plus ardemment les droits politiques et les libertés civiles de chacun, et en emprisonnant ou en tuant les militants pro-démocratie.

67 Francis Fukuyama, *The End of History and the Last Man* (New York, NY: Free Press, 2006), xxi–xxii.

Les réalistes affirment que la raison principale de l'ascension de l'autoritarisme est que les États-Unis — le porte-drapeau du message de «liberté» — ne sont plus la seule superpuissance. Au contraire, les États-Unis sont en concurrence multidimensionnelle avec la Chine, la Russie, l'Iran, la Corée du Nord et d'autres dictatures hostiles. Sans le prestige du soutien américain, la communauté internationale des démocraties qui s'est accrue et a accompli un travail si remarquable après la chute du mur de Berlin est aujourd'hui en plein recul.

> *L'idée que les États-Unis peuvent transformer tous les pays en démocraties consolidées a été réfutée à maintes reprises, du Vietnam à l'Afghanistan en passant par l'Irak. L'opinion selon laquelle Washington devrait offrir un exemple brillant, mais rien de plus, ne tient pas compte des dangers du monde contemporain, dans lequel des groupes et des individus disposant de peu de ressources peuvent tuer des milliers, voire des centaines de milliers d'Américains. Les États-Unis ne peuvent pas résoudre les problèmes du monde, mais ils n'ont pas non plus le luxe de les ignorer.*[68]

La perspective réaliste est ancrée chez presque tous les spécialistes régionaux dont l'objectif premier est d'expliquer le comportement des élites. Ils ont du mal à accorder de l'importance aux développements au niveau "grassroot" des citoyens, notamment en ce qui concerne les changements dans la capacité d'un tyran à se défendre contre un conflit nonviolent. Cela explique pourquoi les réalistes et les spécialistes régionaux s'avèrent incapables de prédire le moment où une campagne de résistance civile est susceptible de commencer. Ils sont toujours surpris et ont tendance à considérer les manifestations de masse, les grèves et les boycotts comme des coups de chance temporaires qui se termineront rapidement et sans porter de fruit.

Les réalistes et les spécialistes régionaux s'avèrent incapables de prédire le moment où une campagne de résistance civile est susceptible de commencer.

68 Stephen Krasner, "Learning to Live with Despots: The Limits of Democracy Promotion" *Foreign Affairs* 99, no. 2, (February 10, 2020). https://www.foreignaffairs.com/articles/2020-02-10/learning-live-despots.

Les experts régionaux pensaient que le dictateur serbe Slobodan Milosevic ne quitterait jamais son poste sans recourir à la violence. Le mouvement vert en Iran était considéré comme impensable jusqu'à ce qu'il se produise. Juste avant le soulèvement de 2011 et l'occupation de la place Tahrir, les spécialistes régionaux étaient certains que les événements de Tunisie ne s'étendraient jamais à l'Égypte. Et au Soudan, il leur semblait fantaisiste qu'Omar el-Béchir puisse être écarté du pouvoir et jeté en prison.

Les réalistes ne font pas de différence entre les retombées des insurrections violentes ratées et celles des insurrections nonviolentes ratées. Une insurrection violente est écrasée lorsqu'elle rencontre une force supérieure de la part de la police et de l'armée du tyran. Les insurgés violents qui ont échappé à l'exécution ou à la prison ne disposent plus d'une force cohésive pour reprendre le combat pendant des années, et parfois ne le pourront plus jamais. Cependant, un tyran ne peut jamais éteindre complètement une campagne de résistance civile qui a échoué. Même lorsque les tyrans l'emportent, ils doivent répondre aux besoins fondamentaux de leurs citoyens, sous peine de perdre le bénéfice de leur apathie. Cette adaptation permet même aux campagnes de résistance civile moribondes de ressusciter et de conduire à la démocratie des années plus tard.

Au cours des quinze dernières années de recul démocratique, les réalistes ont pointé du doigt la soi-disant disparition du printemps arabe comme preuve que l'avancée de la démocratie sera limitée à l'avenir. D'autres, en revanche, considèrent que les soulèvements arabes n'ont jamais cessé :

> *En 2021, il y a peut-être peu de croyances plus universellement partagées que celle de l'échec des soulèvements arabes. Il est facile de comprendre l'attrait de cette idée, ardemment promue par les régimes autocratiques et les réalistes de la politique étrangère. Elle signifie un retour aux affaires "business as usual". Les administrations Obama et Trump ont toutes deux tacitement accepté ce point de vue lorsqu'elles ont déplacé leur regard vers d'autres objectifs dans la région — la première vers les négociations nucléaires avec l'Iran, la seconde vers la normalisation des relations arabes avec Israël. Pourtant, cette conviction n'est en fait que la dernière d'une série de conclusions prématurées. Malgré la nécrologie et le sombre héritage du soulèvement arabe, la vague révolutionnaire de 2011 n'était pas un mirage passager. Dix ans*

plus tard, la façade autocratique de la région se fissure à nouveau. Des soulèvements majeurs ont récemment bloqué la réélection du président algérien infirme, conduit au renversement du dirigeant soudanais au pouvoir depuis longtemps, et remis en cause les ordres politiques sectaires en Irak et au Liban. Le Liban peine à avoir un gouvernement après une année de protestations, de désastre financier et les retombées d'une explosion incompréhensible dans le port de Beyrouth. L'Arabie Saoudite a été témoin de changements rapides dans la société, alors qu'elle se prépare à l'ascension royale présumée de MBS.[69]

Les tyrans sont toujours insatiables en matière de pouvoir et quel que soit leur niveau de pouvoir, ils ne se sentent jamais en sécurité, et il leur faut toujours accroître leur main-mise . Ils illustrent tous à la perfection le fameux dicton de Lord Acton : «Le pouvoir tend à corrompre, et le pouvoir absolu corrompt absolument.» Plus ils imposent un contrôle étouffant aux populations qu'ils dirigent, plus il est probable que les doubles-penseurs latents prolifèrent et se transforment au fil du temps en doubles-penseurs révélés, et finalement en transfuges. Cela explique pourquoi, malgré la réduction globale de la liberté dans le monde, le nombre de campagnes de résistance civile augmente à un rythme record.

En ce moment même, les tyrans sous-estiment peut-être les risques que leur font courir les conflits nonviolents. Cette complaisance crée des vulnérabilités qui peuvent menacer la viabilité des régimes les plus enracinés, notamment en Iran, en Russie, en Chine, en Corée du Nord, au Venezuela et au Myanmar.

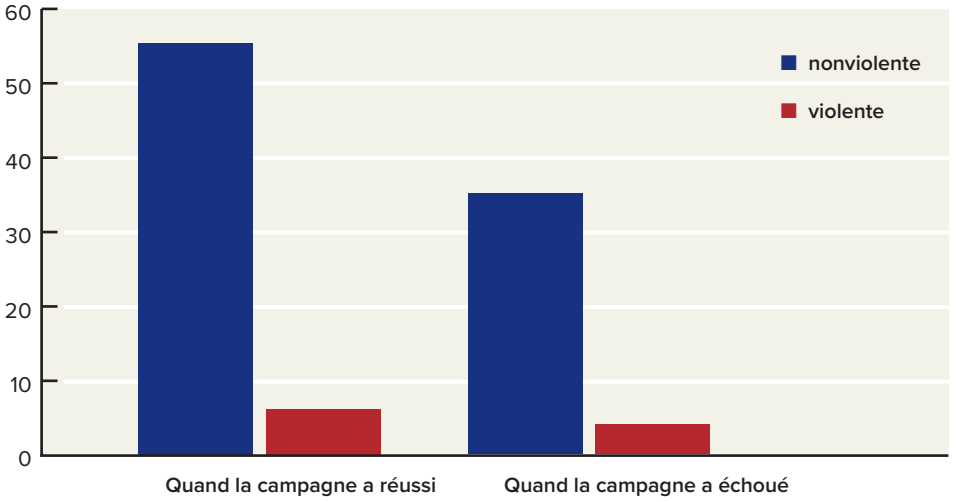
Pour préparer la présentation des questions de la checklist, j'ai énuméré au chapitre 2 cinq idées que les dissidents doivent d'abord connaître. Cependant, il existe une sixième idée pour les dissidents qui est la plus porteuse d'espoir de toutes (et qui deviendra plus claire lorsque les militants pro-démocratie se seront exercés à la checklist) : Si un dictateur peut détruire une guérilla et mettre fin à une insurrection violente pour des décennies, voire pour toujours, les dictateurs ne peuvent jamais vraiment mettre fin à une campagne de résistance civile en faveur de la démocratie et des droits de l'homme. L'une des données les plus encourageantes de la recherche est la figure 20, qui montre que même un conflit nonviolent qui n'a pas atteint

69 Marc Lynch, "The Arab Uprisings Never Ended: The Enduring Struggle to Remake the Middle East," in *Foreign Affairs* (January/February 2021).

son objectif a encore 35 % de chances d'y parvenir dans les cinq prochaines années.

FIGURE 20: Probabilité qu'un pays soit démocratique cinq ans après la fin d'une campagne (nonviolente ou violente)

Source: Erica Chenoweth and Maria J. Stephan, *Why Civil Resistance Works: The Strategic Logic of Nonviolent Resistance* (New York, NY: Columbia University Press, 2011).



Qu'est-ce qui explique alors l'échec des mouvements de résistance civile contemporains? Dans «The Future of Nonviolent Resistance», Erica Chenoweth expose plusieurs tendances qui montrent que les niveaux de compétences des militants pro-démocratie sont en baisse. En particulier :

- Le taux de participation du public aux campagnes de résistance civile a chuté de 2,7 % dans les années 1990 à 1,3 % aujourd'hui.
- Il y a un recours excessif aux manifestations de masse par rapport à d'autres tactiques présentant des profils de risque différents, comme les grèves et les boycotts.
- On se fie trop à la spontanéité de l'organisation numérique au lieu de planifier des séquences tactiques cruciales.
- Il existe une volonté accrue de s'associer indirectement à des acteurs violents dans l'espoir d'augmenter les chances de succès.[70]

À mesure que les campagnes de conflit nonviolent se multi-

70 Chenoweth, "The Future of Nonviolent Resistance."

plient, il est inévitable que, sans une expansion proportionnelle de la formation, la probabilité d'améliorer les taux de réussite diminue. Imaginez maintenant ce qui se passerait si l'augmentation du nombre de campagnes s'accompagnait d'une augmentation du nombre de dissidents ayant reçu la formation adéquate et s'étant exercé à la checklist. Cette multiplication de la formation des dissidents nous semble nécessaire pour déclencher la quatrième vague démocratique.

À l'heure où nous écrivons ces lignes[71], les conflits entre grandes puissances s'intensifient entre les États-Unis et leurs alliés démocratiques (et certains non démocratiques) et la Chine, la Russie et l'Iran. Dans le cadre d'une alliance dirigée par les États-Unis, les experts des médias, les professionnels des groupes de réflexion et les décideurs gouvernementaux se concentrent presque exclusivement sur la pression exercée sur les régimes autoritaires par le biais de sanctions, de renforcements militaires et par la création d'alliances — toutes ces mesures étant induites de l'extérieur. On ne se préoccupe guère de la manière d'amplifier la pression que les tyrans peuvent ressentir à l'intérieur de leurs frontières, malgré les résultats impressionnants des campagnes de résistance civile contre les régimes dictatoriaux.

Même la Chine — la mère de toutes les tyrannies et la plus grande menace stratégique pour les nations démocratiques — n'est pas exempte de ces vulnérabilités. Orville Schell, dans son essai «Life of the Party : How Secure Is the CCP», fait valoir ce point avec force :

> *Peut-être le Parti communiste Chinois a-t-il réussi à mettre au point un modèle de développement entièrement nouveau qui ne nécessite pas de valeurs aussi désuètes que la liberté, la justice et la liberté. Mais l'histoire moderne suggère que l'absence de ces éléments peut mettre un pays en péril. Pensez à l'Italie et à l'Allemagne fascistes, au Japon impérial, à l'Espagne franquiste, à l'Iran théocratique et à l'Union soviétique.*
>
> *....Les Chinois seraient-ils tout simplement différents des autres, en particulier des Occidentaux ? Peut-être, disent certains, les citoyens chinois se contenteront-ils d'acquérir la richesse et le pouvoir, sans ces aspects de la vie que les autres sociétés considèrent généralement*

71 NDT: Cet ouvrage a été rédigé en 2021, et constitue le dernier opus de l'oeuvre de Peter Ackerman, décédé en avril 2022

comme fondamentaux pour l'être humain. Une telle hypothèse semble irréaliste, pour ne pas dire condescendante. En fin de compte, les aspirations du peuple chinois ne seront probablement guère différentes de celles des Canadiens, des Tchèques, des Japonais ou des Coréens. Le fait que les personnes extérieures à la Chine ne puissent pas voir ou entendre une expression plus complète des valeurs universelles à l'heure actuelle ne signifie pas que ces désirs n'existent pas. Refoulés pour l'instant, ils sont apparus maintes et maintes fois dans le passé et ne manqueront pas de réapparaître à l'avenir.[72]

Les dirigeants d'hier et d'aujourd'hui, les analystes politiques et les médias des plus anciennes démocraties du monde doivent étudier la résistance civile avec un regard neuf. Ils doivent abandonner les croyances largement répandues selon lesquelles la résistance civile est vouée à l'échec, ou pire, est inutile lors de conflits avec un ou plusieurs protagonistes violents. Les réalistes sont encore plus certains que la résistance civile ne peut pas initier une transition démocratique dans le contexte de guerres civiles. Leur raisonnement est qu'à l'issue de ces conflits intensément violents, le vainqueur imposera certainement une dictature cruelle sur le perdant. Cependant, Luke Abbs, après avoir analysé près de six décennies de données sur l'impact de la résistance nonviolente sur les guerres civiles, présente une conclusion inattendue :

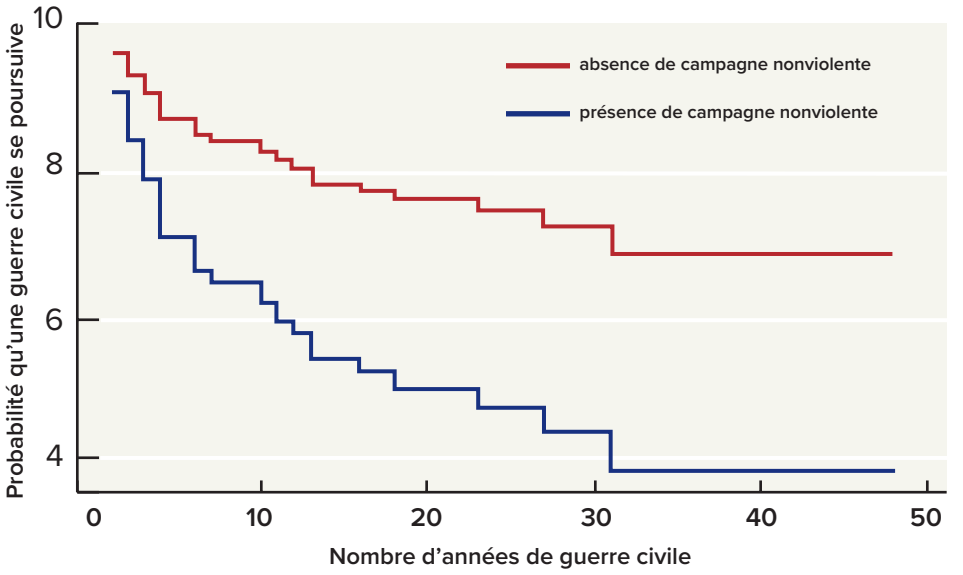
La figure 21 visualise la probabilité de «survie» d'une guerre civile sur l'axe y des ordonnées et le nombre d'années d'épisodes de guerre civile sur l'axe x des abscisses. À toutes les étapes du cycle de vie de toutes les guerres civiles observées, la probabilité que le conflit violent se poursuive est considérablement réduite lorsque des campagnes nonviolentes à grande échelle sont présentes dans le conflit. Par exemple, après 5 ans de guerre civile, un accord de paix est environ 25 % plus probable lorsque des campagnes nonviolentes sont présentes

72 Orville Schell, "Life of the Party : How Secure Is the CCP ?" Foreign Affairs (juillet/août 2021) : 74-75.

NDT: Un soulèvement populaire de grande ampleur a secoué la Chine en novembre et décembre 2022, en opposition à la politique extrêmement répressive du "zéro-covid" promulguée depuis 2020 par le PCC. Cela illustre la capacité de la société chinoise à se mobiliser pour ses libertés fondamentales. Face à cette pression populaire, le PCC a rapidement mis fin à toutes les mesures "zero-covid" début janvier 2023.

FIGURE 21: la relation entre présence d'une campagne nonviolente et durée d'une guerre civile, pendant la période 1955-2013

Source: Luke Abbs, *The Impact of Nonviolent Resistance on the Peaceful Transformation of Civil War* (Washington, DC: ICNC Press, 2021), 33.



que lorsqu'elles ne le sont pas.[73,74]

L'opportunité politique est d'identifier comment les acteurs internationaux peuvent aider à nourrir les mouvements nonviolents, qui sont déjà en train de naître organiquement. Dans leur étude intitulée «The Role of External Support in Nonviolent Campaigns» (Le rôle du soutien extérieur dans les campagnes nonviolentes), Chenoweth et Stephan ont constaté que «l'offre de formation a toujours un impact positif» :

> *La formation est la seule forme d'assistance extérieure qui est positivement corrélée avec les caractéristiques des campagnes nonviolentes. C'est particulièrement vrai pendant la période de pré-campagne, où une incidence plus élevée de la formation est corrélée à des taux de participation plus élevés, à une diminution du nombre de décès liés à la campagne et à des probabilités plus élevées de défections des forces*

73 Abbs, *The Impact of Nonviolent Resistance*, 38.

74 NDT: Comme on le voit sur la figure 21, la probabilité qu'à un moment donné la guerre civile se prolonge est donnée sur l'axe y par des nombres de 0 à 1. Au bout de 5 ans de guerre civile (sur l'axe x), cette probabilité tombe à environ 0.65 lorsqu'on est en présence de campagnes nonviolentes, alors qu'elle reste légèrement en-dessous de 0.9 lorsque ces campagnes nonviolentes sont absentes, soit une différence de 0.25 entre les deux scenarios, c'est-à-dire que la fin de la guerre civile est 25% plus probable dans un cas que dans l'autre.

de sécurité une fois la campagne mobilisée. La formation pendant le pic de mobilisation de la campagne est également corrélée à une augmentation de la taille de la participation et au succès final de la campagne. Dans tous les modèles, la formation ne semble pas avoir d'inconvénients systématiques et observés — et c'est la seule forme d'assistance extérieure qui montre des corrélations positives constantes dans tous les modèles.[75]

Larry Diamond, l'éminent spécialiste de la démocratie, observe :

> *Le monde est aujourd'hui plongé dans une féroce compétition mondiale d'idées, d'informations et de normes. À l'ère du numérique, cette compétition se déroule à la vitesse de l'éclair, toutes les heures, et elle façonne la façon dont les gens conçoivent leurs systèmes politiques et le futur ordre mondial. À l'heure actuelle, alors que les doutes et les menaces qui pèsent sur la démocratie s'intensifient en Occident, les démocraties ne peuvent pas se permettre de perdre cette compétition.*[76]

Pour inverser le déclin démocratique de ces quinze dernières années, il faudra que les dissidents remportent des conflits nonviolents de plus en plus fréquemment. Pour qu'il y ait une quatrième vague démocratique, les dissidents doivent être formés en bien plus grand nombre qu'aujourd'hui.

La checklist pour mettre fin à la tyrannie donne aux dissidents locaux les outils nécessaires pour se former mutuellement dans leurs zones de conflit, ce qui leur donne «une plus grande capacité de planification stratégique, de discipline tactique, de mobilisation des ressources et de dissuasion efficace de la violence d'État».[77]

Ce livre, entre les mains de dissidents, est une nouvelle étape dans l'évolution de la communication des connaissances sur la résistance civile. La disponibilité et l'application stratégique de ces connaissances dans tous les conflits nonviolents à venir peuvent faire radicalement basculer l'équilibre du pouvoir du tyran vers les militants pro-démocratie, là où ce pouvoir doit résider.

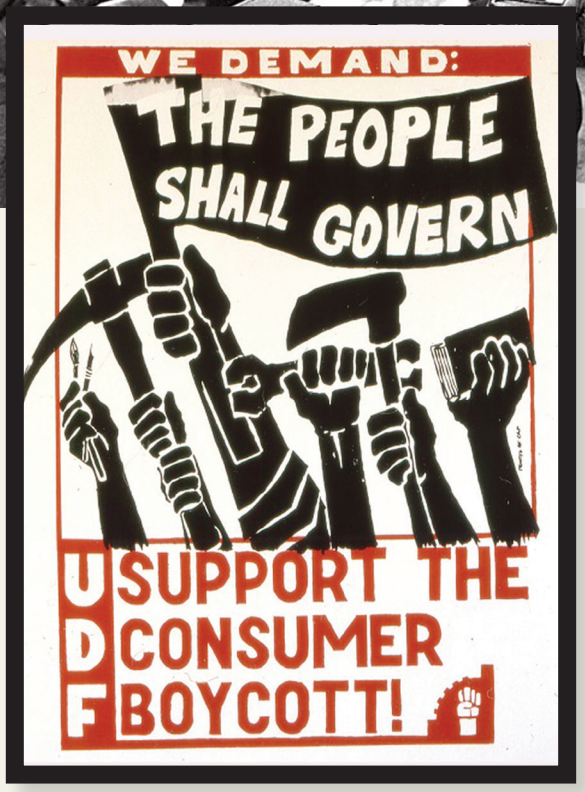
---

75 Chenoweth and Stephan, *The Role of External Support*, 65–66.

76 Larry Diamond, "America's Silence Helps Autocrats Triumph," *Foreign Policy,* September 6, 2019, https://foreignpolicy.com/2019/09/06/americas-silence-helps-autocrats-triumph-democratic-rollback-recession-larry-diamond-ill-winds/# .

77 Chenoweth and Stephan, *The Role of External Support,* 67.

A droite: Lech Walesa, le leader de Solidarnosc, célèbre la création du syndicat des agriculteurs en Pologne, 1981.



Au-dessus: Mkhuseli Jack mène le boycott des consommateurs contre l'apartheid, à Port Elizabeth, Afrique du Sud, 1985.

A gauche: les posters utilisés à Port Elizabeth pour encourager le soutien au boycott.

Annexe

Évaluations des ateliers et des cours en ligne

Au fil du temps, l'ICNC a reçu de nombreux retours sur son travail et son engagement dans le monde. En réponse à des demandes spécifiques, nous avons tenu de nombreux séminaires et ateliers, et nous avons également organisé des programmes éducatifs annuels récurrents. Ces programmes récurrents comprennent :

Instituts d'été : De 2006 à 2016, ICNC s'est associé à la Fletcher School of Law and Diplomacy à l'Université Tufts dans le Massachusetts pour proposer des ateliers de 5 et 6 jours sur la résistance civile à des personnes du monde entier. Voir un exemple de programme d'institut d'été dans le tableau 17 au chapitre 4.

Instituts régionaux : En février 2018, l'ICNC a collaboré avec plusieurs partenaires locaux pour créer un institut régional pour l'étude des conflits nonviolents à Quito, en Équateur. Trente-cinq participants de onze pays d'Amérique du Sud et des environs ont assisté à un séminaire de six jours cette année-là. À l'automne 2018, un deuxième institut a été organisé et s'est tenu à Kiev, en Ukraine, se concentrant sur l'Europe de l'Est et l'Asie centrale et attirant quarante participants de dix pays. Un troisième institut a été organisé avec des partenaires locaux à Katmandou, au Népal, en partenariat avec des universités et des ONG locales pour partager des recherches, des stratégies de résistance civile et des expériences de mouvement avec des dissidents et des militants pro-démocratie, et a attiré trente-six participants de douze pays.

Cours en ligne : ICNC a commencé à organiser son cours en ligne en 2012, en collaboration avec l'Université Rutgers.[78] «Le pouvoir du peuple : la dynamique stratégique de la résistance civile» attire des participants de pays du monde entier pour un cours intensif de 7 semaines, couvrant les sujets suivants :

78 En 2020, l'ICNC a commencé à dispenser le cours sans l'Université Rutgers.

MODULE 1. Introduction au cours : Webinaires de bienvenue et d'orientation - Présentation des participants - Enquête sur les connaissances actuelles

MODULE 2. Les fondements de la résistance civile : Qu'est-ce que la résistance civile ? — L'efficacité de la résistance civile

MODULE 3. Les cas de résistance civile dans le monde : Cas de libération nationale — Cas de sécurité civile et d'autonomie — Cas de défense et d'expansion des droits — Cas de responsabilité publique

MODULE 4. Stratégies et tactiques de la résistance civile : Analyse de la campagne Lunch Counter de Nashville — Le rôle des femmes dans la résistance civile — Planification stratégique et choix tactiques — Outils d'analyse des conflits

MODULE 5. Répression, effet boomerang et défections : Répression et effet boomerang — Stratégies du mouvement pour encourager les défections

MODULE 6. Flancs violents, agents provocateurs et maintien d'une discipline nonviolente : Les flancs violents — Guide de protection contre les agents provocateurs — Maintenir une discipline nonviolente

MODULE 7. Nouvelles frontières dans les études sur la résistance civile : Démocratisation et résistance civile —Résistance civile contre les pratiques abusives des entreprises — Résistance civile et communautés religieuses —Résistance culturelle

MODULE 8. Conclusion du cours : Enquête sur les gains d'apprentissage — Évaluations du cours

Au-delà des retours écrits et verbaux, nos données quantitatives renforcent ce que nous ont dit les anciens des programmes d'ICNC, les bénéficiaires de subventions et les collaborateurs. Par exemple, vous trouverez ci-dessous les résultats de l'évaluation 2018 du cours en ligne de 7 semaines d'ICNC «Le pouvoir du peuple : la dynamique stratégique de la résistance civile», qui rassemble chaque année 55 à 65 personnes du monde entier. Pour évaluer ce cours, ICNC a mené :

TABLEAU 17: Agenda des Instituts d'été du Centre ICNC

Session	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
9:00 – 10:30	Tous les participants et les formateurs se présentent les uns aux autres	Discipline Nonviolente et flancs violents (insurrections armées) Exercice – Activité optionnelle	Répression et effet boomerang Exercice – Activité optionnelle	Vocabulaire/ terminologie et création de sens dans les mouvements	Capacité d'action des citoyens dans des sociétés perturbées et comment contrer les acteurs violents non-étatiques
10:30 – 11:00	Pause				
11:00 – 12:30	Introduction à la Résistance civile	Pourquoi les mouvements de resistance civile échouent-ils?	Les acteurs extérieurs aux mouvements de résistance civile	Défense nonviolente contre les agressions extérieures	Campagnes contre la corruption
12:30 – 2:00	Déjeuner	Déjeuner-Conférence: Peter Ackerman	Remise du Prix James Lawson	Déjeuner	Photo de groupe Déjeuner
2:00 – 3:30	Emergenge des mouvements et durabilité Exercice – Activité optionnelle	Panel: Résistance civile et genre	Pause	**2ème session par groupes:** Les stratégies de résistance civile pour créer les conditions de la paix, et pour la justice transitionnelle Pause	Consolider les gains des campagnes, et transitions démocratiques
3:30 – 4:00	Pause	Pause		**3ème session par groupes:** Contrer l'extrémisme violent 1. le rôle des diasporas 2. la résistance digitale	Pause
4:00 – 5:30	Stratégie et Tactiques Exercice – Activité optionnelle	**1ère session par groupes:** How and Why Civil Resistance Movements Cause Defections? Arts and Cultural Resistance Civil Resistance and International Human Rights	**Réunions en sous-groupes** Sessions parallèles en groupes et évaluation de miparcours	**4ème session par groupes:** Enseigner, partager, traduire la connaissance sur la résistance civile au travers des medias pour faire gagner les mouvements	La continuation de l'engagement et les évaluations finales de la formation
5:30 – 7:00	Dîner	Dîner	Croisière fluviale sur Charles River, Boston	Dîner	Temps libre
7:00 – 9:00	Présentations d'études de cas de résistance civile	Présentations par des personalités invitées		Soirée libre	Cérémonie de clôture, remise des diplômes

- Une évaluation immédiate avant le cours pour discerner les connaissances, les attitudes et les activités des participants.
- Une évaluation immédiate après le cours pour discerner les connaissances, les attitudes et les activités des participants, de sorte que les changements résultant du cours puissent être déterminés.
- Une évaluation globale du cours dans laquelle les participants donnent leur avis sur le cours lui-même.
- Une évaluation après trois mois de cours, afin de déterminer comment les connaissances acquises pendant le cours ont influencé les choix et les actions ultérieures des participants

Voici quelques résultats clés de notre évaluation en post-cours (après trois mois) en 2018 :

I. Les personnes interrogées ont signalé des gains significatifs d'efficacité dans la planification et l'engagement dans la résistance civile.

- 94 % ont déclaré que leurs compétences en matière de planification de campagnes de résistance civile s'étaient améliorées après avoir suivi le cours d'ICNC.
- 94 % ont déclaré qu'ils *étaient plus efficaces pour atteindre leurs objectifs dans les campagnes ou les formations de résistance civile* après avoir suivi le cours d'ICNC, 62 % d'entre eux déclarant qu'ils étaient «beaucoup plus» (5 sur une échelle de 5) ou significativement plus efficaces (4 sur une échelle de 5).
- 94 % ont déclaré *être plus efficaces dans l'écriture, l'enseignement ou la recherche sur la résistance civile* après avoir suivi le cours d'ICNC, 75 % d'entre eux déclarant être «beaucoup plus» (5 sur une échelle de 5) ou significativement plus efficaces (4 sur une échelle de 5).
- 86 % ont déclaré que les *actions de résistance civile auxquelles ils ont participé après le cours d'ICNC étaient plus efficaces qu'avant le cours*, et 50 % ont déclaré que les actions de résistance civile auxquelles ils ont participé étaient «beaucoup plus» (5 sur une échelle de 5) ou significativement plus efficaces (4 sur une échelle de 5).

II. Les personnes interrogées ont déclaré s'impliquer davantage dans les campagnes de résistance civile, ainsi que dans l'écriture, l'enseignement et la recherche sur la résistance civile.

- 56 % des personnes interrogées ont déclaré que le *cours d'ICNC avait eu une grande influence sur leur décision ultérieure de rejoindre une campagne de résistance civile*.
- 62 % des personnes interrogées ont déclaré être *devenues plus actives dans la conduite ou la planification d'une campagne de résistance civile* après avoir suivi le cours d'ICNC.
- 62 % des personnes interrogées ont déclaré qu'elles étaient devenues plus actives dans l'*écriture, l'enseignement et la recherche sur la résistance civile* après avoir suivi le cours d'ICNC.

III. Les répondants ont indiqué qu'ils appliquaient directement les connaissances introduites dans le cours et qu'ils s'y référaient après le cours.

Immédiatement après le cours :

- 75 % des personnes interrogées ont déclaré avoir appliqué les connaissances acquises lors du cours pour *planifier des campagnes de résistance civile*.
- 75 % des personnes interrogées ont déclaré avoir appliqué les connaissances acquises lors du cours pour *offrir des formations à la résistance civile*.
- 62 % des répondants ont déclaré avoir appliqué les connaissances acquises dans le cadre du cours pour *écrire sur la résistance civile*.
- 56 % des personnes interrogées ont déclaré avoir appliqué les connaissances acquises lors du cours en s'engageant directement dans des actions nonviolentes.

Trois mois après le cours :

- 100 % des personnes interrogées ont déclaré *être retournées dans la salle de classe électronique d'ICNC pour se référer aux supports de cours* au moins 1 à 5 fois depuis la fin du cours, 50 % ont déclaré l'avoir fait 6 à 10 fois et 6 % 11 à 15 fois.
- Six outils de planification stratégique ont été présentés pendant le cours. Après la formation, pas moins de 56 % des répondants ont déclaré qu'*ils appliquaient chacun de ces outils plus souvent qu'avant la formation*, et 69 % des répondants ont déclaré utiliser

plus souvent trois outils de planification.

IV. Les personnes interrogées ont déclaré qu'elles étaient plus intéressées par l'apprentissage de la résistance civile après le cours, et un nombre important d'entre elles ont déclaré que trois mois après le cours, elles trouvaient le contenu du cours encore plus utile qu'immédiatement après le cours.

- 94 % ont déclaré qu'après le cours, *ils étaient plus intéressés par l'apprentissage de la résistance civile*.
- 44 % des répondants ont déclaré que trois mois après la fin du cours d'ICNC, *ils trouvaient le contenu du cours encore plus utile qu'immédiatement après la fin du cours*.

V. Les personnes interrogées (qui viennent de pays du monde entier) ont indiqué qu'elles étaient restées en contact les unes avec les autres après le cours.

- 44 % des personnes interrogées ont déclaré *avoir communiqué avec au moins un autre participant au cours sur la résistance civile* 1 à 5 fois depuis la fin du cours.
- 12 % ont déclaré avoir eu 6 à 10 communications depuis la fin du cours.
- 19 % ont signalé plus de 21 communications depuis la fin du cours.

Ces résultats sont confirmés par d'autres données d'évaluation quantitative qu'ICNC a reçues. Par exemple, l'évaluation immédiate et l'évaluation un an après de l'institut régional d'une semaine sur la résistance civile organisé par ICNC en 2018 à Quito, en Équateur, montrent des résultats similaires.[79] Voir les principaux résultats du programme [80]:

79 Certains de ces résultats ont également été publiés dans des revues universitaires évaluées par des pairs. Voir Jeffrey Pugh, " A Catalyst for Action : Training and Education as Networking Platforms for Peace Projects", Journal of Peacebuilding & Development 15, no 1 (avril 2020) : 127-132 ; Jeffrey Pugh, "Weaving Transnational Activist Networks : Balancing International and Bottom-up Capacity-building Strategies for Nonviolent Action in Latin America ", Middle Atlantic Review of Latin American Studies 2, no 1 (juin 2018) : 130-144.

80 Pugh, "A Catalyst for Action," 130.

TABLEAU 18: Principaux résultats du programme	
Des connaissances accrues	Des concepts, des théories et des cas de consolidation de la paix qui permettent aux participants de se familiariser avec le terrain, de s'engager avec d'autres praticiens et de concevoir des interventions mieux informées qui reflètent les meilleures pratiques actuelles et des théories du changement bien développées.
Renforcement des capacités personnelles et développement professionnel	Les participants deviennent plus compétents dans des tâches clés ou ont un profil plus compétitif pour obtenir des subventions, suivre des programmes universitaires.
Changements d'attitude, inspiration et motivation	Encourager les participants à continuer sur le terrain ou à investir du temps/des ressources dans le travail de construction de la paix.
Nouveaux projets	Il peut s'agir d'organisations non gouvernementales, de campagnes, des formations de formateurs, etc. qui construisent la paix au sein d'une communauté plus large qui n'a pas participé à la formation initiale, avec l'aide de l'assistance technique fournie dans le cadre du programme de formation initial (c'est-à-dire les incubateurs de projets).
Un plus grand capital social	Accès aux réseaux d'anciens élèves ou aux portails des organisations de parrainage, afin de: a. accroître la sensibilisation/l'accès aux opportunités et aux ressources qui rendent possibles les actions ultérieures, b. permettre le passage à plus grande échelle d'initiatives plus petites en collaborant avec des personnes d'autres localités ou d'autres domaines thématiques, et c. diffuser des informations.
Des voix amplifiées	La publication d'articles, d'interviews et de bulletins d'information donne une plus grande visibilité au travail de consolidation de la paix des participants et où ceux-ci peuvent atteindre un public plus large en partageant leur propre expérience de transformation (leurs histoires étant exprimées à la première personne, et non pas filtrées par les rapports des donateurs ou d'autres canaux de diffusion médiatisés).

Liste des Tableaux

TABLEAU 1: Petit Glossaire expliqué de l'action nonviolente 8–10

TABLEAU 2: Les 74 langues offertes au Centre de documentation ICNC 24

TABLEAU 3: Nomination du Centre ICNC pour le Prix Nobel de la Paix 2014 28

TABLEAU 4: 5 Notions que la résistance doit connaître 29

TABLEAU 5: Principaux constats tirés des évaluations de nos programmes 41

TABLEAU 6: La liste aide-mémoire (checklist) pour en finir avec la tyrannie 44

TABLEAU 7: 41 campagnes de résistance civile et tactiques nonviolentes utilisées 59–65

TABLEAU 8: Le calendrier des initiatives d'assistance 78

TABLEAU 9: Types d'assistance 79–81

TABLEAU 10: Les instigateurs de cette assistance 81–83

TABLEAU 11: Les bénéficiaires de cette assistance..... 83–84

TABLEAU 12: 95 campagnes de résistance civile victorieuses avec une significative des femmes (participation en première ligne contre les tyrannies étrangères ou nationales, entre 1949 et 2013) 91–95

TABLEAU 13: 10 raisons principales pour lesquelles les gens obéissent à des systèmes oppressifs..... 100

TABLEAU 14: Campagnes nonviolentes avec défections importantes des forces de sécurité ou des armées 114

TABLEAU 15: Phases d'évaluation 135

TABLEAU 16: Le calendrier des 36 heures de formation à la checklist 139

TABLEAU 17: Agenda des Instituts d'été du centre ICNC 161

TABLEAU 18: Principaux résultats du programme 165

Liste des Figures

FIGURE 1: La théorie du changement du centre ICNC 17

FIGURE 2: Nombre de campagnes nonviolentes (de résistance civile) comparé au nombre de campagnes violentes (insurrections armées), par décennie (1900-2019) 18

FIGURE 3: Taux de réussite des campagnes de résistance civile, nonviolentes, comparé à celui des insurrections armées, par décennie (1930-2019) 18

FIGURE 4: Pays dont proviennent les activistes pro-démocratie, universitaires, membres de partis politiques et journalistes qui ont reçu une formation du Centre ICNC 26–27

FIGURE 5: Représentation du champ de bataille de la contestation 33

FIGURE 6: La théorie de l'insurrection violente 34

FIGURE 7: Les risques de l'insurrection violente 34

FIGURE 8: Niveaux démocratiques avant et après une transition, avec ou sans résistance civile 37

FIGURE 9: Lieux d'origine des participants aux cours en-ligne du centre ICNC 39

FIGURE 10: Représentation du « champ de bataille » de la contestation 54

FIGURE 11: L'opportunité 56

FIGURE 12: La résistance civile perturbe le statu quo 56

FIGURE 13: La résistance civile gagne 57

FIGURE 14: Choisir ses priorités selon l'impact anticipé 73

FIGURE 15: Histoires de huit campagnes de résistance civile du début du 21ème siècle 78

FIGURE 16: Logarithme du taux de participation à une campagne de résistance civile et chances de victoire 96

FIGURE 17: Pays ayant connu au moins un épisode de transition politique induit par un mouvement de résistance civile (1945-2015) 122

FIGURE 18: Plus une coalition nonviolente est forte, plus les gains en liberté sont élevés 126

FIGURE 19: Évolution des niveaux moyens de démocratie avant et après le moment de rupture historique 128

FIGURE 20: Probabilité qu'un pays soit démocratique cinq ans après la fin d'une campagne (nonviolente ou violente) 152

FIGURE 21: La relation entre présence d'une campagne nonviolente et durée d'une guerre civile, pendant la période 1955-2013 155

Crédits Photos

Seule la photo de l'auteur avec Gene Sharp en Lituanie vient des archives du Centre ICNC. Toutes les autres photos proviennent de campagnes de résistance civile victorieuses.

EN COUVERTURE: **Lana Haroun.**

PAGE ii: **Fethi Belaid/AFP via Getty Images.**

PAGE iv: **Cindy Karp/The Chronicle Collection via Getty Images.**

PAGE 15: **Photographie fournie par ICNC.**

PAGE 21: **Sergei Supinsky/AFP via Getty Images.**

PAGE 45: **Bettmann via Getty Images.**

PAGE 86: **Peter Charlesworth/LightRocket via Getty Images.**

PAGE 124: **Universal History Archive/Universal Images Group via Getty Images.**

PAGE 157: **Bettman via Getty Images.**

PAGE 158: **Photograph: Elijah Jokazi via Evening Post/ The Herald/Tisoblackstar.**

PAGE 169: **Braca Nadezdic/Hulton Archive via Getty Images.**

Page suivante : Otpor unit l'opposition contre Slobodan Milosevic, Serbie, 2000.

MENJAČNICA
GREEN UNION
OF SERBIA!!!
ГОТОВ

LISTE AIDE-MÉMOIRE (CHECKLIST)

POUR EN FINIR AVEC LA TYRANNIE:

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

1. La campagne de résistance civile réussit-elle à rallier les aspirations autour d'un leadership unitaire proposant une stratégie gagnante?

2. La campagne de résistance civile diversifie-t-elle ses choix tactiques tout en maintenant sa discipline nonviolente?

3. La campagne de résistance civile offre-t-elle une séquence de tactiques qui maximise l'impact perturbateur tout en minimisant les risques?

4. La campagne de résistance civile trouve-t-elle des moyens de valoriser le soutien extérieur?

GESTION DU CONFLIT

5. Les forces citoyennes défiant le régime sont-elles susceptibles de croître en nombre et en diversité?

6. La croyance du tyran en l'efficacité de la répression violente est-elle susceptible de diminuer?

7. Les défections potentielles parmi les principaux partisans du tyran ont-elles des chances d'augmenter?

8. L'ordre politique post-conflit qui émergera respectera-t-il les valeurs démocratiques?